

Collaboration spéciale

Je suis fier d'être militaire

*Le major-général Alain Forand, CMM, SC, MSC, CD
Groupe de planification de l'A2k*

Le rédacteur en chef m'a offert carte blanche pour écrire sur le sujet de mon choix. J'ai donc décidé de saisir cette occasion pour exprimer toute la fierté et l'honneur que j'ai toujours ressentis d'être un militaire canadien et d'être associé à des hommes et femmes, qui, en dépit des difficultés, des obstacles rencontrés, des restrictions financières, des tracasseries bureaucratiques et des tâches toujours plus nombreuses et dangereuses à exécuter et trop souvent sans recevoir la reconnaissance due, ont toujours relevé les défis avec brio et professionnalisme.

J'ai peut-être un parti pris; non, j'ai définitivement un parti pris. Je suis convaincu qu'aucune autre profession n'est plus noble, n'offre autant de défis et n'exige autant d'abnégation personnelle que le métier de militaire. Ceux et celles qui sont toujours prêts à répondre à l'appel pour défendre la population, les idéaux et les intérêts de leur pays, indépendamment des sacrifices personnels, revêtent une importance capitale pour leur pays. L'histoire démontre la véracité de cette assertion et l'avenir ne la démentira certainement pas.

Les militaires avec qui j'ai eu l'honneur de servir, des militaires qui comme moi, se vouaient au service de la nation, m'ont inspiré tout au long de ma carrière. Tous ces militaires m'ont marqué de diverses façons et j'ai toujours apprécié leur appui, leurs conseils, leur patience et leur loyauté. Je n'ai cessé au fil des ans d'être impressionné par leur engagement, leur professionnalisme et leur dévouement.

J'ai aussi cru, toutes ces années, que la mission que les militaires ont à remplir est tellement vitale que le succès est toujours la seule option. Que ce soit parce qu'ils sont appelés à défendre le Canada contre une menace externe ou à exécuter des tâches essentielles au beau milieu d'une situation de crise ou d'une catastrophe, les militaires ont toujours été et ils continuent d'être la ressource finale vers laquelle on se tourne, en dernier ressort. Ne pas réaliser l'objectif visé en pareilles circonstances constitue un désastre, puisqu'au-delà des militaires il n'y a plus personne à qui faire appel. Cette conscience de l'importance de l'appel au devoir auquel répondent les militaires qui sont là quand la situation est critique et qu'on ne peut faire appel à personne d'autre est aussi aiguë maintenant qu'elle l'était lorsque je me suis enrôlé il y a des années.

Depuis 1990, nous avons assujéti nos soldats à des missions plus dangereuses et à un rythme plus effréné qu'en toute autre période de l'histoire, en excluant les deux guerres mondiales et celle de Corée et ceci tant au niveau national qu'international.

Nos soldats ont accompli toutes ces missions avec succès. Vous n'avez qu'à demander aux gens de la Montérégie, du Saguenay, du Sud du Manitoba, du Nord et centre de la Bosnie, du Sud de la Croatie, du Cambodge, d'Haïti ou, plus récemment, de la République centrafricaine; ils corroboreront ces faits. Le soldat canadien a prouvé qu'il peut se mesurer à n'importe quel autre soldat dans le monde lorsqu'il est question de professionnalisme, d'habiletés, de dévouement, de détermination, d'efficacité, de fierté et de courage. En raison de notre nature effacée et aussi, je l'avoue, de notre maladresse, nous avons du mal à publiciser nos bons coups. La réalité est que les soldats canadiens, réguliers ou miliciens, sans distinction, ont performé avec excellence dans plus d'opérations militaires depuis 1990 que tout autre soldat! Je suis totalement convaincu que le soldat canadien est le meilleur et je ne voudrais aller au champ de bataille avec aucun autre soldat à mes côtés.

Je suis très fier de voir nos jeunes soldats, sous-officiers et officiers porter dignement quatre ou cinq médailles rappelant leur participation à autant d'opérations, mais je ne peux m'empêcher de penser au sacrifice immense que ces soldats et les personnes qui leur sont chères se sont imposés. Les militaires sont épuisés, et à juste titre. Par contre, en dépit de cette fatigue, nous avons toujours su trouver l'énergie pour nous acquitter de la prochaine mission, en nous disant que ce sacrifice additionnel faisait partie intégrante de notre profession.

Je n'ai pas besoin, j'en suis persuadé, de vous faire le récit de la succession d'incidents qui secouent présentement les Forces canadiennes et l'Armée de terre, et qui ne semblent pas sur le point de finir de faire les manchettes.

Il est évident que l'un des principaux défis que nous devons relever maintenant est celui que soulève le contexte social.

L'Armée de terre a dû composer avec les pressions occasionnées

par la Charte des droits et libertés, l'accès à l'information, l'égalité des sexes, l'intégration ethnique, la parité linguistique et tout un ensemble d'autres critères sociaux modernes. Nous formons un groupe important au sein de la société canadienne, et nous sommes l'expression de ce qui est juste et bon dans notre pays, chez nous comme à l'étranger. Bien sûr, nous ne pouvons jouer notre rôle adéquatement que si nous adhérons aux valeurs canadiennes actuelles et que nous en sommes le reflet.

« Je suis convaincu qu'aucune autre profession n'est plus noble, n'offre autant de défis et n'exige autant d'abnégation personnelle que le métier de militaire. »

Voilà pourquoi on ne saurait mettre en cause la règle que nous nous sommes fixée de nous mettre au diapason des normes sociales modernes. La difficulté réside dans l'application de cette règle. Par définition, une armée doit préserver certaines valeurs traditionnelles inhérentes à la création d'un environnement qui incite les jeunes, hommes et femmes, à accepter le combat. Il est donc essentiel de rétablir un équilibre entre ces valeurs l'honneur, le sens du devoir, l'intégrité, le sacrifice et le bien

commun et ces autres valeurs du mode moderne que sont l'égalité, le respect, les droits individuels et la non-discrimination. En toute honnêteté, je dois admettre que nous n'avons pas encore trouvé cet équilibre, et je pense bien qu'il faudra poursuivre nos efforts pour y parvenir. Mais soyez assurés que face à ce défi comme face à tous les autres que nous avons à relever, nous réussirons!

L'Armée de terre n'est évidemment pas la première ni la dernière institution à être traînée dans la boue par certains médias qui, au-delà de leur rôle d'informateur, s'érigent en porte-parole de ce qu'ils croient être l'opinion publique, qu'ils ont eux-mêmes façonnée, ou de ce qu'ils croient être juste. De plus, je ne partage aucunement les opinions ou commentaires tendancieux, constamment réchauffés, clamés par des supposés experts militaires et par certains médias, à l'effet que nous traversons une crise de leadership et que tout n'est que scandale au sein des Forces canadiennes.

J'ai parfois l'impression que pour certains, la liberté de presse tant citée sert bien plus à dénigrer, et à rabaisser plutôt qu'à informer. J'appuie de tout cœur les commentaires d'un journaliste renommé qui écrivait : « les événements d'hier sont déjà oubliés, dans la bousculade frénétique et imbécile des manchettes, qui nous donnent l'illusion d'être informés parce que nous recevons beaucoup d'informations ». Finalement, ce que je trouve regrettable, c'est la généralisation que fait la majorité des médias des événements impliquant les militaires. Il semble plus facile de souligner et d'intensifier les mauvais coups que de glorifier les bonnes actions. Malheureusement, ce phénomène est le symptôme d'un problème encore plus grave la méconnaissance de la population envers les militaires, ainsi qu'envers l'important rôle que jouent les Forces canadiennes. Le Gouverneur général actuel a bien saisi l'essence de ce phénomène lorsqu'il a déclaré, en substance, que le danger est que les gens se fassent une opinion en se fondant sur trop de manchettes, et trop peu d'articles de fond et de faits au sujet de la fonction réelle des Forces canadiennes d'aujourd'hui.

Je l'ai mentionné dans plusieurs forums, les incidents qui font l'objet de toute cette attention sont déplorables. Les gestes regrettables que certains ont posés sont inacceptables. Toutefois, ces actes sont l'œuvre d'une poignée de militaires qui ne sont aucunement représentatifs de notre institution. La très grande majorité des militaires fournissent un rendement professionnel de haut calibre et je me sens privilégié à chaque jour de travailler avec des militaires si compétents. Ce n'est pas dire pour autant que tout va comme sur des roulettes. Il existe effectivement des problèmes et nous l'avons tous reconnu. Nous avons entrepris des démarches pour remédier à nos lacunes et nous continuerons de le faire. Ce qui est essentiel, c'est d'avoir en place des procédures qui permettent d'identifier ces problèmes; ensuite, il faut avoir le courage de les régler. N'oubliez pas, toutefois, que l'Armée de terre n'est ni une meute de louveteaux, ni un ordre de trappistes. On semble parfois oublier que notre rôle primaire est d'être prêts à combattre pour défendre les intérêts de notre pays. La mission de l'Armée de terre consiste à utiliser de la force

contrôlée, ce qui exige un sens de la hiérarchie et de la discipline. Il serait utopique de s'attendre à la perfection de la part de chaque militaire; après tout, nos soldats sont le produit et le reflet de la société dans laquelle nous vivons.

Si nos soldats sont si efficaces, c'est en bonne partie parce qu'ils peuvent toujours compter sur le soutien inconditionnel de leur famille. Les conjoints n'ont jamais été aussi durement mis à l'épreuve : le mari ou l'épouse a dû prendre part à deux, trois et même quatre déploiements successifs assez rapprochés. Le conjoint a alors hérité de la responsabilité d'éduquer les enfants et a été confronté aux adversités quotidiennes avec peu de soutien. Le conjoint a également suivi avec intérêt les bulletins de nouvelles, se préoccupant de la sécurité et du bien-être de l'être cher, tout en essayant de garder les enfants à l'abri de ces difficultés. Leurs tâches durant nos absences sont colossales et trop souvent ignorées ou inconnues. Le succès obtenu par les militaires dans leurs différentes missions et tâches leur est en grande partie redevable; les conjoints méritent autant que nous les médailles que nous portons fièrement.

En terminant, je voudrais inviter tous les militaires à garder la tête haute. Malgré les généralisations inappropriées, malgré les attaques des supposés experts, malgré les erreurs ou comportements inappropriés d'une minorité, malgré l'intensité des opérations, malgré les promesses du programme sur la qualité de vie qui tardent à se matérialiser, notre Armée de terre demeure une excellente organisation composée de professionnels dévoués, de calibre international, dotée d'un leadership solide et représentant avec fierté son pays. Nous avons toujours relevé avec efficacité les défis qui se sont présentés et nous avons montré que, chaque fois que l'Armée de terre s'est vu confier une mission, elle s'en est acquittée avec excellence.

Nous devons continuer à maintenir cette efficacité, conserver nos objectifs bien en vue, cultiver notre esprit d'équipe et notre sentiment de fierté.



[\[English\]](#)

Mot du rédacteur en chef

Le capitaine John Grodzinski

Le ministre de la Défense de la Fédération russe a récemment célébré le 80^e anniversaire de « Military Thought : A Russian Journal of Military Theory and Strategy » (Pensée militaire : Journal russe de théorie et de stratégie militaires), publication créée en juin 1918. Avant même l'avènement de la *Perestroika* et de la *Glasnost*, les hommes de science et les officiers militaires pouvaient y présenter leurs idées sur le développement organisationnel et les changements technologiques, ainsi qu'y discuter de propositions théoriques fondamentalement nouvelles sur la guerre. Même si « Military Thought » faisait aussi la promotion du rôle du Parti communiste de l'Union soviétique et des enseignements marxistes-léninistes au sein des Forces armées soviétiques, elle fournissait aux militaires, vivant en vase clos, un outil pour formuler et développer une doctrine ainsi qu'en débattre. La publication n'est disponible en Occident que depuis 1991. Malgré qu'ils vivent dans une société plus démocratique et ouverte, les Canadiens sont privés d'un journal professionnel du genre depuis plusieurs années. D'excellentes publications sont sporadiquement apparues, mais le développement dans les domaines doctrinal et professionnel n'a pas semblé intéresser suffisamment de monde et elles ont disparu. La réaction initiale au Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre a été positive. Nous avons reçu de nombreux articles et commentaires écrits et nous espérons que cela va continuer.

Tous les commentaires reçus ont été favorables. J'ai été particulièrement heureux qu'on nous souligne nos erreurs de rédaction _ « Vous avez oublié de... » ou « Vous avez incorrectement épelé... ». Cela prouve que le Bulletin a été lu. Les observations du genre sont appréciées, mais il faut aller au-delà de l'anecdote. Votre défi est de faire savoir par écrit qu'une idée, un concept ou un commentaire vous dérange. C'est là l'essence même de la réflexion et du débat académiques dont l'Armée de terre a un urgent besoin; il s'agit en fait de quelque chose dont trop peu d'entre nous ont fait l'expérience. Il devrait s'agir d'un attribut professionnel.

La présentation du Bulletin

L'expérience acquise lors de la préparation du premier Bulletin nous a amené à y apporter certains changements. On s'est ainsi rendu

« Votre défi est de faire savoir par écrit qu'une idée, un concept ou un commentaire vous dérange. »

compte que le logiciel Windows dont se sert l'Armée de terre n'est pas entièrement compatible avec le logiciel équivalent de la famille Apple employé dans le monde de l'édition. Un nouveau logiciel va permettre d'éliminer certains des problèmes (comme la présentation des notes en bas de page dans un

ordre incorrect), d'offrir des tableaux, des diagrammes et des photos plus clairs et d'encadrer les graphiques de texte. Le titre et le numéro de la publication vont aussi figurer au haut de chaque page, ce qui nous permettra de faire plus « professionnel ». D'autres modifications devraient être apportées dans les prochains numéros.

La distribution du Bulletin

Depuis la parution du premier Bulletin, plusieurs particuliers et organismes ont demandé à en recevoir un nombre différent d'exemplaires. Avec le présent numéro, l'accent continue d'être mis sur les envois postaux. Le Bulletin est désormais disponible sur Intranet (via Kingston.dwan.dnd.ca/pubs/ADTB/Default.htm) et tous les membres du personnel du QGDN, du QG CFT et des QG de formation ont accès à sa version électronique; ce n'est toutefois pas le cas pour toutes les unités de campagne. Le nombre de copies-papiers expédiées aux quartiers généraux en question sera réduit, cependant, plus d'exemplaires seront envoyés aux unités de campagne.

Dans le présent numéro

Le présent numéro offre six articles sur des sujets variés.

- Au cours des siècles précédents, les opérations armées étaient bidimensionnelles. Une troisième dimension est venue s'ajouter avec l'entrée en scène de l'avion et de l'hélicoptère qui ont permis une utilisation de l'espace à des fins militaires. Le capitaine Andrew Godefroy, officier de réserve qui termine actuellement une maîtrise en étude de la guerre au Collège militaire royal du Canada, étudie l'impact des systèmes spatiaux sur les opérations de l'Armée de terre. Les Forces canadiennes n'ont que tout récemment publié leur doctrine spatiale, qui demeure une responsabilité interarmes.
- De nombreux lecteurs connaissent bien « Jadex », le général Jacques Dextraze, héros de la guerre et Chef d'état-major de la Défense de 1972 à 1977. Ce dernier a, en 1973, mis sur papier ses réflexions sur le leadership; le document ainsi produit a été décrit par un général comme le meilleur article jamais rédigé sur le sujet par un militaire canadien. Nous le reproduisons en entier.
- Les soldats canadiens qui étudient l'histoire des FC ont tendance à se limiter au vingtième siècle et même à se concentrer sur quelques-unes seulement des batailles des deux grandes guerres. Les exemples sont nombreux, au cours des trois siècles précédents, d'occasions où les « Canadiens » ont joué un rôle déterminant, avant même la Confédération. Le capitaine John Grodzinski nous parle de la bataille de Châteauguay, seul combat d'envergure livré exclusivement par des Canadiens lors de la Guerre de 1812.
- Des changements dans l'environnement planétaire et l'avènement de nouvelles technologies ont une influence marquée sur de nombreux aspects de la guerre. Le monde du renseignement est particulièrement touché par cette nouvelle donne. Le capitaine Robert Martyn, commandant-adjoint de la 2^e Compagnie du

renseignement, nous propose un survol de l'environnement conflictuel actuel, explique ce vers quoi l'on tend dans ce domaine et parle de l'impact de tout cela sur la doctrine en matière de renseignement.

- Quand peut-on dire d'une instruction qu'elle se déroule vraiment de façon sûre? Le capitaine Bob Herold, officier de sécurité des munitions du Centre d'instruction du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre à Wainwright (Alberta), examine la tolérance à l'égard des dangers, la sécurité des munitions et les implications des politiques afférentes sur l'instruction.

« Un bon entraînement permet au soldat non seulement d'acquérir de nouvelles habiletés, mais aussi de prendre confiance dans son équipement, dans ses propres compétences et celles de ses pairs et de ses supérieurs. »

Personne ne bouge, personne n'est blessé

Une hérésie majeure -*Le capitaine R.A. Herold*

- Même si personne n'est encore capable de prédire l'avenir, le Canada, comme plusieurs autres pays, tente de cerner les tendances en rapport avec « le futur environnement de sécurité » et leur impact sur la politique de défense et la structure des forces. Les études « futuristes » comme on les appelle, vont au-delà de la modélisation globale des années soixante-dix et servent de base au développement de « l'armée de demain » (d'ici cinq à dix ans) et de « l'armée du futur » (d'ici un quart de siècle environ). M. Shaye Friesen, collaborateur de la Défense à la Direction des concepts stratégiques - (Opérations terrestres) à Kingston, nous offre une vue d'ensemble du futur environnement de sécurité et une imposante biographie des publications connexes.

Errata - Volume 1, No. 1

- Le point que faisait la Direction _ Doctrine de l'Armée de terre mentionnait six fonctions de combat, mais n'en étudiait que cinq. L'omission de la « manœuvre » a pu en amener certains à croire que nous ne sommes pas encore réveillés. Selon la *Doctrine tactique de la Force terrestre* (BGL300-002/FP-000), la manœuvre est « l'utilisation des forces par la combinaison du mouvement, de la vitesse, de la puissance de feu ou du potentiel pour obtenir une position avantageuse par rapport à l'ennemi afin d'accomplir la mission ». Elle a un impact physique ou moral sur l'ennemi et sous-entend une certaine audace.
- Une certaine confusion a été constatée quant au prénom du colonel Semianiw, qui n'était pas le même dans la présente rubrique et dans son article « Groupement tactique, progression et guerre de manœuvre ». Il se prénomme Walter. Un problème de logiciel a aussi fait en sorte que les références aux deux premières notes en bas de page portaient chacune le numéro « 1 » dans son article. On peut rectifier les choses en renumérotant les notes en bas de page dans le texte même, de 1 à 16.

- Les cartes utilisées dans l'article du lieutenant-colonel Cessford « Troupes d'élite canadiennes : Libérer la rive sud de la Valli Di Commachio du 2 au 6 janvier 1945 » avait été courtoisement mises à notre disposition par la Direction- Histoire et patrimoine, ce qui n'était pas mentionné dans l'article original.



[\[English\]](#)

De la Direction de la doctrine de l'Armée de terre

Les opérations d'information

On dit souvent que l'ère industrielle et l'ère agraire sont révolues et que nous sommes désormais dans celle de l'information. Chaque époque possède ses systèmes économiques dont découlent des normes sociales et des cultures particulières, comme l'expliquent Alvin et Heidi Toffler dans leur livre *The Third Wave (La troisième vague)*.¹ Les forces armées sont des sous-éléments des entités nationales et se retrouvent de ce fait influencées par les tendances socio-économiques prédominantes. Là encore, les Toffler ont saisi l'essence du phénomène dans leur volume *War and Anti-War (Guerre et contre-guerre)*.² Les Forces canadiennes auront donc comme précepte d'inclure des opérations d'information à leurs manœuvres militaires actuelles et futures pour jouir de la supériorité à ce chapitre.

Le lecteur est prié de noter qu'un certain nombre de nouveaux sigles seront utilisés dans le présent article. Cela est malheureusement inévitable du fait qu'ils sont déjà en usage dans le monde des opérations d'information. Exception faite desdits sigles, les opérations d'information ne sont pas d'un domaine nouveau. L'information avait en effet une place de choix dans les *Field Service Regulations 1912 (Service des armées en campagne de 1912)*.³ La qualité et le volume des informations ainsi que la vitesse à laquelle le commandant les reçoit sont les éléments ayant changé. Il faut donc que les concepteurs de la doctrine de l'Armée de terre, pour ce qui est tant de l'art opérationnel que de la science militaire, revoient la façon dont l'Armée de terre traite l'information en tant que fonction et comme ressource essentielle à la guerre.

Définition

Les opérations d'information (OI) sont définies comme « des opérations militaires continues dans l'environnement militaire de l'information qui rendent possibles, améliorent et protègent le cycle décision/action du commandant et l'exécution de la mission, afin d'obtenir un avantage sur le plan de l'information en ce qui concerne l'ensemble des opérations militaires. Elles comprennent l'interaction avec l'environnement global de l'information ainsi que l'exploitation ou l'attaque du système d'information et de décision de l'ennemi. »⁴

But

Le présent article se veut un guide d'introduction à la B-GL-300-005/FP-001, Opérations d'information, manuel de doctrine de l'Armée de terre qui sera publié sous peu. Il fait état de l'approche doctrinale que l'Armée de terre a adoptée pour s'adapter aux changements.

Le défi

La somme de tout ce qui est connu est appelée « univers de l'information ». (Voir figure 1.) Une grande quantité d'information y est disponible par l'entremise d'un lien quelconque. Cette connaissance et cette information interconnectées forment l'Environnement global de l'information (EGI). Les opérations militaires nécessitent des types particuliers d'information. Il existe donc un Environnement militaire de l'information (EMI) à l'intérieur de l'EGI. (Voir figure 2.) Dans certaines circonstances, surtout lors d'opérations autres que la guerre (OAG), l'information « civile » revêt de l'importance pour les militaires, avec pour résultat que l'EMI s'agrandit et se contracte au sein de l'EGI en fonction des exigences opérationnelles.

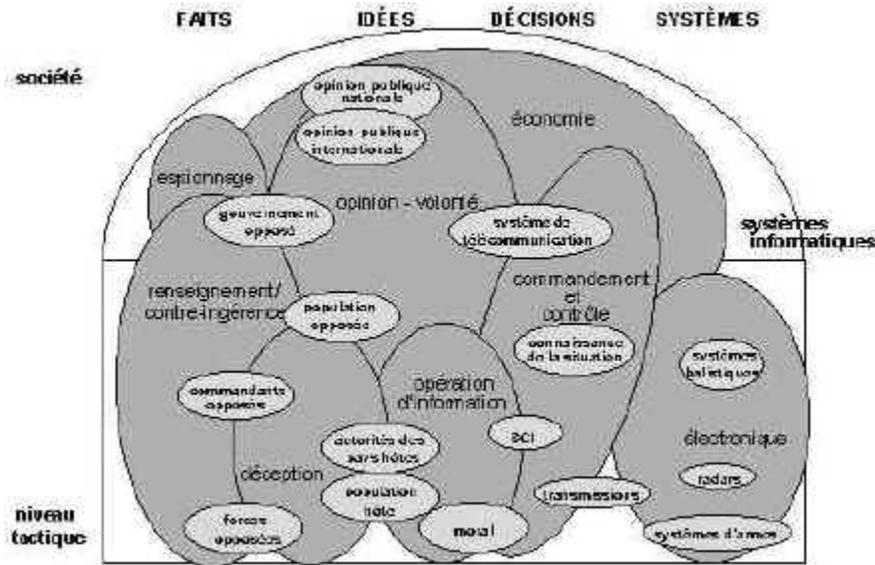


Figure 1 : Univers de l'information

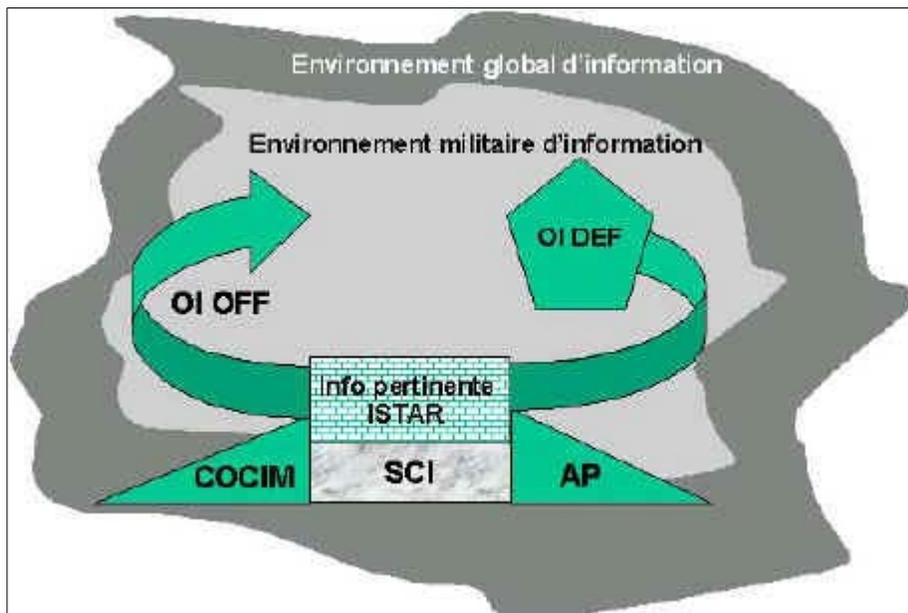


Figure 2 : Environnement global d'information

Le passage à des secteurs d'activité militaire « non traditionnels » dans le cadre d'opérations autres que la guerre prête à controverse sous certains aspects. L'expérience récente de l'Armée de terre du Canada a fait en sorte que notre pensée militaire s'est cristallisée sur la bataille classico-formelle dans le Centre Europe, où nous avons joué un rôle purement tactique. L'avènement de la culture de l'information est venu changer la donne à ce chapitre. L'impératif culturel lié à l'information entraîne l'effondrement de la structure traditionnelle, qui faisait une distinction entre les niveaux stratégique, opérationnel et tactique d'un conflit. Une unité ou une sous-unité tactique peut donc se charger, pour le compte d'un commandant opérationnel, d'une mission planifiée en détail au niveau de l'unité à partir du renseignement stratégique dont on dispose. Nous assistons, en ce sens, à une remise à la mode des habiletés militaires classiques de commandement, à tous les niveaux hiérarchiques, du fait de la disponibilité d'informations et d'ISTAR pertinentes et de la capacité qu'on a de s'en servir. La tradition voulait qu'un commandant militaire possède une solide connaissance intellectuelle du milieu politique et socio-économique de la zone d'opérations⁵. La pensée militaire en rapport avec l'atteinte des objectifs, qui avait été directe et strictement hiérarchique durant la guerre froide, se fait de plus en plus indirecte et cellulaire. Les OI augmentent les chances que nos opérations soient couronnées de succès.

Les OI permettent le commandement de mission qui, à son tour, assure la fluidité de la manœuvre. Les différents niveaux de commandement vont s'adapter plus promptement aux exigences changeantes de la mission. De nouvelles capacités entraînent cependant des problèmes différents comme « le besoin de savoir » et la « surinformation » qui ont à voir avec la sécurité, la protection et l'applicabilité de l'information.

Le défi technique principal, dans les environnements d'information tant globaux que militaires, est de faire le tri dans l'imposant volume de données mises à la disposition du commandant. Recueillir des données et les comprendre ou les interpréter sont deux choses fort différentes (voir figure 3). Les observations sur les forces adverses obtenues à l'aide de capteurs et les données reçues de nos propres troupes sur la zone d'opérations ne sont que des données avant qu'on les traite pour en faire de l'information pertinente. Bien que la connaissance de la situation soit quelque chose d'intrinsèquement local et ne concerne qu'un échelon en particulier de la force militaire, la numérisation en facilite le partage à la fois vertical et horizontal. Partager sa connaissance d'une situation donnée renforce la connaissance de la situation dans son ensemble et permet une exécution décentralisée au sein du commandement en entier.

Champ d'application des opérations d'information

L'Armée de terre se doit de correctement évaluer l'impact de l'ère de l'information sur la guerre et de s'adapter aux nouvelles exigences qui se

présentent, quelles qu'elles soient. Il est clair cependant que le commandant qui possède la meilleure information part gagnant. Il connaîtra l'effectif de l'adversaire et sa disposition, compte tenu de la nature du terrain et du temps qu'il fait. Il saura exactement à quoi s'en tenir quant à l'état de ses propres troupes et de celui d'autres forces amies. Cette représentation d'ensemble est appelée visualisation du champ de bataille (VCB). Une VCB efficace permet de jouir de la supériorité sur le plan de l'information. Cette dernière rend possible un cycle évaluation-planification-décision-exécution plus rapide et efficient, en vertu duquel un commandant peut profiter des faiblesses adverses au bon moment et au bon endroit. Les OI viennent donc directement appuyer le processus de prise de décision d'un commandant, ce qui revêt une importance capitale compte tenu de notre doctrine de commandement de mission et de guerre de manoeuvre.⁶ Ce sont les OI qui permettent à un commandant de concentrer les effets de sa puissance de combat au point décisif.

Les composantes des OI

Les lecteurs doivent être conscients que les composantes des OI sont des principes qu'on applique depuis longtemps. La nouveauté réside dans le fait que, de nos jours et dans le futur, la synergie obtenue du fait d'adopter une approche coordonnée ou synchronisée par rapport aux activités liées au OI ont et vont avoir un effet multiplicateur. Dans la doctrine canadienne qui est en train de se constituer, les éléments constitutifs des OI sont les suivants :

- Systèmes de communications et d'information (SCI)
- Information pertinente et ISTAR
- Opérations d'information offensives et défensives
- Affaires publiques (AP)
- Coopération civilo-militaire (COCIM)

Les systèmes de communications et d'information

Les SCI sont l'épine dorsale matérielle des OI. Ils englobent les communications, le traitement automatique des données et le personnel s'occupant de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information au sein d'un commandement. On tient communément pour acquis que les OI relèvent purement de la branche du Génie électronique et des communications (GE COMM). Bien au contraire; même si le personnel de cette dernière a des responsabilités administratives et techniques spécifiques en rapport avec les SCI, il s'agit là d'un domaine impliquant tout soldat qui se sert de systèmes électroniques pour communiquer ou traiter de l'information. Les membres du personnel sont des éléments clés d'un système d'OI. On doit faire en sorte que la formation dispensée permette à chaque intervenant de faire fructifier ses talents particuliers et la fiabilité de tous les soldats doit être totale. Il faut en effet, pour que les OI soient efficaces, qu'on ait confiance au personnel concerné et aux produits afférents. La cible des OI est un cerveau humain, quelque isolé qu'il soit par la technologie; le personnel forme donc le fondement de la

structure en cause et les habiletés humaines sont probablement la ressource la plus précieuse dans les circonstances.

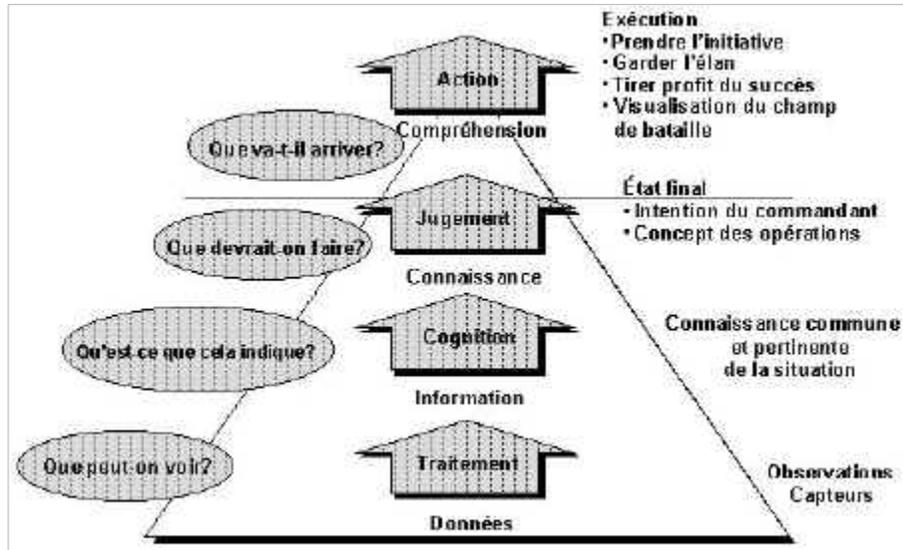


Figure 3 : La hiérarchie cognitive et l'art des opérations

Information pertinente et ISTAR

Les informations pertinentes et ISTAR englobent la connaissance de la situation - forces bleues (amies) (CSFB), la connaissance de la situation - forces adverses (CSFA), la visualisation environnementale (VE) et la visibilité des ressources (VR). Un commandant qui possède la CSFB, sait où se trouvent ses propres troupes et les autres forces alliées et connaît leur état de disponibilité opérationnelle dans sa zone d'intérêt. La CSFA a trait à la connaissance de la situation de l'adversaire (et des éléments neutres). La VE est liée à la connaissance de la géographie physique et humaine et la VR donne un tableau à jour des ressources de maintien en puissance. Tous ces éléments se combinent pour donner une connaissance globale de la situation permettant à un commandant de planifier et de mener efficacement les opérations.

La visualisation du champ de bataille (VCB) par un commandant, s'accomplit à l'aide de l'information pertinente. Des mesures d'état-major permettent d'imbriquer les uns dans les autres les divers types de connaissance de la situation pour qu'on obtienne une connaissance globale de la situation. La connaissance de la situation (CS) est une prise de conscience liée à la situation qui prévaut dans la zone d'influence d'un commandant. Elle nécessite du renseignement ainsi que des données d'ordre météorologique, géomatique et opérationnelle à jour, de même que des rapports et des comptes rendus opportuns et précis. Les OI doivent aussi faire en sorte qu'un commandant jouisse d'une visualisation du champ de bataille (VCB); cette dernière permet au commandant d'entrevoir le futur. On doit alors disposer de renseignements prédictifs sur l'ennemi et prévoir avec justesse les capacités de manoeuvre de ses propres forces ainsi que les exigences quant au maintien en puissance dans le contexte géographique de la zone d'opérations. La VCB est le résultat d'un processus de planification opérationnelle efficace découlant

de la visualisation, par un commandant, d'un objectif ou d'un état final en fonction de sa zone d'intérêt.

Le renseignement est recueilli, traité et diffusé par l'entremise du Système ISTAR. Celui-ci tient compte du rôle de coordination prépondérant du renseignement, qui permet de se faire une image globale de

« La victoire sourit à celui qui prévoit les changements du caractère de la guerre et non à celui qui les attend pour s'y adapter. »

- Général Gulio Douhet (1869-1930)

la situation et de prévoir, autant que faire se peut, les intentions de l'adversaire. Cela sous-entend l'incorporation de renseignements et de données émanant d'éléments supérieurs et de flanquement à l'information recueillie par le commandement d'appartenance grâce à ses propres moyens de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance.

Le Système ISTAR donne au commandant une idée claire des effectifs de l'ennemi, de ses capacités et de ses intentions, compte tenu du temps et de l'espace afférents à ses opérations. Il ne se veut pas bureaucratique et permet une intervention ou une réaction directe suite à l'information venant d'une source unique de recherche, comme un Coyote ou un véhicule aérien télépiloté, lorsque la fiabilité de ces derniers est déjà établie et que les mesures prises sont conformes à l'intention du commandant.

L'influence de l'ère de l'information sur l'information pertinente

Le volume d'informations circulant librement et représentant un intérêt pour les spécialistes du renseignement et de la planification opérationnelle est une des caractéristiques marquantes de l'ère de l'information. Le renseignement d'accès libre (OSINT) est en voie de devenir la clé de la création rapide de bases de données à une époque où des crises se déclenchent sans avertissement dans des régions auxquelles on ne s'était pas encore vraiment intéressé. Il faut par exemple protéger la provenance du renseignement d'accès libre et s'assurer de sa fiabilité/précision. Il faut en effet se montrer discret quant aux nouvelles zones d'intérêt et au développement des sources; la fiabilité/précision de l'information en tant que telle doit être sans cesse évaluée. La provenance de l'information peut être connue mais cette dernière, une fois obtenue, doit être protégée contre la corruption et l'interférence. De même, le motif de la cueillette de renseignements à partir de sources libres ne doit pas être divulgué, pour éviter de mettre l'adversaire au courant de l'intention du commandant. La sécurité du personnel et le cryptage des systèmes, appliqués de concert, semblent constituer le meilleur moyen de protection pour l'instant.

OI offensives et défensives

La guerre de commandement et de contrôle (GC2) est le fondement doctrinal du concept élargi des OI. On pense et s'exerce à la GC2 depuis de nombreuses années. Tous les éléments s'y intéressent, la Marine en particulier. La GC2 n'est opposée qu'au commandement et contrôle (C2),

alors que les OI le sont en fonction de tout l'éventail de l'EGI et de l'EMI, avec le soutien de toutes les sources de renseignement et par les SCI. De même, la GC2 était vue comme comportant deux applications visant respectivement à contrer et à protéger le C2. Tout cela découle bien sûr de la nécessité de détruire les ressources de C2 de l'adversaire ou de l'en priver, tout en protégeant les nôtres. La GC2 est de plus en plus considérée comme un sous-ensemble dans le cadre des OI. Au point de vue de la doctrine, il est plus simple de parler d'OI comportant des applications offensives ou défensives, ou des applications à la fois offensives et défensives. Les mesures opérationnelles d'OI figurent au Tableau 1.

OI OFFENSIVES	OI DÉFENSIVES
GE (CME)	GE (MPE)
Opérations d'information spéciales	Déception militaire
Attaque du réseau informatique (ARI)	Évaluation de la vulnérabilité du réseau (EVR)
OPSPSY	Contre-ingérence
Destruction physique	Sécurité des opérations (OPSEC)

Tableau 1 : Mesures opérationnelles d'OI

Dimensions morales et physiques des mesures d'OI

Les OI épousent les dimensions tant morales que physiques de la paix, des conflits et de la guerre. Ainsi, les opérations psychologiques (OPSPSY) sont des activités planifiées menées en temps de paix, de crise et de guerre à l'endroit d'éléments adverses et neutres pour influencer les attitudes et le comportement ayant une incidence sur l'atteinte de nos objectifs politiques et militaires. Les OPSPSY livrent des informations à un « auditoire-cible ». Ce dernier peut être constitué des forces adverses participant activement à des opérations tactiques ou des civils d'un état neutre que le conflit et les opérations intéressent. Les OPSPSY veulent favoriser ou renforcer des attitudes, des opinions et des réactions au sein d'un auditoire-cible pour favoriser nos activités opérationnelles. Elles sont basées sur la diffusion d'un message crédible. Les troupes qui y prennent part aux OPSPSY doivent donc très bien connaître la(les) culture(s) de l'auditoire-cible. De même, des opérations de contre-ingérence, bien qu'elles se situent sur le plan physique, sont menées, selon les tactiques, techniques et procédures (TTP) conçues pour contrer le système ISTAR de l'adversaire.

Affaires publiques

Les affaires publiques (AP) relèvent du commandement. La plupart des opérations militaires sont menées entièrement au vu et au su du public. La perception que ce dernier se fait d'une opération militaire est déterminante quant au succès (ou à l'échec) de celle-ci. La couverture médiatique nationale et internationale est un des principaux facteurs qui, rapidement, forgent l'opinion publique et orientent le débat dans la population. Les médias servent de forum public où l'on analyse et critique les buts, les objectifs et les mesures prises. Ils peuvent influencer la planification politique, stratégique et opérationnelle, les décisions ainsi

que l'issue des missions.⁷

Coopération civilo-militaire

La coopération civilo-militaire (COCIM) établit, maintient ou influence les relations entre les forces militaires ainsi que les autorités et la population civiles dans une zone d'opérations (ZO) donnée ou en tire profit, le tout afin de faciliter les opérations militaires. Les éléments de COCIM appuient les opérations militaires par une application de leur expérience et de leurs habiletés chez les nations hôtes ou les territoires occupés dans les domaines de l'administration publique, de l'économie, des affaires culturelles et des langues. Les membres du personnel impliqués ont alors un rôle délicat et important à jouer, en ce qu'il leur faut recueillir les informations pertinentes aux fins de la planification liée au renseignement, aux opérations et à la logistique.

Interaction avec les cinq autres fonctions de combat

Les OI ne se font pas en vase clos; elles ont une fonction d'intégration qui relie entre eux les autres aspects des opérations. Les éléments fondamentaux de ces dernières comme la vitesse, la mobilité, l'effet de surprise et la souplesse dépendent dans une très large mesure de la clarté et de l'à-propos des systèmes d'IO et des produits connexes.

Voici les liens qui sont faits du point de vue de la conception doctrinale :

- **Commandement.** Les OI permettent d'obtenir l'information nécessaire au cycle « décision-action » du commandant et de coordonner tous les aspects de l'information, y compris les tentatives visant à réduire les capacités de l'adversaire à ce chapitre.
- **Protection.** Dans le contexte des OI, protection veut dire assurer la sécurité de l'information, des procédés, des systèmes et des sources pour qu'un commandant puisse jouir de la liberté d'action voulue. L'activité spécifique qui s'impose dans les circonstances est la contre-ingérence (CI). La CI est multidisciplinaire du fait qu'on soit obligé d'évaluer et de contrer la menace que fait peser le système ISTAR de l'adversaire. Le fait qu'on soit dans l'ère de l'information et l'avènement des OI nous obligent à assurer une protection allant au delà des seules vulnérabilités liées aux SCI. La sécurité de l'information électronique ainsi que la très humaine volonté de renforcer et de préserver le moral sont des éléments prépondérants de la protection à ce titre.
- **Puissance de feu.** La puissance de feu est tributaire de la qualité et de l'actualité des informations sur les objectifs obtenues par l'entremise des moyens d'acquisition d'objectifs(AO). Ces derniers ne sont pas uniquement des objets physiques; ils englobent désormais les processus électroniques et d'état-major, de même que les interactions humaines comme le moral et la cohésion d'unité. Dans le cadre des OI, les OPSPSY peuvent constituer un aspect de la puissance de feu, puisqu'elles visent le moral de l'adversaire. Une des tâches du renseignement dans les OI est d'appuyer et de raffiner

le choix des objectifs, en partie en fournissant une évaluation initiale des vulnérabilités ennemies par rapport aux objectifs déterminants, puis en offrant une évaluation des dommages causés par la bataille. Cette évaluation ne se limite pas à un décompte des pertes physiques (personnel et équipement) infligés à l'opposant; elle doit aussi identifier les indicateurs permettant de déceler un changement dans le moral de ce dernier.

- **Manœuvre.** Les OI permettent de cerner les forces et les faiblesses (endroits où se trouvent et d'où sont absentes les forces adverses) de l'ennemi et d'en faire part à un commandant sous forme de compte rendu du renseignement. Elles lui offrent aussi de l'information quant au statut de ses propres troupes et des forces amies. Cette combinaison d'informations pertinentes et d'ISTAR rend possible une connaissance de la situation ou une vision du champ de bataille (VCB). Cette dernière fait qu'un commandant se retrouve à même d'affecter les forces appropriées au bon moment et au bon endroit.
- **Maintien en puissance.** Les troupes de maintien en puissance bénéficieront du soutien lié aux OI grâce à des types particuliers de bases de données et à l'accès à des stocks nationaux et alliés pour prévoir et maintenir les niveaux de maintien en puissance. Ainsi, le statut et l'état de préparation des unités dont dispose un commandant, éléments importants de la connaissance de la situation des forces amies, sont déterminants pour le ravitaillement « juste-à-temps ». Les OI doivent conférer à un commandant la visibilité des ressources (VR) nécessaire pour accomplir sa mission.

Les systèmes d'information, qui auparavant appuyaient les systèmes d'armes de combat, constituent désormais une arme en eux-mêmes. Au lieu de restreindre l'objectif de l'Armée de terre à la seule destruction physique de personnes et d'équipement, on peut dorénavant viser directement une information ou des systèmes d'information de l'adversaire pour obtenir un avantage opérationnel. Les OI tirent profit de la synergie de la technologie, de l'information et du personnel pour maîtriser le chaos et la friction du combat. Le défi majeur dans les circonstances sera d'extirper les informations vraiment utiles de la masse toujours grandissante des données recueillies.⁸ La connaissance parfaite n'est toutefois pas un but en elle-même. L'objectif des forces terrestres demeure d'avoir accès à un théâtre tactique et d'y mener sa mission à bien en jouissant d'une puissance de combat relative supérieure et d'un contrôle de la situation obtenu de par une connaissance constante de la situation (CS). Le diagramme à la Figure 4 le montre comme une adaptation de la hiérarchie de l'information apparaissant à la Figure 3. On devrait aussi noter les limites prévues de l'automation dans ce processus, tel qu'indiqué à la Figure 4.

Posséder une connaissance effective de la situation ne peut que déboucher sur une meilleure application de la puissance de combat. La guerre à l'ère de l'information peut s'avérer très sanglante compte tenue de l'accroissement de la précision des systèmes d'armes et de la puissance de

destruction des munitions. Obtenir et conserver la supériorité pour ce qui est de l'information, au bon endroit et au bon moment, nous aidera beaucoup à tirer le meilleur parti possible de notre efficacité tactique et, partant, à réduire nos pertes.

La planification et la coordination des opérations d'information doivent se faire de concert avec les autres fonctions de combat pour qu'on jouisse de la synchronisation voulue quant au renseignement, à l'information, au C2, à la coopération civilo-militaire et aux AP pour remporter l'engagement. Le CEM ou le G3 prévoit, contrôle et dirige la planification des OI. Au niveau divisionnaire, une cellule d'état-major sera mise sur pied pour aider le CEM à planifier et à coordonner les OI. Au niveau de la brigade ou de l'unité, des états-majors doivent être constitués, compte tenu de l'opération et de l'attribution des capacités liées aux OI, pour mettre au point un concept pertinent d'OI, permettant d'appuyer le mieux possible la mission, dans le respect du concept opérationnel global.

La synchronisation des OI est une condition essentielle du succès. Une synchronisation appropriée permet de concentrer les effets de l'ensemble des systèmes de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance en un point et à un moment décisifs. Une simple grille sert à organiser les objectifs ordonnancés le long d'un axe horizontal, en regard des unités ou des capacités sur un axe vertical.

Les OI dans les opérations autres que la guerre

En conformité de la doctrine de l'Armée de terre canadienne, les opérations sont censées se dérouler dans le cadre d'une coalition. Il demeure néanmoins possible que la force canadienne déployée se voit alors confier une responsabilité régionale au sein d'une zone d'opérations (ZO). Il se pourrait que le Canada soit appelé à jouer un rôle de leader dans certaines situations impliquant des opérations autres que la guerre (OAG); le personnel prenant part aux OI doit donc être capable de mettre au point des plans et des politiques pertinents de niveau du commandement. De même, il faut tenir compte du fait que des adversaires en provenance d'une nation de deuxième ou de troisième niveau, ou des intervenants non parrainés par un état, c'est-à-dire des terroristes, sauront s'adapter très rapidement à une opération d'informations et que la supériorité initiale des Forces canadiennes et de la coalition en matière d'information ne doit pas être tenue pour acquise.⁹ L'Armée de terre doit donc se doter d'une doctrine de planification et de conduite des OI, du moins au niveau de division/force opérationnelle interarmées.



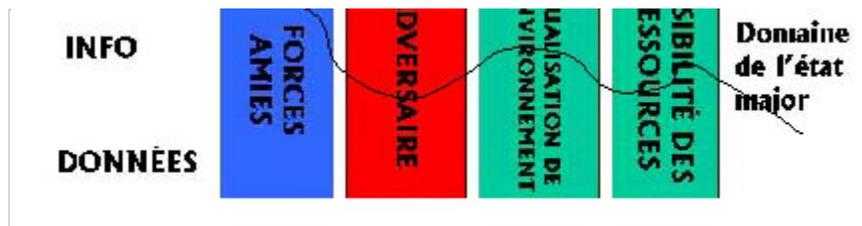


Figure 4 : Hiérarchie de la connaissance

Dans le cadre des opérations au Canada, il est peu probable que l'Armée de terre se retrouve à la tête des opérations, étant donné qu'elle est habituellement appelée à appuyer un autre palier de gouvernement ou un organisme gouvernemental. Il n'en demeure pas moins que les campagnes d'OI, ou les interventions connexes, puissent devoir être générées du point de vue de l'Armée de terre, qui a une perspective et des implications régionales, si ce n'est nationales. Le besoin d'une capacité de niveau divisionnaire s'en trouve donc renforcé; il en va d'ailleurs de même au niveau du secteur de la Force terrestre et du Chef d'état-major de l'Armée de terre.

Leçons récemment retenues

Un certain nombre de conflits sur la planète ont permis de mettre en lumière l'importance des OI. Ainsi, la guerre du Golfe a vu l'utilisation élargie des médias comme arme. Les Irakiens ont, au début, été capables de projeter une image de puissance grâce à laquelle ils sont partiellement arrivés à établir la légitimité politique de leur agression. En bout de ligne, ils ont cru, à tort, que les forces de la coalition adopteraient une approche directe pour la libération du Koweït. La couverture qu'ont offerte les médias des répétitions des assauts amphibies et des opérations de franchissement d'obstacles au sud de Koweït City ont contribué à faire en sorte que les Irakiens se retrouvent psychologiquement fixés à leur défense en profondeur stéréotypée.

De même, quoique dans un conflit de type différent, les Russes ont réalisé que les rebelles tchétchènes étaient capables de tirer profit de l'information pour se valoir des appuis internationaux. La sympathie démontrée par l'EGI pour les Tchétchènes a contribué à miner le moral des Russes, tant au sein des troupes en campagne que de la population civile dans ses foyers. Souvent les Russes ne comprenaient pas les Tchétchènes et, même si l'on doit s'attendre à des différences culturelles, l'armée russe n'a déployé aucun élément d'OPSPSY, d'AP ou de COCIM pour compenser. Le clash culturel entre les soldats russes et les civils tchétchènes a nui au moral des premiers et renforcé la résistance offerte par les seconds.

Les troupes canadiennes en Haïti ont eu recours à des OI, par le biais de leurs Équipes de soutien d'information militaires (ESIM), pour mettre les populations locales au courant des politiques de l'Armée de terre et des activités susceptibles d'en découler. Dans une culture habituée au secret officiel et à la terreur parrainée par l'État, les ESIM ont grandement aidé à gagner la sympathie des habitants du lieu aux représentants des Forces

canadiennes. Les soldats canadiens d'origine haïtienne qui comprenaient la culture du pays et étaient capables d'en parler le patois ont ainsi permis de désamorcer des situations explosives et de calmer les esprits de par la simple communication humaine. Les ESIM aident de plus les intéressés à mieux saisir les problèmes et les inquiétudes des habitants, ce qui augmente les chances des commandants et des troupes de trouver des solutions adéquates dans un environnement opérationnel peu familier et potentiellement volatil.¹⁰

Contexte opérationnel : les implications de l'EGI

L'Armée de terre doit s'attendre à ce que l'EGI scrute ses activités à la loupe et les commente. Les forces déployées devront s'y préparer et l'EMI devra être élargi pour qu'il englobe des secteurs et des activités ne faisant pas habituellement partie de l'instruction de routine.

Des OI efficaces sont nécessaires à l'appui de toutes les autres fonctions de combat. Elles doivent donc faire partie de l'instruction de routine à tous les niveaux. La planification et les procédures détaillées liées aux OI sont peut-être l'affaire du commandement mais, dans le contexte opérationnel moderne, il faut qu'un grand nombre de membres de l'Armée de terre soient familiers avec ces dernières. De même, l'Armée de terre doit être capable de lier les systèmes d'OI de la force en contact avec celui, plus grand et plus puissant, au pays même, dans le cadre de ce qu'on appelle désormais des « opérations fractionnées ». Cela est dû au fait qu'initialement des niveaux relativement subalternes de commandement pourront être activement déployés sur le théâtre avec un élément national de commandement ne jouissant que de pouvoirs limités. Les OI fractionnées permettent des déploiements de moins grande envergure mais assurent une plus grande capacité, du fait de créer un lien avec les ressources nationales au pays.

L'utilisation d'une infrastructure civile comme l'Internet, les journaux, la radio et les réseaux de télévision permettra à l'Armée de terre d'accroître sa capacité de recueillir de l'information et d'en tirer profit. Cela obligera à revoir certains principes de la guerre, comme celui ayant trait à la SÉCURITÉ, qui veut habituellement dire protéger l'information se rapportant à la force. Dans de nombreux environnements, la SÉCURITÉ pourra découler de la transparence, c'est-à-dire de la diffusion du rôle de la force et de l'intention qui sous-tend les opérations particulières, afin d'éliminer les craintes et l'hostilité provenant de l'incompréhension ou des campagnes de désinformation délibérées menées par l'adversaire.

Conclusion

L'adoption des OI comme fonction de combat au sein de l'Armée de terre est due à plusieurs facteurs inhérents à l'ère de l'information, notamment :

« Connais ton ennemi comme toi-même et toujours tu vaincras. »

- Sun Tzu

- les progrès technologiques permettant une meilleure interconnectivité avec les moyens rapides de communication;
- l'EMI, qui n'est pas séparé de l'EGI mais en fait plutôt partie intégrante.

Les protocoles traditionnels entre les niveaux de commandement vont devenir de plus en plus fluides. Les commandants à tous les niveaux doivent donc absolument posséder une connaissance et une visualisation intégrées du champ de bataille ou de la zone d'opérations (ZO). Cela sous-entend des perspectives simultanées sur l'adversaire (ou les belligérants dans les opérations de soutien de la paix), ses propres forces, l'environnement physique ainsi que le statut et la disposition des populations civiles impliquées.

Les troupes canadiennes doivent avoir une image claire et précise de leurs situations actuelle et prévue, y compris une visibilité précise de leurs ressources, de la disposition et des plans d'action probables de l'adversaire, une visualisation environnementale ainsi que les réactions et modèles d'interaction prévus de la part d'individus et de groupes au sein de la population locale. La fonction d'OI permettra de réduire le nombre de victimes au sein des troupes canadiennes et faire en sorte que ces dernières puissent concentrer leurs meilleurs effets tactiques à l'endroit et au moment opportuns, pour défaire l'ennemi et ainsi de mener à bien la mission de leur commandant.



« *La finalité politique est le but, la guerre le moyen de l'atteindre et ce dernier ne doit jamais être séparé de sa raison d'être.* »

- Carl von Clausewitz

Endnotes

1 Alvin et Heidi Toffler, *The Third Wave, Morrow* : New York, 1980.

[\[Retourner\]](#)

2 Alvin et Heidi Toffler, *War and Anti-War : Survival at the Dawn of the 21st Century*, Little Brown and Co : Boston, 1993. [\[Retourner\]](#)

3 Field Service Regulations 1912, Vol. II, voir chapitre 4. [\[Retourner\]](#)

4 B-GL-300-001/FP-000 *Conduite de opérations terrestres _ Doctrine opérationnelle de l'Armée de terre canadienne.* [\[Retourner\]](#)

5 Carl von Clausewitz, *On War*, traduit et publié sous la direction de Michael Howard et Peter Paret, (Princeton : Princeton University Press, 1984), 75-89. [\[Retourner\]](#)

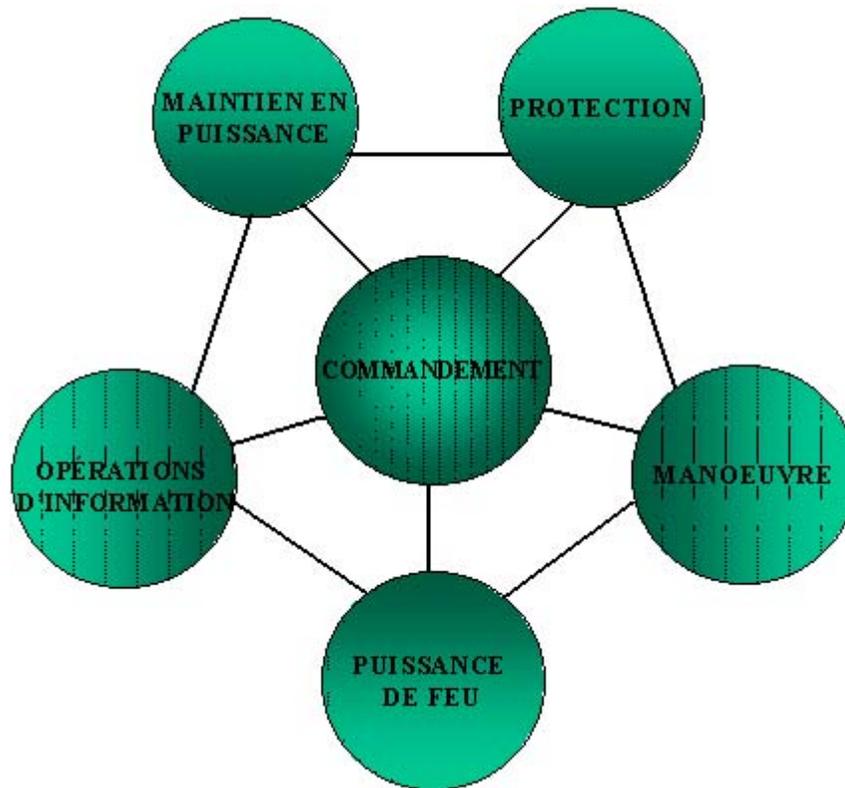
6 Voir *Dépêches*, Vol. 5 No 1, mars 1998. [\[Retourner\]](#)

7 Voir *Dépêches* Vol. 4, No 3. [\[Retourner\]](#)

8 Voir Paul Van Riper et Robert H. Scales Jr., « Preparing for War in the 21st Century ». *Parameters*, Vol. XXVII (US Army War College, Automne 1997), 4-14. [\[Retourner\]](#)

9 Voir Charles L. Dunlap Jr., « 21st Century Land Warfare : Four Dangerous Myths », *Parameters* Vol. XXVII, No 3 (US Army War College; Automne 1997), 27-37. [\[Retourner\]](#)

10 Voir *Le Bulletin* du Centre des leçons retenues de l'Armée de terre, Vol. 4, No 3, février 1998. [\[Retourner\]](#)



Intégration des fonctions de combat

[\[English\]](#)

De la Direction de l'instruction de l'Armée de terre

L'instruction au cours de l'année qui vient

La Direction - Instruction de l'Armée de terre profite de l'occasion que lui offre le présent Bulletin pour donner les grandes lignes des activités principales de formation sur lesquelles porteront la plupart des efforts d'état-major au cours des mois qui viennent. Les efforts en question sont étroitement liés aux stratégies de « Renouveau du leadership » et de « Rationalisation de l'instruction » publiées dans *Directives et orientations stratégiques de la Force terrestre* et découlent d'une étude détaillée du travail nécessaire pour mener ces dernières à bien. Cela va nous amener à « l'Armée de demain » _ vers 2005 _ en fonction d'un ordre de priorité établi par l'Autorité de l'instruction de l'Armée de terre (AIAT). Cette information est fournie afin que d'autres directions au sein de l'état-major de la Force terrestre ainsi que divers quartiers généraux, unités et particuliers prennent conscience des efforts que nous déployons à court terme et, plus important encore, en viennent à partager leurs connaissances et leur expertise pour que les nôtres bénéficient d'une instruction de meilleure qualité.

Il nous sera essentiel de communiquer pendant que nous traverserons cette période de changements. Une tentative de diffusion hebdomadaire de SITREP de la DIAT par courrier électronique (courriel) a connu un certain succès, mais on s'est rendu compte que le mode de présentation laissait à désirer. L'AIAT a donc demandé qu'un rapport mensuel intitulé « Army Training Significant Activities » soit distribué par courriel afin de résumer les projet en cours. Le premier a paru à la fin de septembre et on attend la rétroaction quant à son contenu et à sa diffusion. La deuxième question au chapitre de la communication a trait à la « Gestion de l'information au sein de l'Armée de terre » en rapport avec l'instruction. Une politique va être publiée qui offrira une structure claire pour ce qui est des politiques, des directives, des procédures et des lignes directrices à mettre en place. Les actuelles Ordonnances du Commandement de la Force terrestre (écrites) sont difficiles à gérer et à distribuer. Un mode de présentation et une structure pour les directives de l'AIAT sur l'instruction feront partie de la nouvelle politique de gestion de l'information.

Le Bureau du vérificateur général a souligné qu'on est loin de disposer des données sur l'instruction (niveau élémentaire) qui nous permettraient de prendre des décisions de gestion éclairées. Par conséquent, il nous faut tout d'abord recueillir et analyser les données en question dans le cadre de notre effort pour mettre au point des outils de gestion appropriés. On cherche présentement comment s'y prendre et votre soutien sera crucial dans notre tentative d'établir le coût des ressources pour les activités spécifiques d'instruction, de déterminer les effets du roulement et des affectations du personnel sur la cohésion, de connaître l'influence de la disponibilité des véhicules sur l'instruction, de savoir si les qualifications individuelles conviennent à l'appui de l'instruction collective, etc.

Passons maintenant aux sujets spécifiques sur lesquels nous avons l'intention de nous attarder au cours de l'année qui vient.

L'effort d'état-major à la DIAT 2 (Instruction individuelle) visera :

- L'ajustement du cours de chefs subalternes. Le Service du recrutement, de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes (SREIFC) est chargé de la Norme d'instruction (NORIN) pour la Partie I du cours; la manière dont le cours sera offert au sein de l'Armée de terre va donc être davantage en accord avec la norme en question. Notre but est de donner le cours de la même façon à la grandeur du pays. L'École d'infanterie, en sa qualité de Centre d'excellence pour ce cours, étudiera aussi la possibilité de classer par ordre de priorité/regrouper le contenu du cours dans des blocs standards pour la Réserve.
- La Liste de qualification d'unité (LQU) comme moyen de contrôle de la quantité est maintenant prête; elle a été présentée à la conférence de préparation de l'horaire du Centre d'instruction au combat tenue à l'automne. Nous remercions tous les Secteurs de la Force terrestre de leur aide pour la mise au point de cet outil. Les modifications à y apporter seront établies au terme d'une collecte et d'une analyse de données pertinentes.
- Quelque 25 cours individuels ont pu faire l'objet d'une validation pendant l'année qui vient de s'écouler, grâce à des questionnaires de suivi qui avaient été distribués aux stagiaires et aux superviseurs. On poursuivra les efforts en ce sens afin que notre instruction officielle satisfasse à vos exigences. Un outil de vérification en ligne a été mis au point qui, nous l'espérons, va faire diminuer le nombre de rapports à produire; il sera sûrement utile pour l'examen des données obtenues.
- Formation du Comité derévision de l'instruction de la Milice (CR Instr Mil). Ledit comité nécessitera une forte représentation des secteurs et de la Réserve, étant donné qu'il va se pencher sur l'avancement professionnel, corps par corps, pour s'assurer que les compétences exigées sont à la fois réalistes et atteignables. Il sera mis sur pied cet automne de manière à ce que les changements touchant l'instruction susceptibles de s'imposer puissent être apportés d'ici l'été de 1999.

La DIAT 3 (Instruction collective) s'intéressera principalement à :

- La préparation des Normes d'aptitudes au combat (NAC). Des exemplaires des NAC provisoires sont actuellement disponibles sur le RID (via la bibliothèque électronique de l'Armée de terre) et sont inclus à la version 7 du Dépôt des données. On est prié de s'en servir pour la planification, la conduite et l'évaluation de l'instruction collective d'ici au printemps. Vos commentaires et vos suggestions nous seront d'une très grande utilité, étant donné que l'état-major va s'attaquer à la rédaction des versions finales en juin prochain. La priorité va être accordée aux NAC combinées _ Groupement tactique et équipe de combat; on s'intéressera ensuite

aux normes du corps d'armée, compte tenu des disponibilités du personnel. Il reste plusieurs normes à rédiger sur le renseignement, la police militaire, l'aviation et le processus de prise de décision. Cette dernière est censée servir de guide sur les fonctions de commandement et d'état-major au sein d'un quartier général, du niveau du groupement tactique à celui de la division.

- La diffusion d'un outil informatisé baptisé « Army Risk Assessment Model » (Modèle d'évaluation des risques - Armée de terre) (ARAM) pour aider les unités à planifier l'instruction et à gérer les ressources. Le modèle en question permettra d'établir le coût des ressources nécessaires à la formation à n'importe quel niveau de chaque NAC.
- Les aptitudes individuelles au combat (anciennes normes individuelles d'aptitudes au combat). Cette politique précise le niveau minimum de capacité individuel et le niveau de capacité de déploiement à atteindre annuellement, compte tenu du degré de disponibilité. Elle va être publiée en même temps que le Bulletin et diffusée en tant qu'Ordonnance du Commandement de la Force terrestre d'ici la fin octobre.
- La production d'un guide d'évaluation de l'Armée de terre.
- La mise en place d'une Trousse de recyclage _ Tir de campagne pour les commandants de sous-unités chargés de planifier et de dispenser l'instruction en cause.

La DIAT 4 (Concepts futurs) devra :

- Produire *Army Training* (Instruction de l'Armée de terre) (B-GL-300-8/FP-001), compilation de nos principes d'instruction.
- Produire une stratégie d'instruction de l'Armée de terre qui va résumer les solutions de l'AIAT par rapport aux problèmes que connaît actuellement le Système d'instruction de l'Armée de terre.
- Définir et mettre au point un logiciel ARAM pour fournir à l'AIAT un outil de surveillance globale de la gestion en rapport avec le Système d'instruction individuelle.
- Mettre au point (de concert avec le Directeur _ Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre) un modèle de disponibilité opérationnelle qui définit les avis de mouvement des unités (de la Régulière comme de la Réserve) en termes de normes d'instruction et de disponibilité opérationnelle du personnel/de l'équipement. Le modèle va aussi tenter de définir la zone de chevauchement de l'instruction pour le renfort individuel de la Réserve à chaque grade.
- Compléter une politique sur la stratégie de simulation et l'instruction connexe.

La DIAT 5 (Perfectionnement des chefs) s'efforcera avant tout de :

- Confirmer la validité de notre modèle de perfectionnement des chefs pour l'Armée de terre, tant pour les officiers que pour les MR.
- Compléter le travail actuellement en cours au SREIFC, pour l'ensemble des Forces canadiennes, visant à mettre au point des

normes et des plans d'instruction pour chaque période de développement des officiers. Cela fait suite à la récente approbation par le Conseil de développement militaire d'une nouvelle description des exigences militaires fondamentales _ O (DEMFO).

- Compléter une nouvelle Description des exigences militaires propres à chacun des services - Armée de terre, basé sur la DEMFO révisée, pour préciser les habiletés et les connaissances additionnelles requises de chaque officier.
- Entreprendre la révision des exigences pour chaque Code de groupe professionnel militaire (CGPM) des officiers. La révision des descriptions pour les officiers commençant par la DEMFO est une première analyse des principes qui va éventuellement permettre de revoir l'instruction individuelle sur une période de trois ans.
- Commencer à prendre, dans l'ensemble des Forces canadiennes, les mesures d'état-major liées au SREIFC pour revoir la Description des exigences militaires fondamentales MR. Les révisions des Descriptions MR AT et des GPM MR AT suivront, avec comme date prévue de fin des travaux le printemps 2 000.

Parmi les autres initiatives d'état-major liées à l'instruction, notons :

- Les efforts d'intégration de l'instruction. Le personnel de la DIAT s'intéresse beaucoup à l'instruction rendue nécessaire par l'entrée en service de nouvel équipement. Les programmes en cause comprennent les Systèmes tactiques de commandement, de contrôle et de communication (STCCC), les VBL 3 et le Système de commandement de la Force terrestre (SCFT).
- Les publications *Tirer pour vivre* font l'objet d'une révision complète. Il y aura deux volumes _ un traitant des armes légères et l'autre, qu'on est à rédiger à l'École d'infanterie, des techniques de tir.
- La B-GL-300-4(3) FP-001 *Training Safety* (Sécurité de l'instruction) est une responsabilité du J3 qui a été transférée à la DIAT. Elle doit faire l'objet d'une révision en profondeur, qui devrait s'échelonner sur plusieurs mois.
- Le Plan de mise en application du cycle d'instruction de l'Armée de terre a été soumis à l'approbation du Conseil de l'Armée de terre à la fin de septembre. La DIAT sera impliquée dans les développements futurs, compte tenu des directives émises.
- Une analyse des besoins en instruction pour le tir réel de défense antiaérienne sera menée. On a l'intention de produire une directive d'instruction à la fin du printemps 1999.
- L'orientation fournie aux unités pour l'instruction de conditionnement physique.
- La mise à jour de la politique sur le multimédia.
- La mise à jour d'une politique sur la téléinstruction.

Voilà qui complète les éléments principaux d'un très ambitieux plan de travail.

L'article qui suit a été préparé par le capitaine Laurent Vaillancourt,

officier du perfectionnement de l'instruction à la DIAT, responsable de la validation des cours d'instruction individuelle. Ses déductions et ses commentaires valent qu'on s'y intéresse de près. La validation est la dernière étape de l'Approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre; elle est essentielle à l'efficacité des cours d'instruction individuelle, quoiqu'on en connaisse généralement mal la raison d'être, la fonction et le processus.

Une liste révisée du personnel de la DIAT et divers moyens de contact sont inclus ci-après. Les changements sont le résultat de modifications récentes.



[\[English\]](#)

De la Direction de l'instruction de l'Armée de terre

Rationalisation de l'instruction

18 mois d'études de validation

Rationalisation de l'instruction

Les présentes Directives et orientations stratégiques de la Force terrestre (DOSFT)¹ donnent les grandes lignes de l'objectif stratégique de « rationalisation de l'instruction ». On souhaite ainsi « une instruction en fonction des besoins, basée sur un système et une norme communs, permettant de dispenser la formation de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible ». L'Armée de terre doit faire en sorte que ses soldats soient prêts au combat, mais est obligée de le faire d'une façon viable, compte tenu des ressources limitées dont elle dispose.

Par le passé, l'Armée de terre s'entraînait en fonction de la capacité de production du système d'instruction. S'ensuivait un surentraînement qui non seulement coûtait cher mais s'avérait inefficace étant donné qu'il produisait un grand nombre de diplômés n'ayant pas vraiment besoin de la formation dispensée et qui, par conséquent, ne la mettait pas en pratique. Chacun sait qu'on finit par perdre les habiletés qu'on ne met pas à profit. Des recherches ont en effet démontré que le rendement professionnel diminue de 10 % à 50 % après une non-utilisation de six mois et de 35 % à 90 % après un an.²

Comment l'Armée de terre s'assure-t-elle donc de former le bon nombre de personnes, au moment opportun et à un coût approprié ? Elle se sert de l'Approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre (ASIAT)³, modèle de gestion permettant de contrôler la qualité, la quantité et les ressources consacrées à la formation. L'ASIAT est basée sur le Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIEFC) et comporte des phases permettant d'analyser les besoins en instruction (exigences fondamentales et normes d'instruction), de concevoir et de perfectionner l'instruction (plans d'instruction et de leçon), de dispenser la formation, d'en évaluer les résultats et d'en valider l'efficacité.

La validation est la dernière phase de l'ASIAT. Elle vise à assurer que le système d'instruction a permis de préparer adéquatement les diplômés à s'acquitter de tâches

*Voulons-nous vraiment en connaître les résultats ?
Avons-nous les moyens de les ignorer ?*

opérationnelles pour l'atteinte de buts spécifiques du Ministère et continue de le faire. Elle est un moyen par lequel une autorité quelconque du domaine peut vérifier le Système d'instruction de l'Armée de terre. En d'autres termes, la validation permet de faire en sorte que les

bonnes personnes bénéficient de la bonne formation au bon moment, de manière à ce qu'on satisfasse aux exigences opérationnelles pertinentes. Afin que l'Armée de terre puisse s'entraîner en fonction des besoins véritables, le processus de validation doit fournir une réponse à la question suivante : « Le diplômé occupe-t-il un poste où la formation qu'il a reçue lui est utile ? » La mise en application de l'instruction est un élément crucial quand on songe aux coupures budgétaires auxquelles nous devons faire face et l'Armée de terre ne peut pas se permettre de former du personnel n'ayant pas un besoin pressant de recevoir les connaissances qu'on se propose de lui inculquer.

Le prix à payer pour ne pas mettre l'instruction en pratique

Un processus de validation renouvelé est en place depuis janvier 1997 et, jusqu'à maintenant, trente-deux cours ont pu être validés. Un total de 560 diplômés ont répondu aux questionnaires sur la validation que leur avait soumis la Direction Instruction de l'Armée de terre (DIAT). Les informations ainsi recueillies ont été analysées par la cellule de validation de la DIAT, afin de dégager les tendances liées à la mise en application de la formation et, partant, de la « rationaliser ». La cellule de validation a ensuite fait parvenir des rapports détaillés aux Centres d'excellence chargés de dispenser l'instruction ayant fait l'objet d'un contrôle. Lesdits rapports fournissaient des données d'ordre tant quantitatif que qualitatif sur la formation, ainsi que des recommandations sur la façon d'améliorer cette dernière.

Une étude informelle sur la mise en application de l'instruction a été menée; elle était basée sur les cours susmentionnés. Elle portait sur 32 cours, divisés en deux catégories : les cours de qualification (NQ3, NQ6 ou Cours d'état-major officiers de la Milice) et les cours non axés sur la carrière (Unité Embarquement, chef-largueur ou pionnier (Niveau avancé)). Vingt cours ont été identifiés comme cours de qualification et 12 comme cours non axés sur la carrière. Cinq cent soixante personnes ont répondu, qu'on a réparties de la façon suivante :

- a. 390 - cours de qualification;
- b. 170 - cours non axés sur la carrière.

On a constaté de grandes différences entre les deux groupes étudiés (Figure 1). Ainsi, 314 des 390 (80,5 %) personnes ayant suivi des cours de qualification avaient mis en pratique l'instruction dont elles avaient bénéficié six mois après avoir complété leur formation; les autres, 76 (19,5 %), n'avaient pas encore pu le faire. Vingt-huit d'entre elles (36,8 %) ont indiqué qu'elles s'attendaient à pouvoir mettre leurs nouvelles connaissances en application dans un délai de six à douze mois après avoir reçu leur diplôme. On peut par conséquent dire qu'au total 87,6 % des personnes interrogées ayant suivi un cours de qualification mettaient en réserve au point de vue opérationnel et ne peuvent que supposer qu'ils auront le loisir de mettre en pratique ce qu'ils ont appris. Par exemple, cinq répondants sur huit qui ne se servent pas de l'instruction reçue dans

le cadre du cours de pionnier (Niveau avancé) ont dit penser être à même de l'utiliser dans un avenir rapproché (les six prochains mois). Ont-ils raison de l'affirmer ? Les résultats d'un sondage tenu dans six mois viendraient-ils confirmer leurs dires ? Bien entendu, seule une réévaluation officielle de la mise en pratique de l'instruction tenue un an après la remise des diplômes permettrait de répondre à ces questions.

Rationalisation de l'instruction - 18 mois d'études de validation

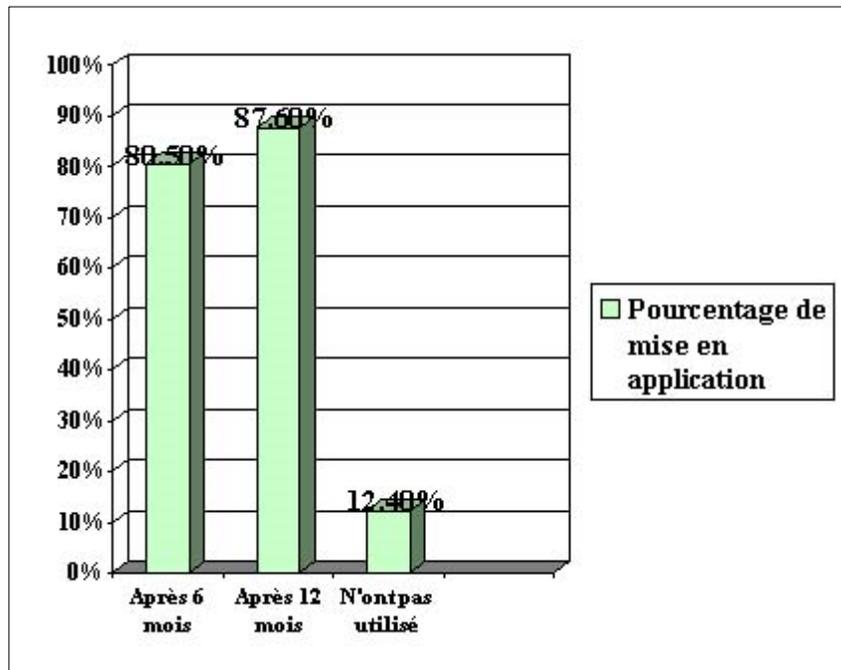


Figure 1. Mise en pratique de l'instruction chez les répondants ayant suivi des cours de qualification (n=390)

Compte tenu des statistiques (combinaison des cours de qualification et de ceux non axés sur la carrière), on peut déduire que 29 % environ des stagiaires au sein de l'Armée de terre n'ont pas eu l'occasion de mettre en pratique leur formation dans un délai de six mois après avoir gradué. C'est beaucoup de monde. Il faut tout d'abord comprendre qu'on perd rapidement les aptitudes acquises à ne pas s'en servir. La capacité d'exécuter une tâche décroît de 10 % à 50 % après six mois et de 35 % à 90 % après un an pour cause de non-utilisation des habiletés pertinentes.⁴

La seconde implication a trait au coût de l'instruction. Comme les ressources nous sont limitées, il est pratique l'instruction reçue, ou étaient susceptibles de le faire, dans l'année suivant leur formation. Ce qui signifie toutefois que 12,4 % des répondants ne se servaient pas des connaissances qu'on leur avait inculquées six mois après le fait et ne s'attendaient pas pouvoir le faire dans un avenir rapproché.

Cent soixante-dix des personnes interrogées avaient suivi des cours non axés sur la carrière; 48,2 % (82 sur 170) d'entre elles avaient pu mettre en pratique l'instruction reçue, ou occupaient un poste nécessitant les connaissances qu'on leur avait dispensées, six mois après l'obtention de

leur diplôme. Quarante-huit répondants (51,8 %) n'avaient pas encore eu l'occasion de se servir de l'instruction qu'on leur avait dispensée au moment du sondage; toutefois, 40,9 % (36 sur 88) d'entre eux ont dit être censés pouvoir le faire de six à douze mois après le cours. Lorsqu'on additionne les deux chiffres, on se rend compte que 69,4 % des personnes interrogées ayant reçu une formation non axée sur la carrière se servaient de cette dernière au travail ou étaient susceptibles de le faire moins d'un an après avoir décroché leur certificat. Cependant, cela veut dire que 30,6 % ne faisaient pas usage de leur formation six mois après l'avoir reçue et ne s'attendaient pas de pouvoir le faire dans un avenir rapproché.

Le nombre de personnes interrogées n'ayant pas mis en pratique l'instruction leur ayant été dispensée dans un délai de six mois après le cours, mais qui ont fait savoir qu'elles étaient censées s'en servir au cours des six mois suivants, est un facteur prépondérant dans les circonstances. Si les gens en question ne mettent pas en pratique leur formation à l'heure actuelle, on peut en déduire que l'hypothèse voulant qu'il leur sera possible de le faire dans le futur est non fondée. Bon nombre des répondants ne sont pas certains de ce que l'avenir leur essentiel de faire une utilisation judicieuse des fonds alloués. Prenons par exemple une série d'un cours de l'Armée de terre s'adressant à 10 stagiaires, à un coût moyen de 5 000 \$ par élève.⁵ Tenant pour acquis que 29 % des diplômés ne se servent pas de la formation qu'ils ont reçue dans un délai d'un an après l'obtention de leur certificat, on peut dire qu'une somme de 14 500 \$ est consacrée à une chose qu'on n'utilise pas. Et ce pour un cours seulement. Des centaines de cours sont offerts annuellement et nous devons nous assurer que les argents qui y sont consacrées servent à rendre notre Armée de terre davantage prête au combat.

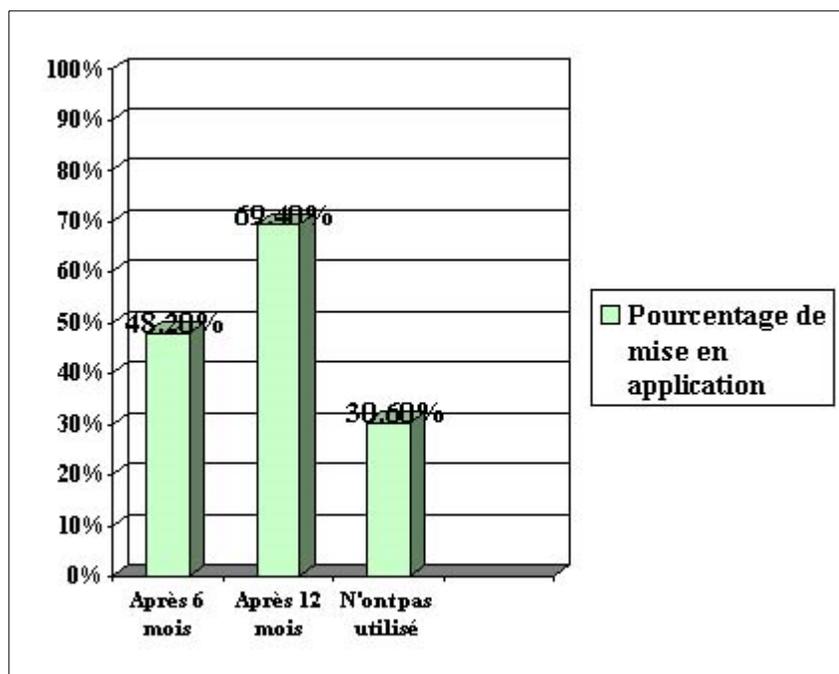


Figure 2. Mise en pratique de l'instruction chez les répondants ayant suivi des cours non axés sur la carrière (n=170)

La réalité et l'avenir

On est conscient que l'incapacité d'assurer la mise en application de l'instruction dispensée peut constituer un problème pour l'Armée de terre. Des processus actuels de gestion de l'information, comme la validation, et des initiatives futures, comme la Vérification et la Liste de qualification d'unité, devraient contribuer à réduire les difficultés. On reconnaît cependant qu'un taux de mise en pratique de 100 % est à la fois inatteignable et peu réaliste. Il existe des cours (premiers soins, réanimation cardio-respiratoire) et des tâches (tirer du fusil) qui ne peuvent servir que lors d'opérations ou de situations d'urgence. Ce sont des habiletés qui, même si elles ne sont pas mises en pratique, doivent absolument être enseignées pour qu'on satisfasse aux exigences opérationnelles de base. D'un autre côté, si l'on a besoin de vingt ou de trente pionniers pour un bataillon d'infanterie, pourquoi en former quarante ou cinquante?

Il importe d'utiliser de façon rentable les ressources d'instruction dont on dispose et le fait qu'un nombre élevé de personnes ne mettent pas en pratique la formation qu'elles ont reçue ne permet certes pas de se plier à cette exigence. Il faut se souvenir que le principe du contrôle de la qualité, qui s'applique à tous les membres des Forces canadiennes, vise à faire en sorte que l'instruction individuelle et éducation (II&E) soient dispensées aux bonnes personnes, au moment opportun et à un coût approprié. ⁶ L'instruction n'est plus offerte en fonction de « l'offre » mais plutôt de « la demande ». Ce qui signifie qu'on doit en demander uniquement lorsqu'on en a besoin, qu'elle doit être basée sur les exigences opérationnelles et guidée par des outils comme la Liste de qualification d'unité. Afin que nous puissions vraiment en avoir pour notre argent, le Chef d'état-major de l'Armée de terre a demandé que soit préparée une Liste de qualification d'unité (LQU) pour contrôler la quantité d'instruction offerte; on pourra grâce à elle établir les besoins pertinents et évaluer les demandes de formation.

Les LQU vont servir tant à établir le « besoin » en instruction (du point de vue de l'unité) qu'à effectuer une vérification, à l'aide des données recueillies grâce au SIGII, des cours qu'on souhaite voir dispensés. Ainsi, les unités vont pouvoir évaluer les exigences inscrites sur la liste par rapport au personnel déjà qualifié au sein de l'unité. Une unité s'étant vu autoriser un effectif de 12 spécialistes du tir de l'Arme blindée et n'en comptant que huit devra inscrire quatre stagiaires au cours et présenter une requête en ce sens. Le Conseil de l'instruction individuelle de l'Armée de terre (CIIAT) effectuera une vérification une fois les demandes compilées et réparties en séries de cours. Les données obtenues du SIGII vont servir à contre-vérifier les demandes en fonction du nombre de personnes qualifiées au sein des unités concernées. On poussera plus loin l'enquête dans le cas des unités où le nombre de personnes déjà formées est égal ou supérieur à celui autorisé d'après la LQU. Certaines unités pourront avoir des raisons impérieuses de vouloir former du personnel en surplus et cette vérification n'entraînera pas

nécessairement le rejet de la demande.

L'actuel processus de validation va bientôt être incorporé à un nouveau processus appelé « Vérification ». La mise en application de ce nouveau système a été jugée nécessaire pour mesurer l'efficacité de l'instruction individuelle et éducation. Il s'agira d'un processus décentralisé de cueillette de données sur la qualité, la quantité et l'utilisation des ressources consacrées à l'instruction et à l'éducation au sein de l'Armée de terre. Le système se veut transparent et est tributaire des processus et des instruments de collecte de données déjà existants. De plus, les données seront analysées afin de s'assurer que l'II&E sont offertes de façon efficiente et efficace.

Au bout du compte

Une rationalisation de l'instruction s'impose. L'Armée de terre ne peut pas se permettre d'offrir une formation inutile ou non à-propos. La Direction de l'instruction de l'Armée de terre procède donc à des études de validation (34 sont prévues de septembre 1998 à septembre 1999), complète la LQU et met au point la politique ainsi que les outils requis à l'appui du processus de vérification. Il se peut que certains se sentent menacés par les processus en question et n'apprécient guère que « Big Brother » les épie. Il n'en demeure pas moins que nous devons nous assurer que les ressources d'instruction sont employées à bon escient, pour que l'armée du futur soit prête au combat. Avons-nous les moyens de faire autrement ?



Notes

1 Les DOSFT 98 sont disponibles sur le RID à :

<http://army.dwan.dnd.ca/dlsp/LFSDG-e> [\[Retourner\]](#)

2 Hagman, J.D., & Rose, A.M. (1983). *Retention of Military Tasks: A Review*. Human Factors Society. Rapport commandé par le U.S. Army Research Institute for the Behavioral and Social Sciences. [\[Retourner\]](#)

3 OCFT 23-18, datée de mai 1995. [\[Retourner\]](#)

4 Hagman & Rose (1983) [\[Retourner\]](#)

5 Renseignement tirés du SIGII. [\[Retourner\]](#)

6 SMA PER 4/94. Instruction du QGDN SMA(Per) 4/94 Cadre de gestion de l'instruction individuelle et du perfectionnement professionnel, 31 mai 1994. Voir aussi A-P9-000-001/PT-000, Manuel d'instruction individuelle des FC. [\[Retourner\]](#)

Nouvelle toile de fond

Utilisation des ressources spatiales comme multiplicateur de force en situation de guerre terrestre

Le capitaine Andrew B. Godfroi

Le vingtième siècle a été marqué par bon nombre d'innovations significatives en technologie militaire, qui ont redéfini la façon dont les nations se font la guerre. Du char d'assaut à la bombe nucléaire, en passant par l'avion à réaction, les progrès réalisés dans le domaine militaire ont eu des répercussions non seulement sur les opérations et la tactique jusqu'à l'échelon du simple soldat et de l'arme dont il dispose, mais aussi sur la théorie et la doctrine de guerre jusqu'au niveau stratégique et politique. Lorsque « les cinq grands » se sont dotés d'armes de destruction massive à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de nombreux théoriciens militaires ont prophétisé que la guerre et les opérations militaires autres que la guerre venaient d'être délimitées à tout jamais. Leurs prévisions ne se sont toutefois pas concrétisées. En effet, en cette seconde moitié du vingtième siècle, l'humain a créé un champ de bataille éventuel qui transcende les paramètres du monde qu'il habite pour s'étendre dans l'espace extra-atmosphérique. Après avoir affirmé que les armes de destruction massive contrôleraient tout le terrain clé, les grands stratèges doivent maintenant admettre que l'exploitation militaire de l'espace ajoute effectivement une nouvelle dimension vitale au territoire. Depuis plus de 35 ans, la question de l'espace extra-atmosphérique fait partie intégrante de la sécurité des grandes puissances du monde et mobilise l'intérêt des autres pays. Son intégration à la politique de sécurité et de défense a révolutionné les concepts de la doctrine militaire et, de ce fait, a consacré l'importance de l'espace en tant que sphère d'opérations. La puissance spatiale joue maintenant un rôle prépondérant dans la réalisation et le maintien d'une portée globale chez les pays membres de l'OTAN et les pays membres de la Communauté des États indépendants et elle sera tout aussi déterminante dans les guerres à venir, au même titre que la puissance aérienne l'est depuis un certains temps.

Le présent article vise à mettre en lumière l'incidence qu'ont les ressources spatiales sur le milieu terrestre actuel. Dans l'ensemble, les commandants des troupes sur le champ de bataille ignorent, bien malgré eux, en quoi consistent les ressources spatiales, quelle est leur capacité, comment y obtenir l'accès et surtout comment les intégrer à leur plan de bataille. De plus en plus de pays ont accès à des engins spatiaux ou lancent leur propre programme spatial militaire. Le commandant d'une force terrestre qui omet de tenir compte des possibilités que présentent les ressources spatiales sur le champ de bataille commet probablement sa dernière erreur de décision de commandement.

Les ressources spatiales

« *Le commandant d'une force terrestre qui*

sont souvent considérées comme un volet très prisé de la force aérienne qui n'a toutefois aucune application ou incidence en matière de guerre terrestre. La plupart sont effectivement lancées, contrôlées et maintenues par la force aérienne, mais les applications des satellites auxquels elles sont reliées peuvent appuyer tous les éléments des forces armées. De fait, certains aspects des ressources spatiales ont déjà eu des répercussions si considérables sur des opérations terrestres que les stratèges ont entrepris de réévaluer les principes de base de la guerre. Avant d'approfondir le lien de cause à effet qui existe entre l'espace et le milieu terrestre, il y a toutefois lieu d'examiner en quoi consistent au juste lesdites ressources spatiales telles qu'elles s'appliquent aux opérations terrestres. Envisageons donc le scénario qui suit.

Le lieutenant Bloggins, du 9^e Régiment du Génie, vérifie le tracé quotidien de mouvement tous terrains et celui des routes et des ponts une dernière fois à partir du quartier général avant d'entreprendre sa mission de reconnaissance des emplacements propices à la construction de ponts. D'après l'étude du secteur réalisée par la cellule du renseignement plus tôt dans la semaine, plusieurs routes et points de franchissement s'avéraient possibles, mais les photographies prises par satellite en temps quasi réel ce matin montrent que l'ennemi a inondé une bonne partie du secteur ouest de la rivière en détruisant plusieurs digues au nord. L'analyse du terrain et l'analyse tactique graphique (ATG) doivent donc être refaites avant que la planification des opérations du Génie puisse continuer. Pis encore, la photo-reconnaissance au moyen de viseurs à l'infrarouge et de viseurs thermiques a révélé que l'ennemi a renforcé ses dispositifs de défense montés sur véhicules sur la berge opposée. Le lieutenant Bloggins devra donc traverser plus au sud par terrain ouvert pour approcher la rivière sans être repéré. Pour couronner le tout, le système de prévisions météorologiques par satellite de l'armée américaine signale qu'il va encore pleuvoir. Le lieutenant Bloggins n'est toutefois pas inquiet. En montant à bord de sa jeep, il remet au conducteur les coordonnées à verser au récepteur du système mondial de localisation (GPS), après quoi tous deux filent vers le sud avant de bifurquer vers l'est. Pendant que le conducteur se concentre sur la route, le lieutenant réexamine sa nouvelle carte à échelle de 1:50 000, produite à partir des images à haute résolution captées par satellite l'avant-veille. Il y a déjà délimité les zones inondées, ce qui s'est avéré beaucoup plus facile sur cette carte que sur les guides Michelin dont il a dû se contenter à son arrivée...

Bien qu'il relate un exemple fictif, le scénario ci-dessus est fondé sur des faits concrets des opérations militaires d'aujourd'hui qu'appuient les ressources spatiales. Par le passé, les ressources spatiales n'étaient reconnues que pour leur apport au niveau stratégique, par exemple dans le cadre de l'Initiative de défense stratégique (IDS) et du programme, plus récent, National Missile Defence (NMD). Dans les faits, la majeure partie des ressources spatiales civiles et militaires sont mises à contribution au niveau du soutien, ce qui comprend le lancement, le contrôle et la réparation des ressources, et au niveau de l'amélioration de

la force, ce qui englobe tous les volets de la guerre terrestre, maritime et aérienne.

Même si la guerre du Golfe est de plus en plus désignée comme « la première guerre assistée par satellite », l'utilisation de ressources spatiales comme multiplicateur de force en cas de conflit remonte en fait aux années 1960.¹ Pendant la guerre du Vietnam, les Américains se sont servis de satellites de télécommunication et de satellites de télédétection pour appuyer directement les opérations terrestres. Le secrétariat américain de la défense et la NASA ont développé conjointement des satellites géostationnaires de télécommunication, qu'ils ont inauguré en juillet 1967. Les télécommunications acheminées dans l'espace étaient lentes mais elles offraient l'avantage d'être plus claires que les communications terrestres, entravées par la densité de la jungle. Un an et demi plus tard, le premier satellite conçu expressément pour appuyer la lutte antiguérillas, le TACSAT, a été lancé. Une fois en orbite, le TACSAT a aidé à repérer les mouvements de l'ennemi en servant de relais entre des télécapteurs sismiques et acoustiques et les stations au sol établies en vue de repérer des objectifs possibles. Malgré son caractère primitif et son incapacité à distinguer un humain d'un buffle d'Asie, le TACSAT a tout de même constitué le premier effort des Américains de multiplier leur force grâce à l'espace.²

Au fur et à mesure que la capacité des satellites s'est améliorée pendant la guerre du Vietnam, la technologie spatiale américaine s'est fermement rapprochée d'une capacité d'opération en temps réel. La première génération de satellites militaires fournissait des données sur les prévisions météorologiques, sur l'amélioration des télécommunications et sur le renseignement ennemi en quantité limitée. Comme il fallait beaucoup de temps pour recevoir, analyser et diffuser ces données, elles ont été d'une utilité restreinte pendant la guerre du Vietnam.³ Par contre, les leçons apprises quant au potentiel que recelaient les ressources spatiales militaires se sont avérées précieuses. La guerre du Vietnam a forcé les U.S.A. à tenir compte des aspects plus élaborés de la capacité spatiale militaire ainsi que du besoin d'intégrer des systèmes spatiaux opérationnels à leur planification, commandement et contrôle du combat aérien, maritime et terrestre.

L'Union soviétique a elle-même expérimenté avec des satellites multiplicateurs de force lorsqu'elle a brièvement affronté la Chine en 1968-1969. Après le

« Même si la guerre du Golfe est de plus en plus désignée comme « la première guerre assistée par satellite », l'utilisation de ressources spatiales comme multiplicateur de force en cas de conflit remonte en fait aux années 1960. »

premier combat sur l'Oussouri à la fin de février 1969, le secrétaire général soviétique Leonid Brejnev devait à tout prix déterminer l'ampleur de la capacité militaire des Chinois le long de la frontière sino-soviétique. Alors que le dispositif de défense antiaérienne des Chinois pouvait repousser les éléments de reconnaissance aérienne des

Soviétiques, il était incapable d'empêcher les ressources spatiales militaires soviétiques de circuler au-dessus de la Chine. Aussi, entre le 25 février et le 25 avril 1969, les Soviétiques ont lancé plus de 10 satellites de surveillance dans l'unique but d'appuyer le conflit en cours. D'une durée de vie moyenne de huit jours, ces satellites ont renvoyé des images à haute et à faible résolutions de milliers de kilomètres carrés du territoire de la Chine.⁴ Les données de renseignement ainsi obtenues ont donc permis aux Soviétiques de confirmer que l'incursion perpétrée n'annonçait pas une invasion générale.

Les Soviétiques ont continué de lancer des satellites de photo-reconnaissance, souvent à bref préavis, ce qui démontre à quel point leur programme spatial militaire était bien rodé. Ainsi, la recrudescence des combats contre les Chinois le long de l'Amour au début de l'été 1969 ont donné lieu au lancement de quinze autres satellites en orbite basse terrestre (LEO). En 1971, d'autres satellites ont été mis en orbite pour permettre de surveiller la guerre entre l'Inde et le Pakistan. Deux ans après, des satellites russes ont été mis au service des États desservis par les Soviétiques lors de la guerre du Moyen-Orient de 1973, conflit dans lequel les superpuissances auraient facilement pu se laisser entraîner.⁵ Les Égyptiens ont eux aussi fait appel à l'imagerie par satellite, tant à l'étape de la planification de la guerre qu'à celle de l'exécution. L'ajout de telles ressources n'a malheureusement rien changé aux engagements terrestres; chaque jour, vers midi, les Soviétiques captaient des photographies haute résolution de la décimation de l'armée égyptienne aux mains des Israéliens.

Au début des années 1980, de nouvelles applications des ressources spatiales comme multiplicateur de force ont rapidement été découvertes. Les satellites de télécommunications et de photo-reconnaissance étaient déjà en voie de devenir partie intégrante des opérations militaires, tandis que des ressources spatiales militaires autres que des armes étaient en cours d'élaboration. Des satellites étaient effectivement destinés à appuyer des travaux de météorologie, de géodésie, de navigation, d'acquisition d'objectifs, de recherche et sauvetage, de transmissions de renseignement et d'alerte lointaine. Alors que la guerre faisait son entrée dans l'ère de l'information, le besoin et la demande de meilleurs systèmes de collecte de données se sont accrus. Les systèmes spatiaux ou satellites ne constituaient pas le seul moyen possible pour cueillir l'information voulue, mais ils avaient une bonne longueur d'avance à bien des égards. Ils offraient en effet d'autres capacités comme l'exactitude de la navigation, l'alerte lointaine et le repérage des objectifs. Dans l'ensemble, leurs effets prépondérants et leur possibilité d'accroître les prouesses militaires allaient de soi pour les planificateurs militaires.⁶ La doctrine et la tactique de tous les éléments ont donc été adaptés en fonction de l'émergence des ressources spatiales sur le champ de bataille.

Étant donné la disponibilité actuelle de systèmes d'armes perfectionnés, tout particulièrement de missiles balistiques, dans l'arsenal de la plupart

des États, il est devenu essentiel de posséder des capacités spatiales considérables pour pouvoir déployer efficacement des forces armées dans quelque théâtre d'opérations que ce soit.⁷ L'amélioration des satellites a modifié la façon dont les combats sont menés pour le moment et le seront à l'avenir. Les U.S.A. et la Russie ont tous deux reconnu depuis longtemps la nécessité d'appuyer une force militaire rapide et réactive au moyen d'une grande variété de ressources spatiales. Cette nécessité est devenue doublement évidente après la guerre du Golfe de 1990-1991. Maintenant que les années 1990 tirent à leur fin, d'autres États prennent des mesures à cet égard.⁸ À titre d'exemple, l'une des nombreuses leçons que la France a retenues de la guerre du Golfe est le caractère indispensable des ressources spatiales militaires.⁹ En effet, la guerre a fait ressortir l'importance que revêtent les systèmes de renseignement par satellite relativement à la mobilité et à l'autonomie opérationnelles. Tout au long du conflit, la France a senti qu'elle dépendait de façon flagrante des U.S.A. pour obtenir des ressources spatiales, ce qui l'empêchait d'agir en autonomie au besoin. Par conséquent, depuis la fin de la guerre, la France a augmenté le budget de ses activités spatiales militaires d'environ vingt pour cent par année et a mis en œuvre quatre nouveaux programmes spatiaux militaires. Elle prévoit en outre mettre en orbite d'ici la fin de la décennie des systèmes de pointe d'imagerie de la Terre, d'imagerie par infrarouge, de radar à antenne synthétique et de collecte électronique de renseignements.¹⁰

Les forces terrestres deviendront de plus en plus accessoires aux ressources en orbite en raison de l'enrichissement des capacités de guerre par des engins spatiaux. Dans

« L'amélioration des satellites a modifié la façon dont les combats sont menés pour le moment et le seront à l'avenir. »

les domaines comme la reconnaissance, la surveillance météorologique, la navigation, la cartographie et les télécommunications, les commandants chargés de planifier et d'exécuter des opérations devront faire le meilleur usage possible des ressources spatiales qui leur seront affectées. Dans le même ordre d'idée, ils devront apprendre à se défendre contre les ressources spatiales ennemies. Par conséquent, la conduite de la guerre sera modifiée pour permettre l'utilisation optimale de ces nouvelles ressources et la réaction aux nouveaux défis qu'elles présentent. L'objet consiste à conférer au planificateur d'opérations interarmées des capacités supérieures de renseignement, commandement et contrôle et au commandant militaire la supériorité en renseignement sur le champ de bataille. En se sensibilisant davantage à l'espace de combat (c.-à-d. la zone d'opérations), les commandants peuvent améliorer leur capacité de manœuvre et concentrer leurs forces, augmentant ainsi leurs chances de remporter la victoire.¹¹

En ce qui a trait à la reconnaissance, l'imagerie informatisée de la Terre facilement disponible et hautement détaillée que permettent les ressources spatiales ont accru considérablement les capacités terrestres. En effet, les ressources de reconnaissance spatiale peuvent circuler

librement au-dessus de tout champ de bataille et donner l'alerte en cas d'attaque ainsi que fournir des renseignements sur les objectifs, des renseignements techniques sur les points forts de l'ennemi et une appréciation des dommages infligés par bombardement.¹² Les commandants sont donc en mesure de mieux se représenter le champ de bataille, de compiler des données de renseignement plus complètes et de prendre des décisions plus éclairées. La qualité des images produites par observation spatiale peut s'avérer impressionnante. Pour ce qui est de la résolution, dix pays ont déjà mis en orbite des systèmes capables de reproduire tout objectif d'un mètre ou plus.¹³ C'est donc dire que des ponts, routes, unités, navires et même des avions et des gens peuvent individuellement, non seulement être repérés, mais aussi identifiés. De nombreux autres pays, dont la Corée du Sud, le Pakistan, l'Afrique du Sud, Taiwan, l'Argentine et les Émirats arabes unis, ont manifesté l'intention d'élaborer leurs propres systèmes de télédétection. Entre-temps, ils peuvent se procurer des images sur le marché en vertu de contrats de licence non réglementés conclus avec la France, la Russie et les U.S.A.. La gamme de systèmes d'imagerie est également vaste, allant des systèmes optiques (y compris à infrarouge, micro-ondes et ondes radio) aux systèmes radar. Ces derniers sont les plus efficaces car ils fonctionnent bien malgré les nuages et l'obscurité. En outre, le temps de production des images ne cesse de s'améliorer. À titre d'exemple, le centre de télédétection de l'Australie met seulement deux minutes et demie à traiter l'image radar en relief d'une résolution de 20 mètres d'un secteur de 62 milles carrés obtenue par satellite.¹⁴ Avec une couverture d'une telle envergure, qui est également disponible sur le marché, il semble inévitable que toute guerre terrestre en vienne à se dérouler sous observation.

Un tel régime de guerre aura de graves répercussions sur les commandants au sol. Les adversaires éventuels pourront se préparer au combat de la même façon que le commandant des forces alliées. De plus, une fois le combat engagé, les adversaires pourront facilement suivre le mouvement du commandant sur le champ de bataille, ce qui réduit considérablement les chances de tirer parti de l'élément de surprise. Le temps acquiert alors une importance grandissante. Par le passé, la supériorité aérienne assurait la sécurité des unités, dépôts, voies ferrées, pistes d'atterrissages et ports maritimes qui forment l'échelon arrière. Aujourd'hui, comme les images obtenues par satellite peuvent être actualisées au moins deux fois par semaine et combinées à la capacité des missiles balistiques, l'ennemi peut repérer et cibler les activités de l'échelon arrière sans avoir à investir dans la supériorité aérienne locale. Les commandants doivent donc s'attendre à devoir déplacer régulièrement les unités arrière et d'approvisionnement pour éviter d'en faire des cibles faciles. En outre, la possibilité croissante d'avoir à combattre et à manœuvrer sous observation constante obligera les commandants à porter une plus grande attention à leurs plans de camouflage, de dissimulation et de déception. Au cours de la campagne de la Normandie de 1944, les Allemands devaient observer, consigner et analyser les horaires de bombardement des Britanniques et des

Américains pour pouvoir exécuter librement leurs manœuvres de jour sur le champ de bataille. Privés de puissance aérienne, ils en étaient réduits à se cacher au passage des bombardiers et à effectuer le gros de leurs déplacements la nuit. Sur le champ de bataille des temps modernes, l'horaire à décoder est celui des satellites de reconnaissance ennemis, autour duquel le commandant doit articuler son plan de manœuvre.

Des changements fondamentaux de la doctrine sont en voie d'être appliqués à la lutte contre la menace qui vient de l'espace. Tout d'abord, il faut accepter du point de vue institutionnel que toutes forces peuvent être captées par imagerie spatiale. Deuxièmement, il faut bien comprendre la menace posée et mettre en œuvre les contre-mesures nécessaires à tous les niveaux. Ces contre-mesures doivent être appliquées uniformément dans l'ensemble du théâtre d'opérations. Les satellites ne reconnaissent aucune ligne de front. La menace que pose l'observation à partir de l'espace a, par exemple, incité les U.S.A. à continuer de préconiser la guerre terrestre par manœuvres rapides et l'utilisation accrue de forces légères.¹⁵ Étant donné que les intervalles entre les passages des satellites deviennent de plus en plus courts, les forces terrestres doivent se montrer suffisamment agiles pour exécuter de grandes manœuvres dans les quelques jours de répit qui en résultent. Les U.S.A. se sont également penchés sur le besoin de refuser d'alimenter un adversaire en imagerie basée dans l'espace en temps de guerre. Il faut non seulement être au courant de toutes les sources d'information qui existent, mais également être en mesure d'en refuser l'accès en cas de besoin. L'une des complications qui est survenue pendant la guerre du Golfe de 1990-1991 avait trait au fait que l'Iraq bénéficiait d'un accès ininterrompu aux images satellites des systèmes météorologiques des U.S.A., l'organisme responsable ayant craint que le blocage des transmissions ne lui vaille de graves réprimandes de la part des alliés qui auraient également été touchés. À l'avenir, il faudra peut-être songer à la possibilité de frapper et d'invalider les stations spatiales commerciales ou militaires neutres qui se trouvent à proximité du théâtre d'opération.

La surveillance météorologique a toujours joué un rôle de premier plan dans les opérations militaires. Les répercussions déterminantes des conditions météorologiques sur la synchronisation de l'invasion de la Normandie ne constituent qu'un exemple parmi tant d'autres. Les prévisions météorologiques contribuent littéralement à dissiper le brouillard de la guerre en permettant d'intégrer les conditions prévues pour un terrain donné à la planification des opérations militaires. Le lieutenant-général Thomas S. Moorman, commandant du United States Air Force Space Command, a d'ailleurs signalé que pendant la guerre du Golfe, la compréhension des aléas climatiques s'est avérée cruciale aux opérations aériennes car les charges des armes des aéronefs étaient optimisées selon les conditions en vigueur dans la région des objectifs à atteindre.¹⁶ Les forces de la coalition obtenaient alors des prévisions météorologiques exactes pour l'Iraq par le truchement de systèmes satellites commerciaux.¹⁷ Depuis, les U.S.A. ont élaboré le Defense

Meteorological Satellite Program (DMSP), grâce auquel ils collectent et diffusent des images du monde obtenues directement par temps dégagé ou par infrarouge par temps nébuleux ainsi que d'autres données météorologiques, océanographiques et géophysiques solaires destinées à des forces opérationnelles. À titre d'exemple, les satellites météorologiques peuvent aider à prévoir le mouvement des armes chimiques et biologiques utilisées sur le champ de bataille, donnant de ce fait au commandant une occasion inestimable de minimiser ses pertes en réagissant fermement et en connaissance de cause. Ou encore, le commandant peut décider de passer à l'attaque à un moment où les mauvaises conditions météorologiques masqueront son avance. Essentiellement, les données transmises par les systèmes météorologiques basés dans l'espace confèrent au commandant la liberté de tirer profit des conditions observées.

L'avènement de la navigation et de la cartographie tridimensionnelles basées dans l'espace a réglé le problème qu'ont toujours éprouvé les commandants à déterminer leur position et leur orientation. L'idée de faire reposer la navigation sur les ressources spatiales date des années 1960, époque où la marine américaine cherchait à établir un système de guidage fiable pour sa flotte de sous-marins Polaris. Le système de radionavigation LORAN a donc été créé vers la fin des années 1970. Outre qu'il ne captait que des renseignements bidimensionnels, il accusait un manque d'exactitude et une couverture inégale. Cependant, grâce à des progrès récents, les constellations de satellites de navigation sont désormais plus rigoureuses dans les données de position, de navigation, de synchronisme et de vitesse qu'elles procurent le jour et la nuit sous toutes les conditions météorologiques. Couramment désignées sous le nom de système mondial de localisation (GPS), elles précisent maintenant la position d'aéronefs, de navires et de soldats à quelques mètres près. Pour le commandant de forces terrestres, l'accès au GPS se traduit par la capacité de disperser ses effectifs pour réduire le risque de détection et d'attaque, de les faire manœuvrer indépendamment et de les rassembler à des points prédéterminés juste avant l'attaque.¹⁸ Les éléments de soutien logistique et de l'échelon arrière en retirent également une plus grande liberté de mouvement, une moins grande vulnérabilité aux attaques et une moins grande peur de ne pas effectuer la jonction et de ne pas fournir le soutien aux éléments de la ligne de front. Le GPS permet aux unités de manœuvrer facilement par terrain qui autrefois nuisait considérablement à la mobilité, tel que la guerre du Golfe a permis de l'illustrer. En effet, grâce au GPS, les Américains ont pu avancer en vastes colonnes sur le terrain découvert du désert et donc minimiser la crainte d'être séparés du gros des troupes ou de s'égarer. En contrepartie, les forces iraqiennes ne disposant que d'une faible ou d'aucune capacité de GPS, elles ont dû s'en tenir aux routes connues. Leur mouvement sur les champs de bataille s'en est donc trouvé limité, et les forces aériennes de la coalition pouvaient facilement les repérer et les engager, sachant que les forces mécanisées iraqiennes seraient concentrées. Les forces de réserve et les renforts devaient emprunter le même itinéraire prévisible et n'avaient pratiquement aucune chance de

survivre à la puissance aérienne américaine, supérieure. Là encore, les forces spéciales des alliés ont pu opérer derrière les lignes iraqiennes pendant plusieurs semaines en utilisant le GPS à des fins de localisation, d'acquisition d'objectifs et de réapprovisionnement. Plus tard, lors du conflit en Bosnie-Herzégovine, le GPS a encore joué un rôle de premier plan dans la récupération d'un pilote américain dont le chasseur avait été abattu. Même si la navigation au GPS ne saurait garantir que les forces ne seront plus jamais désorientées sur le champ de bataille, le GPS est devenu essentiel à la mobilité militaire, minimisant ainsi pour toutes les unités le risque de succomber au brouillard de la guerre.¹⁹

Une force militaire est libre de faire une utilisation active ou passive des ressources spatiales pour multiplier sa force. Ce qu'elle ne peut pas se permettre de faire, c'est de ne tenir aucun compte de l'existence de ces ressources. Bon nombre d'États disposent déjà d'installations de soutien spatial ou sont sur le point d'en déployer. Presque autant se sont dotés d'une capacité d'accroître leur force. À peu près tous les États ont un accès limité à des produits d'amélioration de la force. La guerre est désormais dominée par l'information et les ressources spatiales qui servent à capter les données. Les forces militaires qui ne se tiennent pas au fait des développements spatiaux s'exposent à être décimées sur le champ de bataille. Il ne faut pas oublier, cependant, que les ressources spatiales ne sont pas gages de victoire en elles-mêmes. Elles ne font que compléter les ressources sur lesquelles le commandant fonde sa décision. L'humain contrôle encore la nature de la guerre; l'espace extra-atmosphérique ne fait que l'enrichir d'un outil.

De façon générale, les États font encore figure de novices dans l'utilisation des ressources spatiales militaires et les conflits récents comme ceux qui sont survenus dans les Falklands, l'Afghanistan et le golfe Persique n'ont fait que donner un aperçu des réalisations à venir. Le développement de capacités spatiales pouvant se poursuivre sans fin, les possibilités d'affecter les ressources spatiales à la multiplication de la force sont à toutes fins pratiques illimitées.



En 1991, le capitaine Andrew B. Godefroy joint les rangs de la Réserve des Forces canadiennes et termine son entraînement d'officier du Génie. Il détient un baccalauréat ès arts de l'Université Concordia, avec spécialisation en science politique, en histoire et en informatique. Il a terminé sa première année de maîtrise ès arts dans le cadre du programme d'études de guerre du Collège militaire royal et complète actuellement sa thèse sur la collaboration canado-américaine de défense dans l'espace, sous la supervision du Dr J. J. Sokolsky. En 1997, il reçoit le prix de la Fondation de la bataille de Normandie, puis en 1998, la bourse du Forum sur la sécurité et la défense du MND. Il a rédigé plusieurs articles sur les études stratégiques et l'histoire militaire, et son premier livre intitulé *For Freedom and Honour? Execution in the Canadian Expeditionary Force, 1914-1918* doit être publié cette année



Notes

- 1 L'auteur Arthur C. Clarke a été le premier à parler de la guerre du Golfe comme de la première guerre assistée par satellite lors d'une entrevue accordée à John Burgess pour l'article "Satellites' Gaze Provides New Look at War" publié dans le Washington Post le 19 février 1991, p. A13. [\[Retourner\]](#)
- 2 Manno, J. Arming the Heavens: The Hidden Military Agenda for Space, 1945-1995. (New York, 1984), p. 128. [\[Retourner\]](#)
- 3 Idem, p. 130. [\[Retourner\]](#)
- 4 Johnson. Soviet Military Strategy in Space, pp. 90 et 91. Les Soviétiques ont établi cette année-là un record qui tient encore quant au nombre de lancements consécutifs dans l'espace. [\[Retourner\]](#)
- 5 Idem, p. 93. [\[Retourner\]](#)
- 6 Gray. The Influence of Space Power, p. 296. [\[Retourner\]](#)
- 7 Hamon, D.R. "Space and Power Projection", Military Review, (novembre 1994), p. 62. [\[Retourner\]](#)
- 8 À titre d'exemple, voir les articles suivants : Bruce, James. "Israel's Missile and Space Projects", JANE's Intelligence Review, (1995), pp. 352-354, et Clark, Phillip. "Third Successful Israeli Satellite Launch", JANE's Intelligence Review, (1995), pp. 265 et 266. [\[Retourner\]](#)
- 9 Pour une analyse complète de la question, voir Yost, David S. "France and the Gulf War of 1990-1991: Political-Military Lessons Learned", The Journal of Strategic Studies, 16, 3, (septembre 1993), pp. 339-374. [\[Retourner\]](#)
- 10 Yost. France and the Gulf War, pp. 356 et 357. [\[Retourner\]](#)
- 11 USA. ODUSD (Space). Department of Defense Space Program: Executive Overview for FY 1999-2003, (février 1998), pp. 8 et 9. [\[Retourner\]](#)
- 12 Moorer Jr., Major D. F. "Accepting and Understanding Space Capabilities", Military Review, (mai/juin 1995), p. 65. [\[Retourner\]](#)
- 13 Depuis 1994, c'est notamment le cas du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'ASE, de la France, de l'Inde, d'Israël, du Japon, de la Russie et des U.S.A. [\[Retourner\]](#)
- 14 Wolf, Capt. J. R. "Implications of Space-Based Observation",

Military Review, (avril 1994), p. 81. [\[Retourner\]](#)

15 Idem, p. 84. [\[Retourner\]](#)

16 Keethler, Gregory A. "Impact of the Soviet Union's Demise on the U.S. Military Space Program", Petrie, J. N. Ed. Essays on Strategy XI, (Washington, 1994), p. 380. [\[Retourner\]](#)

17 Hamon. Space and Power Projection, p. 64. [\[Retourner\]](#)

18 Il existe également un GPS différentiel (DGPS). Les satellites de GPS américains peuvent contrôler le degré d'exactitude des résultats fournis par la constellation actuelle de satellites, de sorte que les usagers commerciaux et civils peuvent se placer à une distance de 25 à 100 mètres, tandis que les forces militaires peuvent, elles, réduire l'écart à 1 à 5 mètres. En outre, les méthodes et algorithmes de cryptage sont incorporés aux satellites pour neutraliser tout accès ennemi au code Y au moyen de la fréquence militaire classifiée, ce qui limite les ennemis éventuels au code civil C/A du L-1, que les forces américaines peuvent brouiller. [\[Retourner\]](#)

19 Pour en savoir plus sur les répercussions qu'a le GPS sur les marchés militaire et civil, voir Stanton, J. "Global Positioning System is An Asset Requiring Protection", Défense nationale, (décembre 1997), pp. 28 et 29. [\[Retourner\]](#)



[\[English\]](#)

L'art du commandement

Le général Jacques A. Dextraze, CC, CBE, CMM, DSO, CD, LLD

L'article qui suit reprend un document rédigé par le général Jacques Dextraze en 1973, au cours de la deuxième année de son mandat comme Chef d'état-major de la Défense. Considéré par beaucoup comme le meilleur texte sur l'art du commandement, nous le reproduisons dans son intégrité. Pour donner leur plein sens aux mots, voici une brève notice biographique du général Dextraze suit cet article pour le faire connaître de nos lecteurs.

J'adresse ce deuxième message destiné aux membres des Forces canadiennes spécifiquement à ceux parmi vous qui ont à faire face au grand défi que représente le leadership, nommément ceux du grade de caporal-chef à général inclusivement.

Je n'ai pas choisi ce sujet au hasard. Selon moi, le leadership est la clef du succès de toute opération militaire, en temps de paix comme en temps de guerre, comme ce fut d'ailleurs toujours le cas à travers les siècles. Et surtout, c'est un sujet qui ne retient pas aujourd'hui l'attention qu'il mérite. Mon but en vous adressant ce message est de stimuler vos réflexions à ce sujet, et de placer l'idée du leadership là où elle devrait être dans votre esprit: au premier plan. Je veux que vous lisiez sérieusement ce que j'ai à vous dire.

En 1959, lorsque j'étais colonel et commandant de l'École de l'Infanterie royale canadienne, au Camp Borden, j'ai été appelé, à l'occasion de la remise des diplômes à un groupe de jeunes élèves-officiers, à prononcer une allocution sur « Le leadership et le maniement des hommes. »

Ce n'est pas sans intérêt que je me rappelle, quatorze ans plus tard, les paroles que j'adressais alors à ces jeunes chefs en herbe. Ce qui me frappe le

« LE LEADERSHIP, c'est l'art d'influencer les autres à faire volontairement ce qu'il y a à faire pour parvenir au but ou accomplir la mission donnée. »

plus, en relisant mon texte, c'est que mes idées sur le leadership ont très peu évolué au cours des années. Quant à moi, j'ai certainement changé depuis lors pour ce qui est de mon grade, de ma façon d'envisager les choses, de ma conception fondamentale de la vie militaire. De même, le monde qui m'entoure s'est dramatiquement transformé pendant quatorze années; après tout, 1959, c'était avant le Vietnam, les « hippies », la télévision en couleur, la société de tolérance, l'abus de la drogue, les « guerres de libération », les astronautes, l'unification, et tous ces phénomènes et ces événements qui ont caractérisé l'ère que nous venons de traverser comme étant la période de « choc du futur ». Et pourtant, lorsque je considère les principes de base du leadership dont j'ai parlé en 1959, je suis forcé de me rendre à l'évidence: « Plus ça change, plus c'est la même chose. »

Quand je jette un coup d'oeil sur le passé, je trouve étonnant également que

mes remarques sur le leadership, qui s'adressaient à un groupe de jeunes officiers frais émoulus de l'École d'infanterie, et qui portaient particulièrement sur leur affectation imminente en tant que chefs de peloton, s'appliquent tout aussi bien aujourd'hui, dans un contexte plus général. Ainsi, un caporal-chef de l'élément Air, chargé de la réparation d'un aéronef, pourrait mettre ces principes en application, tout aussi bien qu'un amiral commandant une flotille de navires.

Le point que je veux faire ressortir, c'est que les principes fondamentaux de l'art du commandement et du maniement des hommes sont à la fois immuables et universels.

C'est pourquoi j'aimerais vous parler de quelques règles très explicites qui m'ont été d'une précieuse utilité au cours de ma carrière, et que je vous recommande dans l'espoir qu'elles pourront, tout au moins, stimuler vos pensées et les orienter dans cette direction.

Je ne saurais, toutefois, me réclamer de leur originalité puisque je viens d'en mentionner le caractère immuable. Ces règles fondamentales sont établies depuis que l'homme a découvert pour la première fois que la coopération était la clef du succès, au combat aussi bien qu'en temps de paix. Si j'en parle en connaissance de cause, c'est que mon expérience personnelle, répartie sur bon nombre d'années et sur toute la gamme des grades militaires, en temps de guerre comme en tant que paix, m'a fourni l'occasion exceptionnelle de me rendre compte de la valeur de ces principes fondamentaux du leadership, surtout lorsqu'il s'agit de résoudre les difficultés que rencontrent tous ceux qui sont appelés à conduire des hommes.

Avant de passer aux principes proprement dits, j'aimerais dire quelques mots du leadership en général. Tout d'abord, laissez-moi vous donner ma définition du leadership. Il existe autant de définitions qu'il y a eu d'écrivains sur ce sujet, mais j'en ai toujours préféré une qui semble avoir capturé l'essence de sa signification en des termes bien simples; la voici:

Le leadership, c'est donc un art plutôt qu'une science. Pourtant, j'ai la ferme conviction que bon nombre de problèmes qui assiègent aujourd'hui les administrateurs, à tous les niveaux, découlent du fait que l'art du leadership semble sur le point de disparaître, pour être remplacé par des procédés mécaniques qui, de toute évidence, ne font guère de distinction entre les hommes et les machines qui sont les rouages du système. Les techniques modernes de maniement des hommes, adoptées au nom de l'efficacité et de la rentabilité, ont souvent tendance à déshumaniser l'organisation et le personnel. Les machines, qui obéissent aux directives avec logique et sans plaintes, incitent les administrateurs modernes à reconnaître comme principe que les humains devraient réagir de la même façon. Ce n'est pas le cas, bien sûr. Les possibilités, les résistances et les limites varient d'un individu à l'autre et d'une situation à l'autre. À la différence des machines, c'est sous tension que beaucoup de personnes travaillent le mieux. À la différence des ordinateurs, un vaste éventail de sentiments, reflétant en grande partie la qualité de la direction en exercice, influe sur leur rendement pour le meilleur ou pour le pire. Du fait qu'il manie cette entité infiniment complexe qu'on

appelle l'être humain, le dirigeant doit être un artiste, non pas un mécanicien. *L*

Comme dans toutes les formes d'art, la simplicité a la priorité sur la complexité. Vous allez voir que les principes de direction dont je vous entretiens plus loin sont tous très simples, parce qu'ils renvoient à certaines caractéristiques fondamentales de la nature humaine. Je ne suis pas surpris que l'un des indices du processus qui réduit l'art de la direction à un procédé mécanique soit l'usage croissant d'un langage compliqué, accompagné d'une foule de termes techniques dont le but me semble être d'impressionner plutôt que de décrire. On dit « rationnel » au lieu de « raisonnable », « exploiter » au lieu d'« utiliser », « répertoire du personnel » au lieu d'« employés »; la liste est interminable. La langue d'un bon dirigeant est une langue simple et directe, où la méprise est peu probable. Les grands mots ne m'impressionnent pas, et, vraisemblablement, n'impressionnent pas vos subalternes.

Assez d'observations préliminaires. Mon intention désormais, c'est de vous entretenir brièvement des diverses règles et aptitudes qui font d'un militaire un bon chef.

À mon avis, quatre qualités forment les éléments essentiels de la réussite d'un chef. Les voici:

- LOYAUTÉ
- COMPÉTENCE
- INTÉGRITÉ
- COURAGE

Loyauté

Vous devez manifester deux formes de loyauté pour être un bon chef. En toute priorité, vous devez être loyal vers le haut, envers vos supérieurs et, par eux, envers votre gouvernement et votre pays. D'autre part, vous devez rester loyal envers vos subalternes. Ces deux formes de loyauté ne sont pas toujours faciles à concilier. Face à des besoins contradictoires, vous aurez parfois beaucoup de difficulté à maintenir un juste équilibre entre les deux. Cela est particulièrement vrai aujourd'hui, à notre époque de valeurs morales instables où, par exemple, certains individus se sentent obligés, au nom de la loyauté, à voler et à publier des documents classifiés. Tout chef qui a déjà commandé des troupes au combat a dû, ou aurait dû s'arrêter un instant et réfléchir sur la nécessité de risquer des vies humaines pour une plus grande cause. Et lequel d'entre vous n'a pas succombé, de temps à autre, à la tentation de s'apitoyer sur le sort de ses subalternes par suite des « bévues du Quartier général »?

Je peux vous proposer une règle fondamentale qui vous sortira de ce dilemme que posent deux loyautés contradictoires.

« À mon avis, quatre qualités forment les éléments essentiels de la réussite d'un chef...loyauté, compétence, intégrité, courage. »

Lorsqu'est reconnue la primauté de la prémisse, « loyauté envers la Patrie »,

tout conflit entre celle que nous devons à nos subordonnés et à nos supérieurs doit et je répète doit se résoudre en faveur de ces derniers.

Permettez-moi un dernier mot sur la loyauté. Cette vertu exige que nous sacrifions nos plaisirs personnels sur l'autel du devoir chaque fois que les deux viennent en contradiction. Vous n'avez pas le droit d'aller vous amuser ce soir si les heures ainsi gaspillées devraient être consacrées à la préparation de votre tâche de demain.

Compétence

L'efficacité dans votre métier est à la mesure des connaissances que vous en avez; c'est là une vérité sur laquelle point n'est besoin de s'attarder. Votre compétence vous fera estimer et respecter non seulement par vos subalternes, mais également par vos supérieurs. De même que vous ne devez jamais cesser d'étudier, vous ne devez jamais, non plus, laisser croire à qui que ce soit que vous êtes compétents dans une discipline alors que c'est tout le contraire. Lors d'une discussion, il est de beaucoup préférable d'avouer votre ignorance sur un point quelconque et d'inviter votre interlocuteur à élaborer sa pensée. Non seulement ferez-vous montre de sagesse en saisissant l'occasion d'apprendre quelque chose de nouveau, mais également d'honnêteté intellectuelle. À longue échéance, cependant, rien ne peut remplacer les connaissances.

À mesure que vous monterez en grade, vous aurez tendance à négliger votre perfectionnement personnel. Ce phénomène est naturel, car, avec l'accroissement des privilèges, vous disposerez également d'un plus grand nombre de subordonnés auxquels vous pourrez déléguer la responsabilité d'accomplir certaines tâches. N'admettez pas que ces circonstances vous fassent sombrer dans une quiétude et une paresse trop souvent caractérisées par des expressions comme celles-ci: « Je suis beaucoup trop occupé pour m'empêtrer de tous ces détails »; « Pourquoi m'essouffler lorsque je peux faire courir les autres » ou encore, « Je ne peux permettre au sentiment d'avoir le dernier mot dans cette affaire ». Souvenez-vous plutôt qu'un véritable meneur d'hommes doit d'abord lui-même savoir où il va et que cette connaissance ne s'acquiert que par l'étude et les sacrifices personnels.

Trop de gens croient qu'il est vieux jeu de se réserver des périodes d'études intenses, tout comme lorsqu'ils étaient au collège ou à l'université. C'est une fausse attitude, car aucun chef militaire n'a été et ne sera jamais vraiment efficace s'il n'est pas compétent. L'histoire est bourrée de batailles et de guerres qui ont été perdues par manque de savoir professionnel. Rappelez-vous toutes ces fois où des armées nombreuses et bien équipées furent taillées en pièces par des forces beaucoup moins puissantes. Ces tours de force ont pu être réalisés grâce à des chefs disciplinés et compétents: deux qualités qui ne s'acquièrent que par un travail acharné et persévérant. N'allez pas vous imaginer que votre matière grise se meuble automatiquement à mesure que vous montez en grade et gravissez les échelons de la hiérarchie militaire. Votre promotion peut vous donner plus d'autorité, mais elle n'ajoute pas un iota à vos connaissances et aptitudes; ces dernières ne peuvent être que le fruit de l'étude, de la persévérance et de l'expérience.

Vous devez également être très conscients de la vitesse à laquelle, de nos jours, s'accroît la somme totale des connaissances humaines: et cela est aussi vrai pour l'art militaire que ce l'est pour les sciences en général. Au cours de la présente décennie, les changements dans le domaine militaire se succèdent à un rythme tel que personne ne peut prétendre être un véritable chef et être efficace s'il ne fait de constants efforts pour se tenir à la fine pointe de l'information. La formule traditionnelle d'éducation ne suffit plus; il nous faut chacun retrousser nos manches et nous mettre à l'oeuvre de notre auto-formation.

L'intégrité

L'intégrité est le refus de décevoir les autres de quelque façon que ce soit, peu importe les circonstances. Comme chef, vous devez prendre des décisions et en accepter les conséquences. Vous êtes seul responsable du succès ou de l'échec de ce que vous entreprenez. Vous devez admettre vos erreurs, au moins à vous-même, et en tirer profit. Vous ne devez pas vous en faire croire ou vous décharger de vos responsabilités sur quelqu'un d'autre. Le meilleur moyen de miner votre efficacité en tant que chef est d'essayer de jouer au plus fin avec les gens. Croyez-moi, cela ne marche pas. Pendant un moment vous en tirerez quelques avantages, mais à la longue cette situation ne vous fera que du tort.

Le Courage

Pour moi, le courage dans un combat se définit comme étant le désir, ou du moins la volonté d'affronter le danger tout en étant conscient de son existence. J'ai entendu des personnes dire d'un homme courageux qu'il était un homme sans peur. C'est, selon moi, une contradiction. Je crois plutôt, que le courage est une qualité de l'esprit, grâce à laquelle une personne refuse de se laisser détourner de son objectif par le danger ou les difficultés. C'est, à mon avis, une qualité qui permet à l'homme de maîtriser toutes ses capacités et ses possibilités pour vaincre les obstacles qui se dressent sur son chemin. Je suis convaincu que la persévérance est la source du courage. Bref, je crois que l'homme courageux est celui qui a réussi à maîtriser ses émotions et ses faiblesses.

Nous sommes plus conscients du courage en temps de guerre qu'en temps de paix car, en temps de guerre, les occasions de faire preuve de courage sont plus nombreuses et les actes de bravoure sont souvent spectaculaires. Toutefois, on oublie parfois qu'en temps de paix on peut faire preuve d'un autre genre de courage, et que ce courage « discret » n'est pas moins important que celui des champs de bataille. Depuis longtemps nous n'avons pas participé à un combat; toutefois tous ceux qui ont des responsabilités doivent prendre des décisions qui parfois font grandement appel à un courage moral. En temps de paix, il faut trop souvent du courage pour secouer les gens, et je dois reconnaître que notre système des années de paix semble parfois avoir un parti pris naturel contre ceux qui ont le courage de dire ouvertement ce qu'ils croient honnêtement être mal. C'est peut-être là la racine de ce malaise que l'on ressent aujourd'hui partout dans notre société, mais dont les répercussions se font sentir plus intensément dans les forces

armées. Je parle de l'indécision. Je crois que face à un problème difficile, l'indécision traduit un manque de courage. C'est la voie la plus simple, mais ordinairement la mauvaise.

Je pourrais énumérer beaucoup d'autres qualités qui sont essentielles à un bon chef, mais d'après moi, celles que je viens de mentionner sont les principales. Toutes les autres qualités utiles peuvent, je crois, être englobées dans ces quatre principales. Si vous êtes loyal et consciencieux, intègre et courageux, vous possédez tout ce qu'il faut pour être un bon chef dans les Forces canadiennes, et cela à tous les niveaux.

Et maintenant, voici quelques généralités sur ma conception du leadership.

La tâche du chef exige qu'il sache louer ses subalternes pour un travail bien fait, et les réprimander quand ils négligent leur besogne. La façon de vous y prendre peut influencer sur votre efficacité en tant que chef. Le secret réside dans le juste milieu. Des louanges excessives et des reproches exagérés peuvent, à leur façon, être préjudiciables. Je ne dis pas d'éviter les récompenses ou les punitions; il s'agit simplement de décerner les unes et les autres avec justice et jugement. Une tendance actuelle des Forces armées m'agace tout particulièrement. Elle consiste à combler de louanges des gens qui font tout bonnement ce dont on est en droit de s'attendre d'eux. Le danger saute aux yeux (un excès de sévérité comporte les mêmes risques). C'est comme dans une bataille: si vous consacrez tous vos efforts à l'action courante, que vous restera-t-il lors de situations imprévues? Vous devez vous garder une réserve, et le principe vaut pour les louanges et les punitions.

Le leadership est un art qui se transmet, du moins il devrait en être ainsi. Comme chef, vous avez l'obligation morale d'encourager les qualités de leadership de vos subalternes. Rappelez-vous que tôt ou tard, ils seront tous meneurs d'hommes. Or, vous ne sauriez mieux leur enseigner cet art que par l'exemple, _ le bon exemple.

De nos jours, dans les Forces canadiennes, il y a deux catégories d'hommes dont la préparation au commandement laisse à désirer: les caporaux et les officiers subalternes. Un de mes objectifs, comme Chef de l'état-major de la Défense, est de remédier à cette situation par une formation conventionnelle dans l'art du commandement, et des programmes d'orientation professionnelle. Mais cela seul ne saurait suffire. Il faut également enseigner le leadership en cours d'emploi, et c'est la responsabilité de chaque surveillant, surtout aux niveaux de sergent et de major. Ceux-ci ont l'obligation de faire tout en leur pouvoir pour communiquer leurs connaissances techniques aux subalternes désireux d'avancer dans leur carrière, en leur déléguant des pouvoirs et en les orientant, etc. Après tout, l'excellence de nos Forces armées de demain dépendra largement des qualités latentes de leader de nos caporaux et capitaines actuels.

Permettez-moi d'énumérer ci-dessous quelques-unes des règles essentielles du leadership qui m'ont été utiles au cours de ma carrière, et que je vous recommande. La liste n'est pas complète et elle n'est pas en ordre de priorité.

Mais, ajoutées aux quatre principes énumérés plus tôt, ces règles résument ma pensée sur le leadership bien compris.

Enfin, il est un point que je tiens à préciser. Bien que j'aie signalé un certain nombre de qualités et de règles qui, comme je l'ai déjà dit, sont immuables et universelles, il ne faudrait pas en conclure qu'il n'y a qu'un type du parfait leader, ou une méthode unique de le former. Si tel était le cas, la vie serait insurmontable. (Imaginez, par exemple, des forces armées qui se composeraient de 83 000 types comme moi!)

Au contraire, et dans les limites des quelques règlements généraux que j'ai esquissés, il y a une variété inépuisable de candidats dont la personnalité est compatible avec un leadership satisfaisant, allant des durs à cuire, en passant par les personnes méthodiques, qui élèvent rarement la voix et qui exhalent une sereine confiance en eux-mêmes. Il n'y a rien de contradictoire à ce que des généraux comme Patton et Bradley, Guderian et Rommel, ou Montgomery et Alexander aient formé de bonnes équipes. De fait, il est peut-être vrai de dire que ces divers genres de leadership se complètent et que chacun joue un rôle également essentiel au sein d'une organisation militaire.

L'important, c'est d'adopter un style de leadership qui corresponde à votre véritable personnalité. Ne devenez pas artificiel, sous prétexte de copier un style qui ne vous convient pas. Soyez vous-même, et conduisez-vous suivant les principes directeurs énumérés ici, et vous verrez que l'art de commander vient naturellement. Mais il faut y mettre du sien.

- BONNE CHANCE -

Chef de l'état-major de la Défense

Le général J.A. Dextraze



Le général Jacques Alfred Dextraze naît le 15 août 1919 à Montréal. Il s'engage comme soldat dans Les Fusiliers Mont-Royal en 1939, puis dans l'Armée active du Canada en 1940. Il reçoit sa commission d'officier en 1942 avant de se rendre outre-mer. Dès 1944, il est commandant d'une compagnie qu'il dirige en Normandie où il se mérite l'Ordre du service distingué (DSO). En décembre 1944, le général Dextraze est nommé commandant des Fusiliers Mont-Royal, poste qu'il conserve jusqu'en 1945. Il reçoit une agrafe du DSO en récompense de ses services comme commandant. Il se porte alors volontaire dans les Troupes canadiennes du Pacifique, affectées à l'invasion du Japon; il est alors nommé commandant du Hastings and Prince Edward Regiment. À la démobilisation, le général Dextraze retourne à la vie civile jusqu'en 1950, lorsque le ministre de la Défense nationale lui demande d'assumer le commandement du Deuxième bataillon du Royal 22e Régiment qui doit aller servir en Corée. Le général

Dextraze décide de demeurer dans l'Armée après le conflit avec la Corée. De 1957 à 1960, il est commandant de l'École royale canadienne d'infanterie, puis devient commandant du Camp Valcartier. Promu brigadier-général en 1962, il est nommé commandant du secteur de l'Est du Québec (l'un des deux secteurs du Commandement du Québec) et en 1963, il devient chef d'état-major du quartier général des Nations Unies au Congo (la mission est appelée Opération des Nations Unies au Congo - ONUC). Pendant cette mission, le général Dextraze fait preuve d'un grand courage au cours d'une opération qui permet de sauver des missionnaires, des enseignants et des élèves des mains des forces rebelles. Pour ces actions, le général Dextraze devient l'unique Canadien à recevoir le titre de commandeur de l'Ordre très excellent de l'Empire britannique (division militaire) (feuilles de chêne pour bravoure). De 1964 à 1966, il est commandant du 2e Groupe-brigade d'infanterie du Canada, après quoi il est muté au quartier général de la Force mobile, d'abord en tant que chef d'état-major des opérations, puis comme commandant adjoint. De 1970 à 1972, il est nommé Chef du personnel au quartier général de la Défense nationale. En 1972, il est promu général et occupe le poste de chef d'état-major de la Défense jusqu'en 1977, au moment où il prend sa retraite. Le général Dextraze demeure actif dans la vie civile : il est président des Chemins de fer nationaux de 1977 à 1982 et s'implique dans plusieurs organismes militaires, sportifs et autres. Il meurt le 9 mai 1993 et il est enterré au cimetière de la Côte-des-neiges à Montréal.



Des règles essentielles du leadership

- Ne portez pas des gants blancs pour donner des ordres. Par contre, il n'est pas nécessaire de vociférer.
- Ne recourez pas à la flatterie. Elle est superflue et risque de vous rabaisser aux yeux de vos subalternes.
- Ne soyez pas sarcastique.
- Montrez que vous avez confiance en vos subalternes et que vous en êtes fier.
- Donnez un support sans réserve à vos supérieurs, et que vos subalternes n'aient aucun doute à ce sujet.
- Acceptez tout le blâme, devant vos supérieurs, pour les erreurs et les manquements de vos subalternes. Vous êtes responsable de leur échec, et il vous incombe de prendre toutes les mesures correctives nécessaires. Ne tentez pas de vous disculper au détriment de vos subalternes.
- N'ajoutez jamais la menace au commandement. Votre grade comporte toute l'autorité explicite ou implicite dont vous avez besoin.
- Si vous devez réprimander quelqu'un, attendez d'être seul avec lui, à moins qu'une raison majeure ne vous oblige à le faire en public.
- Soyez constamment attentif au bien-être de vos subalternes et qu'ils le sentent.

- Ne présumez jamais qu'on s'est acquitté d'une tâche: vérifiez et contre-vérifiez.
- N'abusez pas des privilèges inhérents à votre grade. Accordez et acceptez les privilèges avec parcimonie.
- Travaillez ferme, et ne perdez pas votre temps.
- Soyez méticuleux et correct dans votre conduite, votre comportement, votre tenue et vos contacts personnels.
- Reconnaissez que leadership n'est pas synonyme de popularité.



L'éthique militaire

Au sein des Forces canadiennes, le concept de la responsabilité illimitée est intrinsèquement lié à une gamme de croyances, valeurs et moeurs communes qui constituent l'éthique militaire et qui amplifient ce concept. Bien qu'aucun document ne suffise à articuler exhaustivement en quoi consiste cette éthique, celle-ci est néanmoins implicite en ce qui a trait à la nature même de la profession des armes et à ses exigences et attentes envers les militaires. Par conséquent, l'éthique militaire constitue le fondement de tous les aspects du service au sein des Forces canadiennes, y compris les principes et idéaux auxquels les hommes et femmes membres des Forces canadiennes doivent souscrire collectivement et individuellement. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, le courage, la loyauté, l'altruisme et la discipline personnelle. L'éthique militaire suppose en outre le dévouement envers son pays, le respect des valeurs canadiennes et l'engagement à l'excellence professionnelle.

L'interprétation que fait l'Armée de terre de l'éthique militaire est ancrée dans quatre préceptes que tout soldat, quel que soit son grade, doit faire siens, à savoir :

<p>Devoir Le sens du devoir se manifeste dans la responsabilité et le dévouement à l'égard du Canada; la loyauté envers ses supérieurs, pairs et subalternes; le courage, la détermination et la compétence d'exécuter ses fonctions; la recherche de la connaissance et de l'auto-perfectionnement professionnels; l'esprit d'initiative; le jugement, l'intelligence et l'esprit de décision;</p>	<p>Discipline La discipline renvoie d'abord et avant toute à la discipline personnelle. Il s'agit d'un état d'esprit qui inspire la maîtrise de soi et qui, en situation de combat, arme le soldat contre les effets déconvenants de la peur. La discipline se</p>	<p>Intégrité Faire preuve d'intégrité consiste à veiller à ce que ses normes personnelles reflètent les valeurs de sa profession et à s'engager à respecter ces valeurs. L'intégrité se traduit donc par un comportement</p>	<p>Honneur L'honneur se reconnaît à la preuve de loyauté envers son unité et ses camarades; à l'offre du gîte à un adversaire et au respect intégral du droit des conflits armés, y compris le traitement humanitaire et la protection des ennemis capturés et des</p>
--	---	---	---

<p>et la subordination de soi à la mission en tout temps. Dans le cas de chefs, le devoir implique aussi qu'ils soient attentifs et répondent aux besoins de leurs subalternes.</p>	<p>reflète dans l'obéissance immédiate aux ordres et instructions légitimes; une haute norme personnelle de comportement et de tenue; et la manifestation quotidienne de fortitude, d'endurance et de ressaisissement dans l'adversité. La discipline est cruciale au succès des opérations et est donc exigée aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif en toutes situations. Comme elle constitue le nerf de la cohésion et la base de l'excellence professionnelle, une haute norme de discipline est la qualité la plus importante chez un soldat.</p>	<p>éthique et de principe; la transparence des actions; l'honnêteté et la franchise dans ses paroles et ses actes; la recherche de la vérité quelles qu'en soient les conséquences; l'engagement fervent envers l'équité et la justice; la force morale; et plus que tout, une conduite toujours irréprochable.</p>	<p>non-combattants; au respect des valeurs professionnelles et au maintien des traditions militaires; ainsi qu'à un comportement et une démarche de tous les jours caractérisés par la galanterie, la courtoisie, la dignité et la magnanimité.</p>
---	--	---	---

[\[English\]](#)

Le projet de conquête de cette province est prématuré¹

La bataille de la Châteauguay, 26 octobre 1813

Le capitaine John R. Grodzinski , CD

La plupart des gens n'ont jamais entendu parler de la guerre de 1812. Comme elle est survenue à l'apogée des guerres napoléoniennes, la Grande-Bretagne et les États-Unis se sont affrontés un peu sans le vouloir. Ce fut un conflit étrange puisque dans certaines régions du Canada et des États-Unis, les agglomérations et les récoltes ont été dévastées, tandis que d'autres régions furent à peine touchées. La paix conclue par la signature du Traité de Gand ne représentait qu'un retour à l'état de fait antérieur à la guerre, bien que les aspirations des Indiens à la possession d'un territoire distinct aient été anéanties.² Cette guerre reste unique dans l'histoire. « ...Les Américains la considèrent principalement comme une guerre navale où l'orgueil de l'impératrice des mers a été piétiné... Les Canadiens la considèrent avec autant de fierté comme une guerre défensive où leurs braves ancêtres ont repoussé, côte à côte, les forces massives des États-Unis, empêchant le pays d'être conquis. Enfin, ce sont les Anglais qui se réjouissent le plus parce qu'ils ne se sont même pas aperçus qu'elle avait eu lieu³ ». Les stratèges en chambre ont tenu des débats interminables sur l'identité du vainqueur. Un historien amateur a résumé l'issue de cette guerre en affirmant que c'était la meilleure de toutes puisque tout le monde avait gagné!

Blague à part, la guerre de 1812 fut la dernière tentative de domination de l'Amérique du Nord par des moyens militaires. La guerre se prolongeait et aucun des opposants n'acquerrait un avantage militaire important sur l'autre, un facteur qui précipita l'ouverture des pourparlers en mars 1813. La paix conclue en 1814 confirma le résultat des luttes qui avaient commencé en 1755 et s'étaient terminées en 1783 c'est-à-dire que deux puissances, les Britanniques et les Américains, allaient devoir coexister sur le continent.⁴ Par conséquent, la guerre de 1812 fut un moment décisif de notre histoire et a mis en place les conditions stratégiques du développement social et politique du Canada.



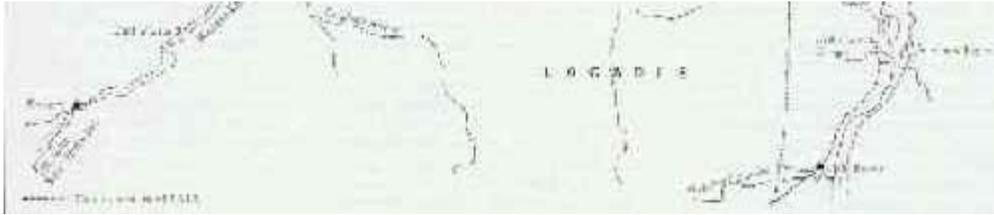


Figure 1. Le théâtre d'opérations du Bas-Canada en 1813.

(Avec la permission de Parcs Canada)

La guerre s'est déroulée principalement entre les soldats britanniques et américains. Le crédit de la défense du Canada⁵ revient aux réguliers britanniques et à leurs alliés indiens.⁶ Les Canadiens y ont joué un rôle important, mais l'institution créée pour la défense, c'est-à-dire la milice canadienne, ne fut qu'un intervenant mineur. Connue sous le nom de milice « sédentaire », cette force regroupait tous les hommes aptes au service, âgés de 16 à 60 ans, qui participaient à un rassemblement au moins une fois l'an. Compte tenu de son équipement limité et de son entraînement rudimentaire, elle ne constituait pas vraiment une force militaire. À mesure que les risques de déclenchement des hostilités augmentaient, les Britanniques, qui étaient déjà activement engagés dans la péninsule espagnole, renforcèrent leur modeste garnison au moyen d'un certain nombre de corps de ligne, de corps de soldats de la garde nationale et de corps provinciaux levés au Canada⁷, mais qui faisaient partie des effectifs britanniques.⁸ La seule exception à cette règle était une unité levée dans le Bas-Canada. Le Provincial Corps of Light Infantry, mieux connu sous le nom de Voltigeurs, fut formé au début de 1812. Levés en vertu de la Militia Act of Lower Canada et rémunérés par cette province, les Voltigeurs étaient essentiellement une unité canadienne « régulière »⁹. D'autres « volontaires » se joignirent aux unités enrégimentées ou incorporées de la milice.¹⁰ Une fois les hostilités entamées, plusieurs régiments de milice furent également mobilisés à divers moments et participèrent à un certain nombre de batailles et d'engagements.

Au cours de la plupart des batailles, les troupes « britanniques » comprenaient différentes proportions de réguliers britanniques, d'Indiens et de Canadiens. En une occasion seulement, une force composée exclusivement de Canadiens se battit contre l'ennemi. Ce fut lors de la bataille de Châteauguay. Décrite par certains historiens comme une escarmouche¹¹ ou passée sous silence par d'autres¹², la victoire remportée par les Canadiens à Châteauguay signa la fin des projets de conquête du Bas-Canada par les Américains en 1813. Le but du présent document est de donner un aperçu de cette victoire canadienne exceptionnelle pendant la guerre de 1812 afin d'illustrer l'application des fonctions de combat d'aujourd'hui dans cette bataille.

Lorsque les Américains déclarèrent la guerre en juin 1812, ils n'étaient ni prêts sur le plan militaire, ni unis sur le plan politique. Une série de défaites importantes au cours de la première année de la guerre ne facilita pas les choses. Les Britanniques s'emparèrent de Détroit et de Michilimackinac et remportèrent la victoire à Queenston Heights. Puis, les Américains laissèrent

filer l'occasion de conclure une alliance avec les Indiens à la suite d'une attaque de la réserve St-Régis. Une tentative de s'emparer de Montréal fut déjouée à Lacolle.¹³

Les Américains consacrèrent les premiers mois de 1813 à l'amélioration de leur armée et à l'augmentation de leur présence navale sur les Grands Lacs. Leur stratégie consistait à conquérir le Haut-Canada, en commençant par la frontière du Niagara. Montréal, le centre stratégique du Canada, fut momentanément ignorée, tout comme l'importante base britannique de Kingston. Une fois qu'ils se seraient emparés du Lac Érié, leurs efforts se concentreraient sur la frontière de ce dernier.¹⁴ Les choses tournèrent mal dès le départ. Le mois de janvier fut catastrophique, trois régiments américains ayant été détruits à Frenchtown, suivit d'un autre désastre près de Fort Meigs. La situation fut renversée grâce à la puissance navale. En avril, les Américains menèrent une opération amphibie contre York (Toronto). La ville fut pillée et les immeubles gouvernementaux incendiés. En mai, les Britanniques tentèrent de détruire la base américaine située à Sackett's Harbour sur le Lac Ontario, sans succès. Le même mois, les Américains attaquèrent Fort George dans la péninsule de Niagara et obligèrent les Britanniques à effectuer un désengagement jusqu'à la baie de Burlington. Les Américains durent ensuite effectuer un désengagement après avoir été vaincus au cours d'un engagement nocturne à Stoney Creek, en juin. Ils préparèrent un raid contre Beaver Dams, mais leurs plans furent ¹⁵ découverts et ils furent vaincus par les Iroquois. Le 10 septembre, un escadron britannique connut la défaite à Put-in-Bay et le Lac Érié passa sous la domination des Américains. Cela menaçait immédiatement les lignes de communications des forces britanniques aux alentours de Détroit. Le commandant local des forces britanniques, le général Proctor, entama un désengagement, d'abord vers le Bas-Canada, puis le long de la rivière Thames. Les Américains se lancèrent à sa poursuite et le rattrapèrent le 5 octobre à Moraviantown (près de London, en Ontario), où Proctor subit de lourdes pertes.¹⁶

Le commandant en chef, sir George Prevost, réagit en ordonnant l'abandon de l'ensemble du Haut-Canada à l'ouest de Kingston. Cependant, cette décision fut tempérée par des esprits plus calmes et il ordonna un désengagement de la péninsule du Niagara¹⁷ seulement. Plusieurs engagements violents survinrent le long de la frontière et plusieurs villes furent incendiées.

Entre temps, les Américains avaient dressé des plans pour mener une campagne contre Montréal ou Kingston. Le nouveau ministre de la Guerre, John Armstrong, comprenait très bien l'importance de la vallée du Saint-Laurent. En juillet 1813, il ordonnait le rassemblement d'une force à Sackett's



Harbour en prévision d'une attaque de Kingston. Une attaque secondaire contre Montréal, un objectif de rechange¹⁸, serait menée à partir de la vallée du Lac Champlain. Montréal dominait les voies navigables vers les Grands Lacs et couvrait les approches vers Québec; elle représentait le centre stratégique des deux provinces du Canada, tandis que Kingston constituait le centre naval clé sur le Lac Ontario. On laissa au major-général James Wilkinson, commandant des forces rassemblées à Sackett's Harbour, le choix de la cible de l'attaque. Au cours d'un conseil de guerre, l'opinion présentée par le commandant naval américain du Lac Ontario, le commodore Chauncey, influença la décision. Reconnaissant le risque, pour les navires de Chauncey, d'affronter ceux du commodore Yeo à Kingston¹⁹, le conseil décida que Montréal serait l'objectif. La force commandée par Wilkinson, rassemblée à Sackett's Harbour, ferait une feinte vers Kingston (où Chauncey établirait un blocus), puis poursuivrait sa route le long du Saint-Laurent pour effectuer une jonction avec l'armée du major-général Wade Hampton, progressant vers le Nord, en provenance du Lac Champlain. Ensuite, les armées réunies s'empareraient de Montréal.

L'armée de Wilkinson comptait quelque 7 000 soldats, tandis que la force commandée par Hampton à Plattsburg comprenait 5 520 fantassins, 180 soldats de cavalerie, une batterie de huit pièces de 6 livres, une pièce de 12 livres et un obusier. Cette dernière force était composée en majorité de réguliers américains. La planification de l'attaque se poursuivit pendant l'automne et fut retardée par la maladie de Wilkinson. Un malaise s'était également emparé de la structure de commandement. Les relations entre les deux généraux étaient loin d'être amicales. Même si Hampton relevait de Wilkinson, ils se méprisaient intensément²⁰, ce qui allait avoir des implications sur leur campagne.

Le 20 septembre, Hampton franchit la frontière internationale et se dirigea vers Odelltown dans le BasCanada. Il rencontra de nombreux barrages routiers et obstacles d'abattis construits l'année précédente, ainsi que quelques Indiens et soldats appartenant au Frontier Light Infantry. Ces derniers se mirent à harceler Hampton et reçurent bientôt des renforts, y compris un détachement des

Voltigeurs commandé par le lieutenant-colonel Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry, dont nous parlerons plus tard. Face aux Indiens et à la milice, craignant de manquer d'eau et se méfiant de la garnison postée à l'Île-aux-Noix, Hampton décida d'effectuer un désengagement et d'essayer de trouver un autre itinéraire. Il pivota vers l'Ouest et se rendit tranquillement à Four Corners. Son allure fut partiellement réglée par Wilkinson qui lui avait écrit que sa propre progression était retardée et qu'il devait l'attendre avant d'agir. Pendant son séjour de vingt-six jours à Four Corners, Hampton améliora la route depuis Plattsburg, fit venir d'autre matériel et d'autres pièces d'artillerie et entraîna ses soldats. Les Canadiens reçurent des rapports selon lesquels les Américains étaient malades et manquaient de vêtements adéquats.²¹

Plus au nord, le lieutenant-général sir George Prevost avait été informé de la

Figure 2. Le lieutenant-colonel Charles Michel d'Irumberry de Salaberry.

(Avec la permission des Archives nationales du Canada)

menace présentée par les Américains et s'était rendu de Kingston à Montréal pour commencer les préparatifs. Il décida que la sécurité de Montréal « dépendait de notre capacité de maintenir une ligne impénétrable sur la RiveSud... »²². Seul un petit nombre de troupes régulières était disponible et Prevost faisait peu de cas de la milice, qui regroupait 60 000 hommes. La « ligne impénétrable » fut divisée en deux : une *division de réserve*, sous le commandement du major-général sir Roger Shaeffe, et une *division avancée*, commandée par le major-général Stovin. La division de réserve devait « occuper La Prairie, sur le Saint-Laurent, allant de St.John (Saint-Jean) sur le Richelieu en passant par Saint-Pierre, Saint-Phillippe et l'Acadie, et devait être composée d'une Car Brigade²³, d'un escadron du 19^e Light Dragoons, de la Compagnie de Guides, du Bataillon de flanc²⁴ du détachement de ligne du 103rd Regiment, ainsi que de quatre compagnies du 3^e Bataillon de la milice sédentaire de Longueuil, de Boucherville et de Verchères. Le poste suivant à St.John (Saint-Jean) et à l'Île-aux-Noix doit être occupé par une garnison formée des compagnies de bataillon²⁵ du 13^e Régiment, d'une compagnie du 10th Royal Veteran Battalion et du 4th Battalion Embodied Militia ». « Les troupes en progression... doivent occuper Châteauguay jusqu'aux colonies de peuplement de Sherrington et de Hemmingford et jusqu'à l'embouchure de la Lacolle sur la droite; elles doivent être composées des corps suivants : deux pièces de 3 livres, une troupe des 19th Light Dragoons, la troupe du capitaine Watson, l'Infanterie légère canadienne, les Voltigeurs, le Bataillon canadien d'infanterie légère, le 1st Battalion Embodied Militia, le 2nd Battalion Embodied Militia, les Chasseurs et la milice sédentaire de Beauharnois et de Châteauguay, ainsi que les 1st et 4th Battalions of the Townships... »²⁶. Les forces en progression comprenaient également quatre compagnies du Régiment de Meuron, un régiment suisse qui faisait partie des effectifs britanniques²⁷. Un bataillon provisoire fut formé à partir de miliciens de Montréal afin de défendre cette dernière.



Figure 3. Une peinture fantaisiste de la bataille de la Châteauguay illustrant le moment où de Salaberry (debout au centre) ordonna à ses troupes de tirer sur les troupes de Purdy qui se trouvaient sur l'autre côté de la rivière.

(Avec la permission des Archives nationales du Canada)

Au début d'octobre, les préparatifs s'intensifièrent. On ordonna aux troupes de la région de Montréal d'emporter des provisions pour deux jours dans leur paquetage. La milice reçut l'ordre de transporter continuellement 40 balles, ainsi que des provisions. On effectua des travaux de terrassement et on améliora l'état des routes. D'autres unités furent appelées. En outre, un grand nombre de mouvements eurent lieu.

L'apparition de Hampton en amont de la Châteauguay incita la défense à s'y transporter à la mi-octobre. Le 17 octobre, le major-général De Watteville releva Stovin de son poste de commandant des forces en progression. La responsabilité de la défense de la rivière Châteauguay et de son bassin hydrologique incombait au lieutenant-colonel de Salaberry. Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry était le fils d'un seigneur canadien qui avait servi dans l'armée britannique et siégé au conseil législatif provincial. Les trois frères de Charles s'enrôlèrent dans l'armée et périrent au combat, aux Indes ou en Espagne²⁸. Charles se joignit au 60th (Royal American) Regiment of Foot avril 1793, et servit aux Antilles, durant l'expédition de Walcheren en 1795, en Irlande et au Canada²⁹. Au printemps 1812, il leva le Provincial Corps of Light Infantry, mieux connu sous le nom de Voltigeurs.

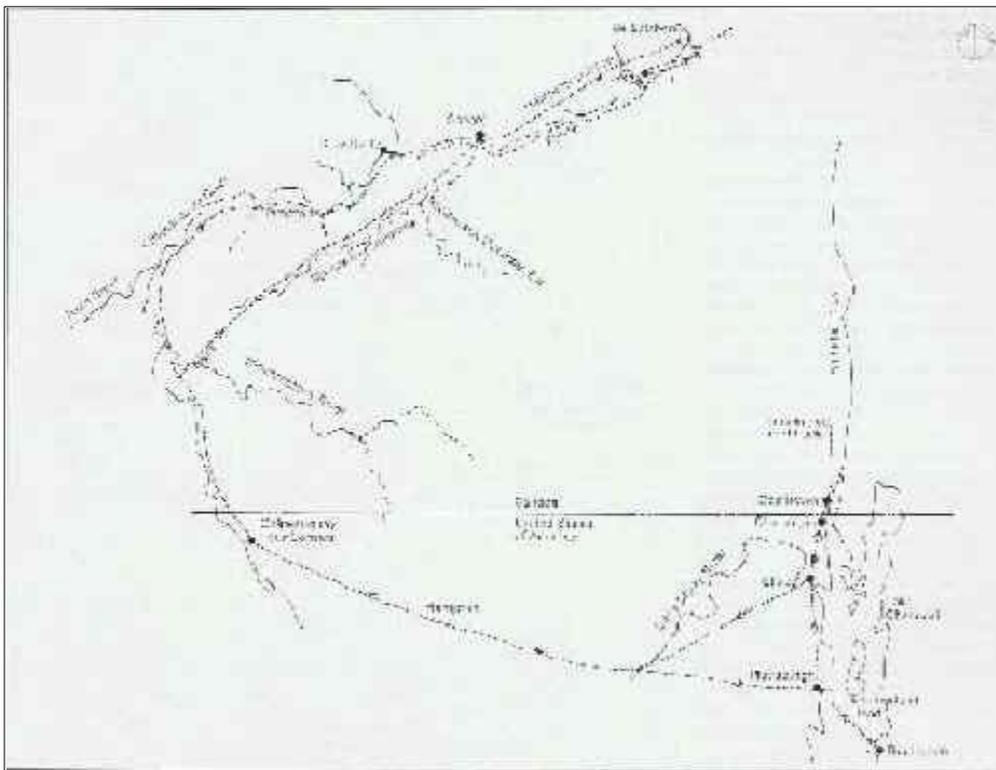


Figure 4. Principales manoeuvres des Américains en octobre 1813.

(Avec la permission de Parcs Canada)

Les éclaireurs de de Salaberry avaient établi le contact avec les Américains à Odelltown et fournissaient régulièrement des comptes rendus sur leurs mouvements. Apprenant que ces derniers avaient fait halte à Four Corners, de Salaberry décida d'attaquer le camp de Hampton. Il arriva à Four Corners le 1^{er} octobre, avec deux compagnies de Voltigeurs, la Light Company of the Canadian Fencibles (la compagnie de Ferguson) et environ 100 Indiens. L'effet de surprise fut gâché par un coup de fusil accidentel et de Salaberry envahit le camp avec une compagnie de Voltigeurs et quelques Indiens. Les Américains réagirent rapidement, forçant de Salaberry à s'enfuir même si les escarmouches se poursuivirent jusqu'à la brunante. De Salaberry considéra alors les différentes options possibles. Hampton pouvait se diriger vers l'Ouest et le Saint-Laurent ou vers le Nord et Montréal. Observant le terrain près de Allan's Corners, de Salaberry décida que si les Américains se dirigeaient vers Montréal, c'est à cet endroit que les Canadiens leur résisteraient.³⁰

Le 18 octobre, Hampton recevait de Wilkinson une lettre (datée du 16 octobre) lui annonçant que la feinte en direction de Kingston était annulée et qu'il descendait le Saint-Laurent. Hampton devait « se rendre à l'embouchure de la Châteauguay ou à un autre endroit favorable à notre jonction et tenir l'ennemi en échec »³¹. Hampton commença à se déplacer le 21 octobre, laissant derrière lui 1 500 miliciens qui refusaient de franchir la frontière. Quatre jours plus tard, alors qu'il s'approchait des positions britanniques de tête, Hampton divisa sa force en deux. Une colonne, sous son commandement, traverserait la rivière pour atteindre la rive sud, déborderait la position des Britanniques et traverserait à nouveau la rivière à l'arrière de ces derniers. La principale colonne, sous le commandement du brigadier-général Izard, avancerait le long de la rive nord et écarterait la milice. Le 21 octobre, les troupes de Izard attaquèrent un piquet composé de miliciens sédentaires locaux et de 10 Indiens, à Spears³². Hampton et le reste des troupes les y rejoignirent le 22 octobre.

Le major Henry de la milice de Beauharnois³³ signala à de Salaberry l'arrivée des Américains à Spears'. Des rapports furent également acheminés à de Watteville, qui ordonna à d'autres troupes de se joindre à de Salaberry. Henry donna l'ordre aux compagnies de flanc du 5^e Bataillon de milice d'élite et à 200 membres de la milice de Beauharnois de parcourir six milles en amont sur la route, jusqu'à un endroit situé près de l'emplacement choisi plus tôt par de Salaberry. Le lendemain matin, de Salaberry arrivait sur les lieux avec deux compagnies de Voltigeurs et la Light Company of the Canadian Fencibles de Ferguson, et l'ensemble des troupes se rendit à pied jusqu'à la position choisie par de Salaberry.

À cet endroit, le boisé s'épaississait, créant un entonnoir qui limitait les mouvements à la route qui longeait la rivière. Sur la berge opposée se trouvaient des fourrés marécageux. Le boisé recelait un grand nombre de fossés profonds et on construisit quatre lignes de défense successives, ainsi que des barricades et des obstacles d'abattis. Le terrain à l'avant fut dégagé afin d'améliorer les champs de tir. On construisit un petit fortin à l'arrière de l'abattis, afin de jouir d'une longue vue sur la rivière. La dernière ligne d'arrêt surplombait un passage à gué sur la Châteauguay, et l'on construisit une

Cette nuit-là, la détermination de Hampton fut ébranlée. Il reçut pour instruction de préparer les quartiers d'hiver pour 10 000 hommes et il se demanda quelle importance on attachait à la poursuite de la campagne³⁷.

Les défenseurs reçurent des renforts, c'est-à-dire le 1st Battalion, Militia Light Infantry Battalion³⁸ commandé par le lieutenant-colonel George Macdonell. Plus tôt, le 21 octobre, le bataillon commença un incroyable voyage de 60 heures par bateaux et à pied jusqu'à la position occupée par de Salaberry. À leur arrivée, les troupes épuisées de Macdonell se reposèrent près du gué et y construisirent ensuite des épaulements. On confia à Macdonell le commandement de la dernière ligne de la position occupée par de Salaberry.

Tôt le 26 octobre, Hampton ordonna à Izard de disposer ses fantassins et ses dragons en colonne et de progresser en direction de l'abattis. Il espérait que ce mouvement serait accompagné du bruit des coups de fusils tirés pendant l'attaque de Purdy sur le flanc. Ce signal indiquerait à Izard qu'il devait poursuivre son attaque.

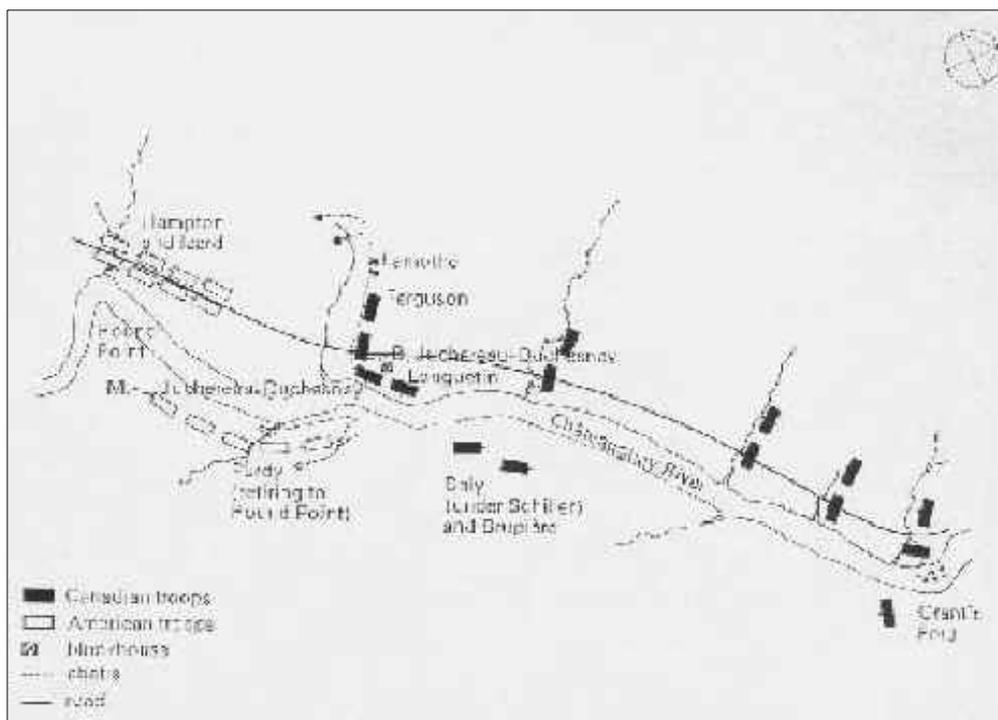


Figure 6. Le champ de bataille à 14 heures le 26 octobre 1813.

(Avec la permission de Parcs Canada)

À environ 10 heures, le détachement de tête de Izard arriva en vue du piquet commandé par Guy. Plusieurs coups de feu furent échangés tandis que le piquet reculait vers l'abattis. Sur réception des comptes rendus, de Salaberry s'avança avec la Light Company of the Canadian Fencibles du capitaine Georges Ferguson, deux compagnies de Voltigeurs sous le commandement des capitaines Jean-Baptiste et Michel-Louis Juchereau-Duchesnay, 22 Indiens commandés par le capitaine J-M Lamothe³⁹ ainsi qu'une compagnie du 2^e Bataillon, Bataillon sédentaire de Beaucharnois.

Une fois parvenu à l'abattis, de Salaberry constata que Guy et Johnson dirigeaient la défense. Hampton ne semblait pas avoir l'intention de continuer d'attaquer. Bien que le piquet soit engagé, rien ne semblait se passer sur la rive sud. Incertain quant à la situation de Purdy, Hampton donna l'ordre à Izard de faire halte. Rapidement, les coups de feu s'éteignirent près de l'abattis.

De Salaberry disposa ses compagnies en fonction du renseignement sur l'ennemi recueilli par Guy et Johnson. Il ordonna à Lamothe et à ses Indiens de s'installer dans les épais buissons sur la droite où leurs cris de triomphe et leur présence pourraient dissuader l'ennemi, effrayé par les Indiens, de se déplacer autour du flanc droit. Il disposa quatre compagnies le long de l'abattis et de la rivière. À droite de l'abattis se trouvaient les Fencibles de Ferguson et à côté de ce dernier, jusqu'à la rivière Châteauguay, la compagnie de Voltigeurs de Jean-Baptiste Juchereau-Duchesnay. Le long de la berge, il posta la compagnie de Voltigeurs de Michel-Louis Juchereau-Duchesnay et à sa gauche, la milice de Longuetin. Ces deux compagnies furent disposées de façon à faire feu sur le flanc de la colonne de Purdy. Macdonell, le commandant de la réserve, fut également averti des mouvements de Purdy. Il ordonna à la compagnie de flanc gauche du 3^e Bataillon de milice d'élite, commandée par le capitaine Charles Daly, et à la compagnie de flanc gauche du 1^{er} Bataillon de milice d'élite, commandée par le capitaine G.G. Tonnancour, d'appuyer Brugière qui se trouvait déjà de l'autre côté du gué.

Peu après l'établissement de ce dispositif, les deux compagnies du détachement d'avant-garde de Purdy firent feu sur les troupes de Brugière. À la suite d'un échange de feu rapide, le détachement d'avant-garde effectua un désengagement, rejoignant la force désorganisée de Purdy qui patageait dans les marais. On donna l'ordre à Daly et à Brugière de poursuivre les Américains, tandis que de Tonnancour demeurait en réserve près du gué. Entre temps, Hampton ne s'était pas déplacé, attendant que les conditions qui prévalaient le long de la rivière favorisent son attaque. En se fondant sur les comptes rendus transmis par les compagnies avant et la vive résistance opposée par Daly et Brugières, Purdy renonça à effectuer tout autre mouvement en aval et fit halte. Il était environ 11 h. C'est alors que Purdy avisa Hampton du dilemme dans lequel il se trouvait.

Vers 14 h, l'un des officiers d'état-major de Hampton donna l'ordre à Purdy de se retirer quatre milles en amont. C'était maintenant au tour de Purdy d'être perplexe. Se demandant pourquoi on lui avait ordonné d'effectuer cette marche de flanc, Purdy n'eut guère le temps de réfléchir car « la colonne fut attaquée furieusement par le tir nourri de l'ennemi, accompagné des cris des sauvages »⁴⁰. Daly et Brugière avaient rattrapé Purdy et l'attaquaient.

Durant les trois heures qui suivirent le revers initial de Purdy, Hampton demeura presque inactif. Il permit aux hommes de Izard (à l'exception des troupes avant) de faire du feu et de préparer leurs repas, mais ne tenta aucune attaque contre la position principale de de Salaberry. Enfin, à 14 h, il ordonna à Izard d'avancer, peut-être en raison du son des tirs de fusils provenant de la position de Purdy.

Tandis que les Américains s'approchaient de l'abattis, de Salaberry pris l'initiative. Lorsqu'une imposante colonne américaine fut en vue, il tira un seul coup qui abattit un officier américain à cheval. Puis, les clairons canadiens sonnèrent le « Commencez le feu »; Izard réagit en alignant ses compagnies à partir de la gauche et en tirant des salves ordonnées. Comme la forme de l'abattis était arrondie, Izard rajusta sa ligne afin de concentrer son tir sur la droite des Canadiens. Sentant la victoire imminente, les fantassins américains se mirent à pousser des cris. Saisissant l'importance du moment, de Salaberry ordonna à ses hommes de crier également. Les cris de triomphe des Indiens accompagnèrent leur tapage. De Salaberry ordonna également que « les clairons sonnent dans toutes les directions afin de donner à l'ennemi l'illusion que nous étions beaucoup plus nombreux »⁴¹. Macdonell envoya deux compagnies de réserve à l'abattis.

Cette ruse de guerre porta fruit. Convaincus qu'ils faisaient face à une force plus considérable, les Américains réduisirent leur tir. Ils donnèrent l'impression que leur attention avait été détournée. La ligne canadienne tint bon.

De l'autre côté de la rivière, Daly et Brugière étaient en train de rattraper Purdy. Vers 14 h 15, les deux compagnies de Daly parvinrent à portée réduite de Purdy et tirèrent une rafale. Au cours de la riposte, Daly fut blessé, puis il ordonna la charge. Il fut alors encore blessé, cette fois grièvement. Brugière fut touché également et le commandement des deux compagnies revint au lieutenant Benjamin Schiller. Pressé de toutes parts par les Américains, Schiller ordonna le retrait. Tandis que Schiller battait en retraite avec Daly qui était blessé, les hommes de Purdy se ruèrent à leur poursuite. Lorsqu'ils sortirent en trombe à découvert, près de la berge de la rivière, ils furent stupéfaits d'apercevoir de Salaberry sur la berge opposée, debout sur une souche, les regardant froidement à travers un télescope. Il était entouré des Voltigeurs et de la milice. Un tir nourri décima les rangs des troupes de Purdy, interrompant leur progression et permettant à Daly et à Brugière de regagner leur terrain. Des groupes d'Américains s'enfuirent dans les fourrés. Il était maintenant 14 h 30.

Alors que, de sa position éloignée sur la berge il était témoin du désengagement désorganisé, Hampton reçut le message antérieur de Purdy lui annonçant qu'il avait fait halte. Constatant que l'attaque de Purdy avait échoué, Hampton rompit l'attaque et ordonna à Izard de se retirer environ trois milles plus loin. Purdy reçut l'ordre d'effectuer un désengagement. Il se dirigea en amont de la rivière et établit une position défensive dans un coude de cette dernière. Convaincu que Hampton couvrirait sa traversée et protégerait ses blessés, Purdy fut abasourdi d'apprendre que ce dernier se trouvait déjà un mille plus loin à l'arrière. Il ne pouvait compter que sur lui-même. Il fit construire des radeaux et les difficultés de la traversée furent aggravées par le tir incessant des Indiens.

Les Canadiens commencèrent à recueillir les blessés. Le major-général de Watteville, sir George Prevost et des membres de leur état-major arrivèrent à temps pour observer la retraite de Izard. Prevost s'adressa à une partie des troupes et félicita de Salaberry pour le choix du terrain et le déroulement de la

défense⁴². Les renforts arriveraient sous peu. Après avoir été avertis de la possibilité d'une autre attaque, de Watteville et Prevost quittèrent les lieux.

Les soldats passèrent une nuit misérable à leurs positions et sur le terrain où ils avaient combattu. Des piquets surveillaient Hampton.

Ce jour-là, deux Canadiens furent tués, seize furent blessés et quatre furent portés disparus. Le nombre de pertes américaines varie selon les sources; on estime qu'il y eut 21 morts, 33 blessés et 29 portés disparus.

Le lendemain, Macdonell renforça la position avant au moyen de trois autres compagnies de sa réserve. En raison d'une pluie abondante, les soldats des deux armées demeurèrent dans leur inconfort et seuls quelques coups de feu furent échangés, parfois entre les membres égarés de troupes de la même force. Le 27 octobre, les troupes de Purdy réussirent à traverser la rivière à gué et à faire la jonction avec Hampton près de Spears'. Un autre conseil de guerre fut tenu. Il fut convenu à l'unanimité « qu'il était nécessaire, pour la protection de l'armée et la réalisation de l'objectif évident du gouvernement que nous retournions immédiatement, en formation de marche, à une position qui nous permettra d'assurer nos communications avec les États-Unis, afin de nous retirer dans des quartiers d'hiver ou d'être prêts à frapper en contrebas »⁴³. L'armée commença à se déplacer le 28 octobre, sous les yeux des Indiens de Lamothe. Le désengagement fut entravé par la destruction de plusieurs ponts et le harcèlement des Canadiens. Ces derniers trouvèrent des quantités considérables d'équipement éparpillées le long de la route⁴⁴. Le 29 octobre, les Indiens attaquèrent le camp américain, tuant une sentinelle et en blessant sept autres. À la fin du mois, de Salaberry reçut confirmation que Hampton et ses troupes avaient quitté le territoire canadien et retournaient à Plattsburg.

Pendant le désengagement de Hampton, la colonne américaine commandée par le général Wilkinson se dirigeait vers Montréal, le long du Saint-Laurent⁴⁵. Le 11 novembre 1813, environ 800 soldats venus de Kingston affrontèrent Wilkinson à Chrysler's Farm⁴⁶. Plusieurs attaques non coordonnées eurent lieu, mais la ligne britannique disciplinée tint bon. Sachant que Hampton avait échoué, Wilkinson décida que la campagne était vouée à l'échec et retourna aux États-Unis.

Bien que l'année ait mal commencé pour les Britanniques, les répercussions de leurs défaites antérieures furent amoindries par la défaite de Wilkinson et de Hampton. Ils tirèrent rapidement avantage de ces succès et reprirent possession de Fort George et de Fort Niagara, incendiant plusieurs villes américaines sur leur passage.

Comparativement aux événements qui se déroulaient en Europe, la bataille de Châteauguay ne constitua qu'un petit épisode de ce qui fut considéré comme une guerre mineure et périphérique. Le sort de Napoléon et de l'Europe étaient en jeu. Cependant, comme en Europe, les armées qui s'affrontèrent en Amérique du Nord se battaient également pour l'avenir d'un continent. La campagne menée par les Américains contre le Bas-Canada constitua en 1813 leur dernier effort important pour s'emparer de l'Amérique du Nord

britannique. Sur le plan stratégique, les 300⁴⁷ Canadiens qui se battirent aux positions avancées sur la Châteauguay ont contenu un ennemi dont la taille était dix fois supérieure à la leur et l'ont obligé à se retirer. La défaite subséquente de Wilkinson à Crysler's Farm confirma la fin des espoirs de conquête américains. Elle en dit long également sur le service de la milice du Québec et des Canadiens dans les régiments « britanniques ».

De Salaberry reçut des éloges pour sa conduite. Les deux chambres de l'assemblée législative provinciale votèrent en faveur de remerciements officiels et un poème, qui fit de Salaberry un héros classique, fut publié. Les officiers de son régiment lui remirent un plateau en argent. De Salaberry et Macdonell reçurent la médaille de vermeil de l'Armée⁴⁸, qui fut remplacée par le titre de Compagnon de l'Ordre du Bain en février 1817. Quant aux soldats, afin que leurs services soient reconnus, ils durent attendre la création de la médaille pour services généraux⁵⁰ en 1847. De Salaberry fut nommé officier supérieur inspecteur des troupes légères en 1814, mais sa carrière militaire fut écourtée en raison de ses problèmes de santé, et à partir du 25 juillet 1815, il toucha une demi-solde⁵¹. Il fit de la politique et demeura actif dans un certain nombre de domaines. Il rendit l'âme le 27 février 1829⁵². Macdonell retourna en Angleterre et reçut une demi-solde à compter de 1817⁵³.

Du point de vue militaire, la bataille de Châteauguay a démontré l'application fructueuse de plusieurs principes de la doctrine canadienne actuelle, c'est-à-dire l'utilisation des fonctions de combat suivantes : opérations d'information, protection, puissance de feu et commandement. Au début du 18^e siècle, les combattants utilisaient principalement le fusil à âme lisse et à chargement par la bouche, ainsi que des balles de calibre 0,71 (à quelques différences près entre les armées). Le chargement de cette arme se faisait en plusieurs étapes et elle n'était efficace qu'à une portée de 100 verges, mais une ligne ou une colonne disciplinée et très serrée⁵⁴ pouvait être rapidement arrêtée lorsqu'elle était engagée de façon rapprochée par un adversaire. Le premier coup était le plus efficace, après quoi les ratés, les erreurs de chargement, l'encrassement des fusils, ou tout simplement la peur, amoindrissaient l'efficacité. L'exactitude du pointage diminuait également. Entre temps, l'ennemi se rapprochait. Les lignes avançaient et faisaient feu l'une sur l'autre, face à face, chaque camp attendant que l'autre soit rompu. La détermination était fondée sur l'arrivée de troupes fraîches, une « charge » (en fait, il s'agissait davantage d'une marche rapide visant à rompre un adversaire démoralisé les coups de baïonnettes étaient rares). À ce stade, l'apparition d'une ligne de soldats suffisait à rompre un ennemi ébranlé et à l'inciter à s'enfuir ou à causer l'effondrement de l'ennemi. À l'époque, les batailles prenaient surtout l'allure d'une guerre des nerfs. À Châteauguay, la puissance de combat des Canadiens fut largement augmentée par l'anéantissement de la volonté du commandement ennemi. En raison de leur propre peur, de leur manque de conviction et de l'impression trompeuse créée par l'ennemi, Hampton et Purdy devinrent convaincus qu'ils faisaient face à un ennemi bien plus imposant. Compte tenu du faible nombre de pertes des deux côtés, la défaite sur le plan moral s'est avérée d'une plus grande importance que la destruction physique. De Salaberry se révéla un commandant d'unités efficace qui, en faisant preuve de détermination, en exploitant sa connaissance

des mouvements de l'ennemi, en choisissant judicieusement le terrain, en faisant alterner les efforts et en organisant une déception intelligente, brisa le moral de son adversaire. La situation des Américains fut aggravée par la maladie, les difficultés de maintien en puissance et les relations professionnelles désastreuses entre Wilkinson, Hampton et Armstrong.

Les effets de la défaite stratégique se manifestèrent rapidement. Il fut déclaré que la campagne de Wilkinson-Hampton, « marchant et reculant de façon déshonorante, serait un sujet parfait pour un opéra comique »⁵⁵. On remit sérieusement en question la capacité d'un officier général de planifier, d'organiser ou de coordonner des opérations difficiles, en plus de saisir la stratégie sous-jacente. Quoi qu'il en soit, Montréal était un objectif trop distant et trop solide. La carrière publique de Wilkinson et de Hampton était anéantie. Des chefs plus compétents se manifestèrent et on améliora l'entraînement de l'armée. En fait, l'armée américaine de 1814 serait beaucoup plus redoutable, comme les Britanniques et les Canadiens allaient bientôt le constater.



Le capitaine John Grodzinski détient un B.A. en Sciences politiques de l'Université McMaster et il vient d'entreprendre une maîtrise ès arts au titre du programme des études de guerre au Collège militaire royal du Canada. Il a fait deux périodes de service dans le Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) et deux périodes d'administration dans le domaine des opérations domestiques dans l'Ouest canadien et dans le Canada atlantique. Il a suivi le cours d'officier de l'Arme blindée de niveau avancé au Centre des blindés des États-Unis à Fort Knox, au Kentucky, et il est diplômé du Cours de commandement et d'état-major de la Force terrestre de niveau I. Il travaille actuellement à la Direction de la doctrine de l'Armée de terre comme rédacteur en chef du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre.



Notes

1 Extrait de *The Battle of Châteauguay*, de Suthern, Victor J.H., *Occasional Papers in Archeology and History*, no 11, Ottawa : Service des lieux historiques nationaux, 1974, p. 143. [\[Retourner\]](#)

2 Plusieurs excellentes études ont été publiées dernièrement à ce sujet. Deux d'entre elles sont à noter : *His Majesty's Indian Allies*, de Allen, Robert, Toronto : Dundurn Press, 1972, et *A Wampum Denied : Proctor's War of 1812*, de Antal, Sandy, Carleton University Press, 1997. [\[Retourner\]](#)

3 « *The War of 1812 in Canadian History* », de C.P. Stacey, dans *The Defended Border: Upper Canada and the War of 1812*, de Zaslow, Morris, Toronto : The MacMillan Publishing Company of Canada, 1964, p. 331 [\[Retourner\]](#)

4 Certains historiens américains ont été jusqu'à décrire la guerre de 1812 comme la « deuxième guerre de l'Indépendance », oubliant que le but des Américains était de s'emparer de l'Amérique du Nord britannique. Parce qu'ils ont échoué, l'indépendance « canadienne » a été assurée, tout comme celle des Américains. [\[Retourner\]](#)

5 De 1791 à 1841, le « Canada » comprenait deux provinces, soit le Haut-Canada (l'Ontario) et le BasCanada (le Québec), créées en vertu de l'Acte constitutionnel. Les provinces de l'Atlantique représentaient des territoires distincts. Chaque province était responsable de l'établissement des règlements régissant sa milice. [\[Retourner\]](#)

6 Le « mythe de la milice », qui a fait son apparition après la guerre de 1812 et s'est maintenu jusqu'au début du présent siècle, est digne de mention. Ses plus grands défenseurs étaient l'archevêque John Strachan et le lieutenant-général sir Sam Hughes. La croyance selon laquelle les miliciens loyalistes avaient sauvé le Canada des Américains constituait le fondement du « mythe ». Les opposants du mythe estiment que la milice a manqué de loyauté et fut inutile. La vérité se trouve entre ces deux pôles. Comme la milice protégeait les forts et les lignes de communications, accomplissait les corvées et participait même aux batailles, les réguliers pouvaient se consacrer entièrement aux opérations de combat. La milice perdit de l'importance à la suite de l'abdication de Napoléon en 1814 lorsque des renforts britanniques considérables furent envoyés en Amérique du Nord. L'efficacité de nombreuses unités de milice fut augmentée par la présence d'un grand nombre d'officiers canadiens qui avaient acquis de l'expérience dans des troupes incorporées, l'armée britannique ou les deux. En fait, un historien a laissé entendre que les miliciens américains ne possédaient pas le même degré de professionnalisme que leurs homologues canadiens. Les défenseurs du « mythe de la milice » s'en sont également servis pour s'opposer à l'établissement et à l'expansion de la force permanente à la fin du 19^e siècle. Il s'agit d'un débat intéressant qui nécessite des recherches plus poussées. Voir *The War of 1812: Land Operations*, de Stanley, George F.G., Toronto : MacMillan du Canada, 1983, p. 417, et *Soldiers of the King: The Upper Canadian Militia 1812 1815*, de Gray, William, Erin ON : The Boston Mills Press, 1995, p. 43, 44. [\[Retourner\]](#)

7 Le terme « de ligne » sert à distinguer l'armée régulière des autres effectifs. Il exclut les gardes, les soldats d'infanterie de marine, les soldats de la garde nationale, les miliciens, la cavalerie de réserve volontaire et les unités volontaires. Les régiments de soldats de la garde nationale furent levés pour exercer un service limité pendant une période déterminée. Traditionnellement, ils étaient responsables de la défense « locale » qui fut élargie, au Canada, de manière à comprendre le service n'importe où sur le continent. Le corps provincial était restreint à une région moins étendue. Voici la liste des corps de ligne, des corps de soldats de la garde nationale et des corps provinciaux levés au Canada, qui faisaient partie des effectifs britanniques : le 104th Foot (levé en 1803 sous le nom de *New Brunswick Fencible Infantry*, qui est devenu un régiment de ligne britannique en 1810); *The Royal Newfoundland Regiment* (levé en 1803); *The Canadian Fencible Infantry* (formée en 1803) et *The Glengarry Light Infantry Fencibles* (qui ont été intégrés dans les effectifs de l'armée en août 1812). Toutes ces unités ont été dissoutes en 1816 ou en 1817.

[\[Retourner\]](#)

8 Il s'agissait du contingent de militaires et d'officiers de l'Armée britannique, qui était modifié tous les ans. Les unités levées au Canada pour être intégrées aux effectifs britanniques étaient assujetties aux mêmes règlements et conditions de service que les autres corps de l'Armée britannique. La responsabilité financière de ces unités incombait aux Britanniques.

[\[Retourner\]](#)

9 Le régiment a été levé par celui que l'on appelait alors le major de Salaberry. En 1813, les compagnies de flanc du 4^e Bataillon, de la milice d'élite et de la Frontier Light Infantry y furent rattachées. Les Voltigeurs ont été dissous en mars 1815. Voir *Military Uniforms in Canada 1665 1970*, de Summers, Jack L. et de René Chartrand, Ottawa : Musées nationaux du Canada, 1981, p. 67, et *Officers of the British Forces in Canada During the War of 1812 1815*, de Irving, L. Homfray, Welland : Tribute Print, 1908, p. 105 - 109. [\[Retourner\]](#)

10 La terminologie applicable à la milice pendant cette période peut porter à confusion. Tandis que des unités de soldats de la garde nationale et des unités provinciales étaient levées pour être intégrées aux effectifs britanniques, des militaires étaient également recrutés (surtout par tirage au sort) dans la milice sédentaire pour entrer en service actif dans les unités « incorporées ». Par exemple, dans le Bas-Canada, huit bataillons de la « milice d'élite » recrutaient des militaires dans plusieurs divisions (régions de recrutement géographiques); le 2^e Bataillon de la milice de Montréal a été affecté à des tâches de garnison en juillet 1812, relevé de ses fonctions le 24 août, remis en service à nouveau en novembre 1812 et en novembre 1813, puis démantelé le 24 novembre 1813; dans le Haut-Canada, plusieurs unités de la milice ont participé à un certain nombre de batailles. Les unités « incorporées » étaient généralement des unités volontaires levées par un notable local. Les corps « provinciaux » correspondaient à une certaine forme de force régulière provinciale. Bien que les unités incorporées aient participé à plusieurs batailles, le soutien était leur rôle principal. Elles construisaient des fortifications, assuraient le service de la garde ou protégeaient les approvisionnements. Il existait également des unités « provisoires » ou temporairement levées, ainsi que des unités spéciales formées à partir de compagnies d'autres régiments. Voir *Soldiers of the King*, de Gray; *Military Dictionary*, de James, Charles, London : The Military Library, 1802 et *The Canadian Militia: A History of the Origin and Development of the Force*, de Chambers, capitaine Ernest J., Montréal : L.M. Fresco, sans date; *Fort Wellington: A Narrative and Structural History 1812 1838*, de Burns, Robert J., Ottawa : Manuscript Report Series no 296, 1979; et enfin, Irving.

[\[Retourner\]](#)

11 Voir Stanley, p. 257 - 258. [\[Retourner\]](#)

12 Voir *Amateurs, To Arms! A Military History of the War of 1812*, de Etling, John R., New York, Da Capo Press, 1995, p. 147. [\[Retourner\]](#)

13 Le fortin qui s'y trouvait fut attaqué par une force sous les ordres du colonel Zebulon Pike qui ne savait pas que la garnison avait quitté les lieux. Un

groupe de miliciens américains les y rejoignit par la suite et tira sur les hommes de Pike, convaincu qu'il s'agissait de l'ennemi. Une force canadienne revint sur les lieux et obligea les Américains à effectuer un désengagement. Cette force était commandée par le lieutenantcolonel de Salaberry, le héros du présent récit. Pike a été tué en 1813 pendant l'attaque de York. [\[Retourner\]](#)

14 Voir Stanley, p. 143 et 167. [\[Retourner\]](#)

15 Les plans des Américains ont été entendus par hasard par Laura Secord, qui en informa les Britanniques. [\[Retourner\]](#)

16 C'est durant cette bataille que le grand chef indien, Tecumseh, a été tué. [\[Retourner\]](#)

17 Voir Stanley, p. 214 - 215. [\[Retourner\]](#)

18 Voir Suthern, p. 101. [\[Retourner\]](#)

19 Voir Etling, p. 137 - 138. [\[Retourner\]](#)

20 L'origine de cette haine est obscure. Hampton estimait que Wilkinson était corrompu et qu'il n'était même pas « digne d'être remarqué par un gentleman ». Au fil des ans, leur querelle avait divisé l'armée en cliques hostiles. Voir Etling, p. 136 - 137. [\[Retourner\]](#)

21 Voir Stanley, p. 254. [\[Retourner\]](#)

22 Voir Suthern, p. 103. [\[Retourner\]](#)

23 Cette unité était composée de canonniers-conducteurs. [\[Retourner\]](#)

24 Les deux « compagnies de flanc » du Bataillon d'infanterie étaient souvent regroupées en bataillons provisoires. Voir la note 25. [\[Retourner\]](#)

25 Les bataillons d'infanterie comprenaient huit compagnies « de ligne », une compagnie légère et une compagnie de grenadiers. Les deux dernières étaient désignées sous le nom de « compagnies de flanc ». Les compagnies de ligne étaient également appelées des compagnies « de bataillon ». [\[Retourner\]](#)

26 Voir Suthern, p. 106. [\[Retourner\]](#)

27 Voir Stanley, p. 251. [\[Retourner\]](#)

28 L'un d'entre eux, Édouard, fut tué à Badajoz le 6 avril 1812, en même temps que Francis Simcoe, fils de John Graves Simcoe, le premier gouverneur du Haut-Canada. Voir Charles de Salaberry: *Soldier of the Empire, Defender of Quebec*, de Wohler, J. Patrick, Toronto : Dundurn Press Limited, 1984, p. 29. [\[Retourner\]](#)

29 Voir Suthern, p. 109. [\[Retourner\]](#)

30 Voir Suthern, p. 111. [\[Retourner\]](#)

31 Voir Stanley, p. 253. [\[Retourner\]](#)

32 Il s'agissait d'une colonie de peuplement appartenant à un homme nommé Spears. Elle s'appelle maintenant Ormstown. [\[Retourner\]](#)

33 Le 2e Bataillon, Division de Beauharnois, avait été incorporé le 27 septembre 1813. [\[Retourner\]](#)

34 Une petite fortification perpendiculaire à la ligne principale. [\[Retourner\]](#)

35 4th, 33rd et 34th United States Infantry. Les unités de milice et de volontaires venaient de New York. [\[Retourner\]](#)

36 Voir Suthern, p. 120. [\[Retourner\]](#)

37 L'ordre avait été rédigé par le ministre de la Guerre, John Armstrong, le 16 octobre. « Hampton a conclu trop vite que la campagne était terminée, il s'est imaginé qu'il était sacrifié et qu'il ne pouvait ` ni se sentir en sécurité, ni préserver son honneur '. Il donna sa démission sur-le-champ; s'il n'avait pas déjà engagé les forces de Purdy, il aurait pu marcher en sens inverse le lendemain matin », Etling, p. 146. Hampton écrivit : « Cet ordre a anéanti mes espoirs et m'a incité à me demander sérieusement si je recevrais le soutien efficace qui avait été prévu. J'aurais rappelé la colonne, mais elle était déjà en mouvement et la noirceur rendait la chose impossible la nuit. Je ne pouvais que continuer à avancer », Suthern, p. 120. Armstrong avait omis de souligner que cet ordre ne constituait qu'une mesure de précaution. [\[Retourner\]](#)

38 Ce bataillon fut formé à Kingston en juin 1813; il comprenait deux compagnies de flanc de la 2e et de la 5e milice d'élite, ainsi que la première compagnie de flanc de la 3e milice d'élite. [\[Retourner\]](#)

39 Lamothe était un agent du département des Affaires indiennes, lequel établissait les politiques relatives aux Indiens en Amérique du Nord. À cette époque, les alliances militaires avec les Indiens étaient d'une importance capitale et souvent, les agents étaient également des officiers militaires. Lamothe détenait le grade de « résident et capitaine » auprès des Abenaquis et des Iroquois. Il était également un officier du 3e Bataillon de la milice de la Ville de Montréal. Voir Irving, p. 169, 214 et 217. [\[Retourner\]](#)

40 Voir Suthern, p. 129. [\[Retourner\]](#)

41 Voir Suthern, p. 129. [\[Retourner\]](#)

42 Dans un rapport confidentiel, de Watteville se montre moins élogieux à l'égard de de Salaberry; « cet officier a commis une grave erreur en omettant de signaler à son commandant [de Watteville] l'approche de l'ennemi, probablement en raison de l'effet de surprise ou d'une négligence volontaire, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, était hautement critiquable ». De Watteville ne fut informé de l'approche que par un message de Macdonell et l'arrivée des blessés en canot. Cependant, il était impossible qu'il n'ait pas entendu les coups de feu. Il aurait pu décider de demeurer à La Fourche pour diriger le combat. Le rapport rédigé par de Watteville ternit la réputation de de Salaberry, mais ce dernier réussit à recevoir les témoignages de reconnaissance voulus pour la bataille. Voir Suthern, p. 120 et Wohler.

[\[Retourner\]](#)

43 Voir Suthern, p 138. [\[Retourner\]](#)

44 On signala 150 fusils et 6 tambours. [\[Retourner\]](#)

45 Plusieurs unités de la milice sédentaire furent appelées afin de contrer cette menace. [\[Retourner\]](#)

46 Également connu sous le nom de Chrystler's Farm. [\[Retourner\]](#)

47 Voici le dispositif canadien durant la bataille (Source : Suthern, p. 133)
[\[Retourner\]](#)

48 La médaille de vermeil de l'Armée fut instituée en 1810 et accordée aux généraux et aux officiers supérieurs pour leur bravoure durant la guerre péninsulaire et la guerre de 1812. La médaille était de deux grosseurs, la plus grosse des deux médailles était accordée aux généraux. Le nom et le grade du destinataire étaient gravés sur le pourtour de la médaille et le nom de la bataille pour laquelle elle était remise, au verso. Au total, 596 petites médailles de vermeil furent accordées, dont 18 pour la guerre de 1812 (Fort Detroit, Châteauguay et Crysler's Farm). Voir *British Battles and Medals* de E.C. Joslen, London : Spink, 1988, p 67-68. [\[Retourner\]](#)

49 Le Très honorable Ordre du Bain fut institué en 1725. En 1815, on établit des catégories civiles et militaires, ces dernières étant subdivisées en trois. Après la guerre péninsulaire de 1814, on cessa d'accorder la médaille de vermeil de l'Armée et on la remplaça par l'Ordre du Bain. De Salaberry et Macdonell furent tous deux nommés Compagnons de l'Ordre du Bain. Voir Joslen, p. 66 et *The Medal Yearbook 1998* de Mackay, James, et al, éd.. Honiton, R.-U. : Token Publishing Limited, 1998, p. 52. [\[Retourner\]](#)

50 La création de la médaille pour services généraux a été autorisée le 1er juin 1847 et elle fut frappée en 1848. Les 29 barrettes accordées avec la médaille commémoraient les batailles qui eurent lieu entre 1793 et 1814. Étant donné le nombre d'années qui s'étaient écoulées, seules 26 650 demandes furent formulées. Un bon nombre des médailles furent remises aux plus proches parents, car les destinataires étaient décédés. Au total, 911 médailles furent accordées pour la guerre de 1812. Parmi celles-ci, 339 médailles à une barrette furent remises pour la bataille de Châteauguay (un membre de la milice du Haut-Canada, 251 soldats du Bas-Canada, 82 Indiens, 4 membres de la Royal Artillery et un « autre »), six médailles à deux barrettes furent accordées pour les batailles de Fort Detroit et de Châteauguay ou de Châteauguay et de Crysler's Farm et trois médailles à trois barrettes pour les batailles de Fort Detroit, de Châteauguay et de Crysler's Farm. Voir Joslen p. 69, 70 et 78 et Stanley, p 425-426. [\[Retourner\]](#)

51 Cette allocation était accordée à titre d'indemnité aux officiers dont le corps avait été dissous et dont les services n'étaient plus requis ou aux individus qui avaient pris leur retraite. Voir le *Military Dictionary*, de James. [\[Retourner\]](#)

52 Un monument en l'honneur de de Salaberry fut dévoilé à Chambly en 1881.

[\[Retourner\]](#)

53 Voir Irving, p. 29, note 14, et p. 107, note 1. [\[Retourner\]](#)

54 Un bataillon de 600 hommes en ligne sur deux rangs s'étendait sur une largeur de front d'environ 200 verges. [\[Retourner\]](#)

55 Voir Ettling [\[Retourner\]](#)

Position	Unité	Effectifs
Rive nord de la Châteauguay	De Salaberry	1
	Capitaine Lamothe et ses Indiens	22
	Les Fencibles du capitaine Ferguson	72
	Les Voltigeurs (deux compagnies) commandés par les capitaines Juchereau-Duchesnay	140
	La compagnie du capitaine Longuetin, 2 ^e Bataillon de la milice sédentaire de Beauharnois	66
Sur la rive sud de la Châteauguay	La compagnie de flanc gauche du 3 ^e Bataillon, le Lower Canada Select Embodied Militia, commandée par le capitaine Daly	50
	La compagnie de flanc gauche du 1 st Battalion Lower Canada Select Embodied Militia, commandée par le capitaine Tonnancour, accompagnée du bataillon léger de Macdonell	70
	La compagnie du capitaine Brugières, les Chasseurs d'élite de Châteauguay	40
En réserve		
À l'arrière de de Salaberry	Macdonell	1
	Cinq compagnies de Voltigeurs	300
	Huit compagnies du 2 nd Battalion Lower Canada Select Embodied	480

	Militia	
À l'arrière-droite de de Salaberry	1 ^{er} Bataillon de la milice sédentaire de Boucherville	200
	Indiens	150
Résumé	Ligne de feu	461
	Réserves	1 131
	Total	1 592

[English]

Les tendances dans le domaine du renseignement tactique

Conflit global et les forces canadiennes

Le capitaine Robert Martyn, CD

Pauvres rédacteurs de doctrine. Tous les efforts qu'ils déploient pour n'être lus presque par personne, sauf le personnel instructeur du Collège d'état-major. Continuellement aux prises avec des questions sur le rôle stratégique des formations de JAG (juge-avocat général) de la taille d'une brigade. Ils sont attirés vers les nouveaux pôles doctrinaux : maintenir le statu quo (tout en employant des mots à la mode) ou tenter de « canadianiser » les élucubrations futuristes des doctrinaires américains (*Revolution in Military Affairs, Force XXI, Army-After-Next et al*). Si je me fie au nombre d'articles sur les insignes et les uniformes publiés récemment dans le bulletin du MDN, *La feuille d'érable*, j'ai l'impression que l'« américanisation » a préséance.

Toutefois, la doctrine aussi rébarbative qu'elle soit est une question sérieuse. Elle modèlè notre façon d'envisager les conflits. Les soldats professionnels, dignes de ce nom, ont l'obligation de prendre part à des débats informés sur divers aspects de la doctrine avec laquelle nous pouvons être appelés à livrer bataille. Nous avons reçu des hommages bien mérités pour nos efforts en matière de secours aux sinistrés et nous avons conservé notre réputation de participants « inévitables » aux opérations de maintien de la paix de l'ONU; peut-être tout cela est un peu exagéré.

Dans une lettre récente parue dans *La feuille d'érable*, l'auteur fait valoir que la médiation au cours des conflits, sorte de diplomatie ponctuelle en campagne, peut devenir notre rôle le plus utile sur le champ de bataille; il ajoute que les secours humanitaires, nécessaires par suite des catastrophes causées par le réchauffement de la planète, prendront de



« L'attitude dominante du maintien de la paix » au sein des FC reposait en grande partie sur les trentes années d'expérience de nos troupes à Chypre.

l'ampleur¹. Une telle logique équivaut à établir des casernes de pompiers dans le but principal de sauver des chats incapables de descendre des arbres. Ce raisonnement ne devrait pas faire oublier à nos décideurs, à nos chefs militaires et à chacun des soldats des forces armées que notre principale raison d'être est

de combattre. Nous avons l'obligation morale de fournir à nos soldats le meilleur leadership et le meilleur soutien possible. Le renseignement tactique évolue dans ce sens.

Bien que les guerres conventionnelles aient été rares depuis 1945, il demeure que si les Forces canadiennes ne sont pas prêtes à prendre part à un tel conflit, le coût en pertes de vie au combat sera élevé. Au cours de la présente décennie - même s'il ne s'agissait pas de guerre totale - nos troupes ont déjà participé à des opérations de protection d'aérodromes dans un environnement chimique possible, pris part à l'échange de feu le plus important depuis la Corée au cours d'une mission de paix soi-disant bénigne, résolu une crise dans laquelle des citoyens armés ont malmenés les autorités civiles dans une de nos plus grosses villes ou prêté main forte à des pays en difficulté dans leur apprentissage de la démocratie. Époque intéressante, en effet.

Dans un scénario où, à un moment donné, on envisageait des armées interarmes manœuvrant à travers l'Europe de l'Ouest, le soutien du renseignement au bataillon d'infanterie ou au régiment blindé était relativement peu important. Je me propose de démontrer comment cette situation a changé en donnant un aperçu de l'évolution des conflits et des réponses des FC afin d'illustrer les tendances actuelles et les avenues possibles du renseignement tactique.

« STABILITÉ » INTERNATIONALE DEPUIS 1945

Il est généralement admis, notamment chez les Occidentaux, que le monde a été relativement calme depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Évidemment les gens qui ont subis les conséquences de conflits, que ce soit au Nicaragua, sur le plateau du Golan ou à Belfast, peuvent ne pas partager cette perception aussi globalement. De toute évidence, deux grandes influences agissant ensemble à l'occasion ont caractérisé les conflits au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. La première est la décolonisation rapide après la Deuxième Guerre mondiale. Certains efforts de décolonisation ont été moins difficiles que d'autres, selon la perspective européenne. Toutefois, cette décolonisation a encore des répercussions, à preuve les récents essais nucléaires en Inde et au Pakistan. En Indochine française, la victoire viêt-minh illustre bien à la fois l'indépendance coloniale et la progression continue du communisme international. Cette idéologie communiste a été l'autre grande influence à l'origine des conflits armés de la fin du vingtième siècle². La politique dite « d'endiguement », pratiquée en Corée, a fourni à l'Armée canadienne sa seule occasion de prendre part de façon importante à un conflit de moyenne intensité depuis 1945³. Globalement, au cours des cinquante dernières années, il y a eu environ 330 escarmouches de diverses intensités et durées. Parmi celles-ci, quatorze ont dégénéré en conflits majeurs auxquels ont pris part plus de 100 000 soldats. Si l'on écarte pour le moment les guerres de guérilla révolutionnaire, par exemple la guerre civile chinoise et la guérilla en Indochine française, il reste six conflits conventionnels auxquels ont pris

part des forces « équilibrées, polyvalentes et aptes au combat » : Corée, Israël/Égypte/Syrie (guerre des Six jours), Israël/Égypte/Syrie (Yom Kippour), Iran/Iraq, Malouines et la guerre du Golfe⁴. Je ne doute pas que certains lecteurs aimeraient que leurs conflits « préférés » figurent dans cette liste. Néanmoins, à mon avis, la liste des conflits énumérés plus haut prouve bien que les guerres limitées demeurent la norme dans notre monde moderne. Antérieurement, les guerres généralisées étaient considérées comme des solutions avantageuses par lesquelles « l'or, la gloire et le territoire étaient conquis ou même votre Dieu était justifié »⁵. Malgré d'autres facteurs limitatifs ou dissuasifs comme l'interdépendance de l'économie mondiale, la « déglorification » de la guerre, les armes nucléaires et la progression de la démocratie, très peu de pays, si tant est qu'il y en ait, possèdent un budget de défense suffisant qui leur permettrait de livrer des guerres d'envergure. Alors, qu'est-ce que l'avenir nous réserve?

Conflit futur : boules de crystal et tendances divergentes

Traditionnellement, la plupart des grandes armées ont cherché à se préparer à affronter un ennemi aussi bien armé et entraîné qu'elles. En effet, qu'il s'agisse du US 11th Armoured Cavalry Regiment à Hof en Allemagne de l'Ouest ou de la 122nd Guards "Banner of the Red Star" Motor Rifle Division en Allemagne de l'Est, la doctrine et l'équipement dans les deux camps étaient sensiblement les mêmes. Le nombre impressionnant de petites guerres au cours de cette période a été généralement ignoré. Toutefois, ces petites guerres ont été « redécouvertes » dans l'éclosion de la documentation d'après-guerre froide sur les conflits futurs. Comme nous le verrons, il y a deux tendances divergentes qui semblent coexister : la dévolution de la guerre, par laquelle la machette semble être l'arme privilégiée, et la technologie de l'information offrant plusieurs possibilités prometteuses de remporter des guerres presque sans effusion de sang.

Tribalisme...



Alors que l'on avait de plus en plus l'impression que les conflits prenaient une autre tournure, c'est le document « choc » de M. Samuel Huntington, intitulé *The Clash of Civilizations?* (Le choc des civilisations?), qui a suscité à cet égard un vif intérêt chez les académiciens et, dans une moindre mesure, chez les militaires⁶. L'auteur postule que les conflits futurs seront

Le résultat de la purification ethnique. Le contrôle de l'exhumation de fosses communes n'est pas une tâche normale de temps de guerre, mais elle en est une que nos soldats accomplissent trop fréquemment.

causés par des différences culturelles plutôt que par des disputes idéologiques ou des disparités économiques. Les conflits auront principalement lieu entre les civilisations

occidentales et les civilisations non occidentales et entre les civilisations non occidentales elles-mêmes. Entre autres exemples donnés par Huntington, celui des hostilités permanentes entre les Croates catholiques, les Bosniaques musulmans et les Serbes chrétiens orthodoxes dans l'ex-Yougoslavie n'est pas étranger aux FC.

Un autre théoricien respecté, Martin van Creveld, soutient sans équivoque qu'au plan d'un conflit global, le monde actuel ressemble de plus en plus au monde de la période pré-westphalienne (vers 1648) plus qu'à tout autre. Actuellement, les combats sont surtout l'affaire de groupes qu'on qualifie de terroristes, de bandits et de guérilleros. Faisant allusion à l'expérience des Américains à Beyrouth et des Soviétiques en Afghanistan, van Creveld souligne qu'« une grande partie de la puissance militaire actuelle est tout simplement inadéquate pour étendre ou défendre des intérêts politiques presque partout dans le monde. »⁷ Étant donné que les fonds provenant de « commanditaires » mus par des idéologies se font de plus en plus rares, les groupes organisés recourront au vol et à l'extorsion pour financer leurs activités; donc, les différences traditionnelles entre la guerre, le crime et le terrorisme seront encore moins nettes.

À l'avant-garde des théoriciens qui cherchent à déterminer le type de soldat qui participera aux conflits à venir, il faut mentionner un officier du renseignement à la retraite de l'Armée américaine, le lieutenant-colonel Ralph Peters. Dans ses nombreux articles, Peters souligne que nous nous acheminons vers un type de combattant hors norme, une « classe de nouveaux guerriers ». Parmi ces nouveaux guerriers, c'est-à-dire les rebuts de la société (ceux qui n'ont rien à gagner avec la paix, les oisifs peu instruits et sans avoirs véritables), l'homme de la rue entraîné un peu malgré lui dans les conflits, les militaires démobilisés sans autres intérêts véritables à part la vie militaire, les zélotes religieux et les opportunistes profiteurs, deux types sont tout particulièrement inquiétants : les bandits ou gangsters et les fanatiques religieux.⁸

Abondant dans le même sens, tout en ajoutant les calamités écologiques et la rareté des ressources comme causes potentielles de conflit, Robert Kaplan fait valoir dans son excellent article, intitulé *The Coming Anarchy*⁹, que les effets synergiques de la rareté des ressources, de la surpopulation, du crime, du tribalisme et de la maladie détruisent de plus en plus la cohésion sociale. Environ 95 pour cent de la croissance prévue de la population mondiale aura lieu dans les régions les plus pauvres du globe, là où les gouvernements sont déjà les moins aptes à remplir leurs

tâches. L'Armée de terre du Canada a une expérience de première main du climat d'anarchie qui règne en Somalie, au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie; Kaplan cite tous ces exemples.

... et techno-guerre

Les méthodes de combat presque « chirurgicales » des « techno-guerriers » contrastent très vivement avec le sombre tableau des conflits brutaux et violents tracé plus haut. Les tenants les plus représentatifs de cette théorie - hautement recommandés dans le milieu militaire des États-Unis sont peut-être Alvin et Heidi Toffler, les prophètes du « salut par la technologie ». Ces penseurs soutiennent la thèse que les techniques de guerre de « troisième vague », fondées principalement sur la technologie de l'information, par opposition aux techniques de guerre de « première vague » (agraires et tribales) et de « deuxième vague » (industrielles), sont les voies de l'avenir. Leur leitmotiv est la « dé-massification », théorie selon laquelle de petites formations qui gèrent mieux l'information et le ciblage que l'ennemi n'auront aucune difficulté à vaincre tout adversaire potentiel quel qu'il soit.¹⁰

C'est dans ce contexte que les opérations d'information (OI) revêtent toute leur importance. Les OI englobent les activités suivantes : sécurité des opérations, opérations psychologiques, déception militaire, guerre électronique et destruction physique, sans oublier l'aide aux affaires civiles et publiques.¹¹ Il ne s'agit pas d'un nouveau concept. En effet, dans une note datant de 1918, intitulée *Strategic Paralysis as the Object of Decisive Attack*, le major-général J.F.C. Fuller écrivait :

« Notre théorie actuelle consiste à détruire le personnel; notre nouvelle théorie devrait être la destruction du commandement. Non pas après que le personnel ennemi ait été désorganisé, mais avant qu'il soit attaqué, de sorte qu'il soit déjà en état de désorganisation au moment de l'attaque. »¹²

Les opérations d'information misent sur la sophistication grandissante de l'équipement, la connectivité et la technologie de l'information. Il ne s'agit pas d'attaques contre des réseaux d'ordinateurs (ARO) du type science-fiction, bien que cet élément fasse partie des OI. Le but des OI consiste à empêcher l'ennemi d'obtenir de l'information ou à lui fournir de l'information (peut-être erronée) sur nos activités, à amoindrir ou à détruire la fonction C3R (commandement, contrôle, communications et renseignement) de l'adversaire et, en général, à agir sur son processus décisionnel. Ce processus tout à fait dépendant de l'information est l'objectif clé, qu'il soit humain ou automatisé. Les OI peuvent viser à « pénétrer le cycle OODA (observation, orientation, décision et action) de l'ennemi » de sorte qu'on puisse lancer l'assaut avant qu'il soit en mesure de se défendre ou viser tout simplement à convaincre la population locale de ne pas nuire à nos opérations. Certains aspects des OI se prêtent d'emblée aux opérations de combat de grande envergure, par exemple la déception d'une structure du renseignement relativement sophistiquée dans le cadre d'une opération amphibie imminente. À l'inverse, pendant

qu'il assure la sécurité des opérations de secours humanitaire dans une société en déroute, l'ennemi peut ne pas être exposé à une attaque contre ses réseaux informatiques, étant donné que son infrastructure n'est pas fonctionnelle. Toutefois, une campagne de déception ou des OPSPSY cohérentes peuvent rapporter des dividendes dépassant largement nos investissements.



La guerre du Golfe a démontré l'efficacité du ciblage de précision, mais a souvent négligé de mettre en évidence le besoin additionnel d'information précise.

Si je résume la documentation actuelle, je crois que la leçon que tout ennemi peut tirer de la guerre du Golfe est de ne pas s'attaquer aux États-Unis et, partant, à leurs alliés de la force de coalition, en cherchant à rivaliser avec eux, c'est-à-dire en utilisant les mêmes armes¹³. Plus les progrès, annoncés par l'OTAN, dans le domaine de la guerre de l'information de haute technologie seront importants, moins nous serons susceptibles d'être attaqués sur ce front. Nos ennemis potentiels seront donc forcés de livrer une guerre de guérilla, de mener des attaques de type écologique ou d'utiliser d'autres techniques de guerre asymétriques. Vu la possibilité de plus en plus grande d'acquérir des armes de destruction massive, notamment des armes chimiques et biologiques, le terrorisme devient une option presque irrésistible.

Toutefois, les nations financièrement capables de se lancer dans une guerre de haute technologie ont pu constater à l'examen de la guerre du Golfe, l'utilité de la reconnaissance par satellite et des missiles de croisière à guidage de précision. Plusieurs nations « parias », comme l'Iraq, la Chine et la Corée du Nord, ont toutes manifesté leur intention de sacrifier le développement économique pour pouvoir acheter des armes. Si un conflit d'envergure dans le style de la guerre du Golfe éclatait, les technologies de guerre de « troisième vague » joueraient vraisemblablement un rôle primordial. Encore une fois, par profession,

nous devons « être optimistes, mais envisager le pire ».

La réponse des forces canadiennes à la situation mondiale

Le mandat des Forces canadiennes, réitéré récemment dans le Livre blanc sur la défense de 1994, consiste à fournir des « forces équilibrées, polyvalentes et aptes au combat ». Comme l'Armée de terre canadienne s'est toujours entraînée en vue d'effectuer divers types de missions, elle pourrait intervenir adéquatement dans presque toutes les situations. Cette souplesse était l'un des principaux atouts de l'Armée de terre. Toutefois, depuis le milieu des années 70, on a commencé à restreindre de plus en plus l'instruction militaire à cause des compressions financières. Entre autres conséquences de ces compressions, il y a eu une diminution importante et peut-être même une perte de la souplesse d'intervention exigée des forces armées, car les commandants ne bénéficiaient plus de la latitude voulue pour entraîner les troupes dans certains domaines, et ce, au-delà des normes minimales. Le ministre David Collonette, titulaire du portefeuille de la Défense de l'époque, conscient de cette réalité, affirma que : « Vu les dimensions et les moyens du Canada, il ne saurait et ne devrait être question de couvrir toute la gamme des activités militaires imaginables. »¹⁴ De plus, l'utilité de l'instruction axée sur les guerres conventionnelles où la masse des soldats est importante peut devenir de plus en plus contestable, car les contraintes d'ordre économique empêchent l'Armée de terre d'obtenir cette masse. Selon la politique officielle de l'Armée de terre, cette dernière doit, « avec l'aide considérable d'autres éléments des FC, assembler, entraîner et mettre en place un groupe-brigade apte au combat, complètement équipé et doté en personnel »¹⁵. Cela répond évidemment au niveau supérieur de maintien en puissance sans mobilisation. La rotation d'un seul groupement tactique mixte en Bosnie, révèle des signes de tensions dans le système.

Malgré les déclarations officielles à cet égard, le soldat moyen actuel continue de passer plus temps déployé en campagne ou affecté au soutien d'opérations que le soldat des années 70 ou 80 alors qu'existaient quatre groupes-brigades, d'où tirer les effectifs nécessaires. Toutefois, même si la réduction de l'équipement et de l'instruction au combat suscitent des appréhensions, nos soldats endosseront leurs attirails et iront de l'avant sans rechigner. Les nouveaux types de conflits et les restrictions budgétaires nous forcent à maximiser tous les efforts « de multiplication de force » afin d'alléger la tâche des soldats. En l'occurrence, il s'agit de remodeler le système du renseignement tactique.

Les tendances dans le système du renseignement

Le système du renseignement se caractérise par un effort continu dans le but d'obtenir des renseignements précis et en nombre suffisant pour ceux qui en ont besoin, normalement en dépit des contraintes de temps et d'un ennemi décidé à contrecarrer cette recherche ou à nous induire en erreur. La compréhension du caractère incertain de la production du renseignement, devrait mener à une planification plus flexible. Il est, en effet, préférable d'en arriver à des options adaptables que de lier les plans

d'action à des situations déterminées et peut-être non vérifiables des forces ennemies. Cette sensibilisation devient de plus en plus importante, car, il n'y a pas longtemps encore, il était rare qu'un soldat reçoive d'autres décorations que le ruban de Chypre. Mais, au rythme où se déroulent les opérations actuellement, nous avons des soldats expérimentés qui ont servis en ex-Yougoslavie, dans le golfe Persique, en Haïti, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Centrale. D'une part, les commandants constatent de plus en plus la nécessité d'obtenir des données de renseignement efficaces, mais, d'autre part, le système du renseignement accuse, semble-t-il, de nombreuses lacunes.

Lacunes perçues

Sur le plan doctrinal, les bataillons et les groupements tactiques reçoivent le soutien nécessaire en matière de renseignement des quartiers-généraux supérieurs. On n'a pas prévu, dans le contexte d'une intervention de l'OTAN en réponse à une agression des Soviétiques, que des groupements tactiques indépendants pourraient être en danger. C'est sans doute pour cette raison que dans la publication PFC 315(2), *Le renseignement de combat*, il n'est pas beaucoup question des opérations du renseignement au niveau inférieur à la brigade.

Historiquement, les « réalités opérationnelles » étaient basées sur l'expérience d'une période de six mois bain de soleil à Chypre. La seule incertitude tactique était immédiatement avant le renouvellement du mandat, alors que les belligérants menaçaient de recommencer à se lancer des roches, pour justifier la présence permanente des casques bleus. Cette situation peut souligner encore davantage les lacunes bien connues du renseignement, mais elle ne demandait pas nécessairement aux commandants d'utiliser le soutien du renseignement qui était et est disponible au niveau national.

En raison de la nécessité de s'assurer que les objectifs d'instruction sont atteints au cours des exercices en campagne, on a tendance à rédiger des scénarios ennemis de façon à éliminer les incertitudes au combat. Bien souvent on demandait à la section du renseignement de s'occuper de ces scénarios et des détails connexes; il devenait alors difficile pour le G2/OI d'apprendre au personnel de la section comment évaluer des renseignements, car le travail du personnel se limitait à marquer des cartes et à effectuer le service courant dans les PC.

Au Service du renseignement même, on semblait affectionner tout particulièrement le renseignement sur les transmissions (SIGINT) et le soutien d'imagerie fournis au commandement national, à l'exclusion de tout le reste ou presque. Il y avait évidemment des exceptions, mais je soupçonne qu'elles furent le fait d'individus qui avaient servi dans le Régiment aéroporté ou le Régiment des transmissions.

Finalement, la fonction du renseignement a été mal servie par la perception voulant que le Service du renseignement soit un pis-aller pour ceux qui n'avaient pas réussi à obtenir la classification de leur choix dans les armes de combat ou qui, à un moment donné de leur carrière, ne

répondaient plus aux critères médicaux exigés. On peut avancer, à tort ou à raison, que la création des classifications des Affaires publiques et du Perfectionnement de l'instruction a contribué à enlever un peu de pression à ce sujet. Toutefois, il y a une note positive : la diminution des effectifs militaires a eu pour effet d'augmenter la compétence opérationnelle du personnel qui, par choix, s'est joint au Service du renseignement.

En effet, les commandants et les états-majors avaient reçu peu de formation quant à l'emploi efficace du personnel du renseignement au cours d'opérations tactiques. Ceux qui ont tenté de recourir au Service du renseignement ont parfois été déçus par l'insuffisance du système du renseignement et/ou par la carence de son personnel ou du soutien qu'ils ont pu obtenir de sources nationales. Heureusement, on cherche à solutionner les problèmes réels et perçus dans le système du renseignement.

Sous-jacents aux principales tendances qui suivent, il y a trois facteurs qui sont intimement liés : la détermination des besoins, l'amélioration des activités réelles de renseignement et l'adoption des nouvelles technologies¹⁶. Ces facteurs devraient être évidents. Les priorités qui ne sont pas axées sur les opérations ne sont pas pertinentes. Si le commandant ne reçoit pas en temps opportun, un produit de renseignement approprié, les priorités établies sont inutiles. Si l'on n'assimile pas la technologie disponible, on n'effectue pas du bon travail, et cette inefficacité dénote une irresponsabilité sur le plan financier et prive nos troupes d'un avantage tactique possible; on contribue ainsi à élargir les lacunes dans le cycle OODA.

Soutien du renseignement là où il est nécessaire

Il appert que le renseignement demeure trop souvent fondé sur les « meilleures conjectures possibles », malgré tous les progrès effectués dans le domaine des techniques et de l'analyse. Plus l'instruction et l'expérience sont bonnes, plus le produit de renseignement est bon¹⁷. C'est là l'essentiel. Afin de fournir aux unités tactiques les plus souvent déployées des soldats capables de fournir le renseignement nécessaire, on a tendance depuis peu à affecter du personnel du Service du renseignement jusqu'au niveau des bataillons et des régiments. Compte tenu du démembrement du Régiment aéroporté du Canada et du retrait subséquent de soldats du Renseignement dans les unités d'armes de combat inférieures à la brigade, cette nouvelle tendance marque un retour à une structure plus efficace. Ce besoin devient plus évident du fait que le processus du renseignement est de plus en plus technique ces changements sont manifestes dans le système international et que, comme il a été mentionné, les Forces canadiennes n'ont jamais été autant déployées qu'elles l'ont été récemment.

Pendant longtemps, l'organisation des sections du renseignement dans les bataillons d'infanterie ou les régiments blindés a été dans une large mesure inadéquate; la qualité des sections dépendait beaucoup de l'opinion du commandant. Par exemple, au sein d'un même régiment, un

bataillon pouvait avoir comme chefs de la section du renseignement un lieutenant assez avancé dans la carrière et un sergent seul ce dernier ayant suivi le cours de renseignement de combat alors que, dans un autre bataillon, un capitaine compétent et respecté et un adjudant pouvaient être désignés comme chefs de la section du renseignement parce que le cmdt de ce deuxième bataillon accordait plus d'importance au renseignement qu'en accordait son homologue du premier bataillon.¹⁸



Une spécialiste du renseignement reçoit une télécopie classifiée d'une des compagnies déployées en Bosnie. La connectivité électronique avec le QG de division et le QG national était disponible. L'intégration en cours de la technologie des communications classifiées, permettra bientôt l'évaluation et la diffusion de l'information sous forme électronique, aux troupes en contact.

officier du renseignement sache où aller pour obtenir du soutien pour le commandant, comment interagir avec le système du renseignement et comment en tirer le maximum. Étant donné qu'il faut de plus en plus de connaissances techniques pour exploiter efficacement le système du renseignement, il est nécessaire d'affecter des professionnels du renseignement dans les quartiers généraux déployés en campagne. Le flair tactique, la bonne forme physique et les compétences en campagne du soldat du renseignement jouent un rôle prépondérant pour une bonne intégration du renseignement dans un environnement d'armes de combat.

Si la doctrine et l'histoire appuyaient la thèse que les efforts de l'état-major G2 de la brigade supérieure répondent bien aux besoins en renseignement des bataillons d'infanterie, la solution actuelle demeurerait acceptable. Toutefois, en raison du rythme de plus en plus rapide des combats, de l'environnement tactique éventuel et du fait que les bataillons se déploient sans le soutien de la brigade, cette hypothèse est erronée.¹⁹

Naturellement, l'état-major des opérations voudra tout connaître sur l'ennemi : ses pensées, ses points forts et ses points faibles, ses plans futurs. Évidemment, il est impossible de donner des renseignements aussi précis. On s'en remet donc au commandant pour qu'il réussisse à combler ce écart entre les désirs de l'état-major des opérations et les capacités du renseignement. En dotant les postes d'état-major par les meilleurs soldats possible et en s'assurant que les systèmes du renseignement et des opérations sont les plus efficaces possible, on contribue à compenser le manque de connaissances. Par exemple, il est essentiel qu'un

Des comptes rendus, lors de la rotation du 2 GBMC IFOR (Intervention Force), précisent que les « renseignements obtenus des sections du renseignement d'unité étaient au mieux... marginaux. Ce manque de renseignements était le deuxième maillon le plus faible de la fonction du renseignement. » Le G2 de brigade a fait valoir que la mise en place de personnel du Service du renseignement jusqu'au niveau de bataillon aiderait à solutionner ce problème.²⁰ Selon les groupements tactiques participant à l'Op PALLADIUM, le fait d'avoir des officiers du renseignement et des militaires du rang au sein du bataillon, même temporairement, a amélioré la situation. Toutefois, un certain nombre de préoccupations demeurent; elles portent principalement sur les comptes rendus d'information au niveau de la compagnie. Toutefois, il s'agit là probablement d'un manque d'entraînement. En effet, les soldats de l'infanterie ne sont tout simplement pas habitués à transmettre des renseignements vers le haut à une section du renseignement d'armes de combat perçue comme inefficace ou non appropriée.²¹ La présence du personnel du Renseignement directement intéressé à corriger la situation réduit sans aucun doute ces lacunes.

Cette tendance est liée à l'adoption de la guerre de manœuvre dans la doctrine. Dans la guerre de manœuvre, l'élément clé est la délégation des prises de décision aux échelons inférieurs au cours de situations de combat cruciales. Par définition et pour des raisons de bon sens, il faut avoir accès en temps opportun aux renseignements les plus complets et précis que possible pour pouvoir prendre des décisions rationnelles. C'est essentiel dans le cas de l'infanterie mécanisée légèrement blindée, mais ce l'est encore plus pour l'infanterie légère qui, par la furtivité, la manœuvre, l'initiative et l'esquive, doit compenser son manque de protection blindée et d'armes d'appui-feu.²² Étant donné que le système international exige, de plus, que des forces militaires « plus légères » soient déployées dans des situations où l'appui des chars et de l'artillerie lourde - même si cet appui est nécessaire au plan tactique - serait perçu dans le public comme inacceptable, c'est l'infanterie (ou d'autres armes jouant le rôle de l'infanterie) qui sera continuellement placée entre les forces belligérantes. Cela milite encore une fois en faveur d'un renseignement plus complet et plus efficace.

Les « insignes de coiffure du Renseignement » ont été introduites dans le Corps des Marines des États-Unis (USMC), qui a constaté que les officiers de renseignement professionnels ont une meilleure connaissance des sources nationales qui peuvent être exploitées.²³

En s'apportant une aide mutuelle, les organismes de niveau national sont de plus en plus désireux d'appuyer les formations tactiques, et si l'on veut être un peu cynique, peut-être le désirent-ils pour justifier davantage leur existence en tant qu'organismes nationaux et à vocation technique en périodes de restrictions financières. Il en ressort un arrangement bénéfique aux deux parties, car, au niveau tactique, les troupes en contact avec l'ennemi, particulièrement dans un scénario d'opérations autres que

la guerre (OAG), sont bien souvent les meilleures sources de renseignement sur le plan stratégique.

En guerre, le Renseignement dirige les opérations; plus le renseignement est fouillé, plus les opérations sont efficaces. Au cours de l'entraînement, l'ajout d'« inconnus du renseignement » non érigés en scénario fournirait des conditions plus réalistes au cours d'exercices dynamiques. Pour « s'entraîner comme on combat », il faut intégrer un personnel du Renseignement dans les troupes dès maintenant, avant leur déploiement.

Sensibilisation de plus en plus grande au renseignement humain (Humint)

Au cours des déploiements actuels, la section du Renseignement doit opérer dans un environnement si diversifié, qu'il est très difficile de la comparer à une section du Renseignement de bataillon d'il y a dix ans seulement. Pendant les déploiements actuels en Bosnie, par exemple, la section du renseignement du groupement tactique doit interagir avec un grand nombre d'organisations du renseignement, de reconnaissance, de forces d'opérations spéciales et de secours humanitaire alliées, en plus de devoir accéder aux sources et organismes de niveau national. Ces sections du renseignement prennent part à des réunions périodiques avec des représentants des Affaires publiques, de la Police militaire, des forces spéciales américaines et britanniques et d'organismes humanitaires non gouvernementaux, aux côtés de membres des services divisionnaires de guerre électronique, de contre-ingérence et des opérations psychologiques.²⁴ Sur le plan de l'efficacité opérationnelle, on peut obtenir une grande « valeur ajoutée » si l'on arrive à « parler la même langue » lorsqu'on discute du renseignement.

Les théoriciens « futuristes » mentionnés plus haut sont unanimes : le Renseignement doit mettre davantage l'accent sur les questions culturelles et les structures militaires non traditionnelles. Assez souvent dans la profession militaire, on se penche sur les questions militaro-techniques, en oubliant presque totalement la dynamique sociale, culturelle, politique et économique, qui peut être importante.²⁵ Bien qu'on puisse obtenir normalement des renseignements généraux par le biais des systèmes de gestion de données courants, il faut souvent compter sur l'interaction personnelle des gens « en contact » avec le milieu pour obtenir des détails sur les données culturelles ou philosophiques sous-jacentes aux situations et sur les faits courants. Le renseignement sur les transmissions (SIGINT) et le renseignement d'imagerie (IMINT) sont des outils très utiles lorsqu'on fait face à un adversaire qui possède des armées interarmes. Ces sources de renseignement peuvent servir à avertir suffisamment d'avance et sont peut-être les seuls moyens d'avertissement possible un commandant pour qu'il puisse intervenir lorsqu'il y a mobilisation ou mouvement de grandes formations mécanisées. Bien que l'utilité de ces types de renseignement demeure incontestée, ils ont un mérite relatif lorsqu'on les compare au renseignement humain (HUMINT). Il est vrai qu'une image peut valoir mille mots, mais elle permet rarement d'en

arriver à des conclusions précises sur les intentions de l'ennemi. Les demandes de l'OTAN se sont récemment multipliées pour que les FC fournissent du personnel qualifié dans le domaine du HUMINT en appui de la force de stabilisation (SFOR). L'entraînement et l'expérience opérationnelle ainsi acquis, seront une « valeur ajoutée » au cours des guerres conventionnelles de grande envergure, car l'histoire a démontré l'utilité des renseignements obtenus des réfugiés et des prisonniers, qui font partie intégrante et inévitable de toute guerre. Il est bon de noter ici, que l'aspect interrogation du HUMINT est présentement en attente d'une approbation juridique.

Soutien du renseignement dans le cadre de la guerre de l'information

Dans les forces armées des États-Unis, le Renseignement joue un rôle tactique dans le domaine de la guerre de l'information. Dans le cadre des notions inhérentes à la guerre de manœuvre comme la zone d'intérêt étendue, la moins grande densité des troupes et les plus petits éléments tactiques, le concept d'étendre le soutien du Renseignement jusqu'au niveau de l'équipe de combat même acquiert de plus en plus d'importance.²⁶ Grâce à la décentralisation du processus « capteur-repérage d'objectif-tireur », on pourrait établir une liaison jusqu'aux niveaux les plus bas et fournir à ces éléments de manœuvre le soutien du renseignement intégré dont ils ont besoin pour appliquer efficacement les plans du commandant. On mettra de plus en plus l'accent sur les opérations d'information (OI) comme facteurs multiplicatifs de l'efficacité au combat tant au cours des opérations conventionnelles et que des OAG.²⁷ Quoique l'information ait toujours été l'« arme personnelle » des soldats du Renseignement, le soutien du renseignement aux OI joint maintenant de nouvelles notions non traditionnelles aux concepts établis. Le renseignement permet aux commandants à tous les niveaux de concentrer leur puissance de combat et leurs ressources contre les points faibles de l'ennemi, tout en protégeant les forces amies. Le système du renseignement vise directement à exploiter l'information sur l'effectif, les points faibles, la capacité, l'intention, les plans d'action, etc. de l'ennemi. Cela ne changera pas tant et aussi longtemps que les soldats affronteront l'ennemi sur la limite avant de la zone de bataille (LAZB). Par les OI, on cherche de plus en plus à cibler le centre de gravité de l'ennemi, qu'il s'agisse de forces de chars ou du soutien populaire qu'une faction accorde à l'armée. Antérieurement, en matière de renseignement tactique, on n'aurait pas consacré autant d'efforts à des questions de soutien politique, de faiblesses économiques ou autres questions « non reliées à la guerre ». On se préoccupait des ordres de bataille et du moment où un franchissement d'assaut de rivière allait commencer. Le renseignement existe pour aider le commandant à déterminer la meilleure façon de vaincre l'ennemi. Dans une situation donnée, il se peut qu'il soit préférable d'exploiter la tendance à cibler les systèmes d'information ennemis plutôt que de recourir à la manœuvre interarmes. Ainsi, le fait de déterminer les capacités d'un service de radio national peut s'avérer tout aussi essentiel que de déceler les points faibles du char de combat principal de l'ennemi si, en utilisant la radio, on peut convaincre les éléments blindés ennemis de se rendre. Peut-on exploiter les asymétries

ou les symétries entre nos forces? Devons-nous détruire les quartiers généraux fixes de l'ennemi ou suffit-il de paralyser leurs réseaux électriques? Quelles options mettent le plus en danger nos soldats par rapport aux chances de succès?

Le système du renseignement s'adapte actuellement aux nouvelles réalités. Outre les ordres de bataille sur calque, nous avons besoin de renseignements sur les fiches techniques d'un vaste éventail de systèmes d'information; sur les influences politiques, sociales et culturelles en jeu; sur le processus potentiel de prise de décision de l'ennemi; et sur les sources de motivation et les données biographiques des décideurs ainsi que leurs conseillers et leurs communicateurs.

Mises en garde et sujets de préoccupation

Sur le champ de bataille fluide, meurtrier et non linéaire d'aujourd'hui, il semble évident que les changements dans la technologie et les techniques de guerre réduiront encore davantage le temps dont disposent les commandants pour prendre des décisions cruciales. Bien que les détecteurs et les sources d'information prolifèrent, les systèmes C3R ne se sont pas développés dans une même mesure, quoique l'introduction des liaisons entre ordinateurs du système d'information de commandement et de contrôle interarmées (JC2IS) jusqu'au niveau de la brigade soit le premier de plusieurs gestes positifs. Jusqu'à ce qu'il y ait une connectivité totale jusqu'au niveau de l'équipe de combat, le fait de fournir un plus grand nombre de soldats du renseignement compétents atténuera le problème mais ne le réglera pas. La manque de connectivité suscitera une escalade de la demande de solutions, étant donné que l'information devient de plus en plus essentielle et que les besoins en matière de largeur de bandes pour transmettre cette information sont de plus en plus pressants.

Le besoin croissant d'intégrer la doctrine du renseignement aux opérations jusqu'au niveau tactique le plus bas soulève deux questions. Premièrement, par suite des changements apportés au Centre d'instruction au combat et dans les divers collèges et diverses écoles d'état-major, le personnel instructeur dans le domaine du renseignement a presque disparu. Attendre qu'un officier d'armes de combat, à titre de major supérieur, soit inscrit au cours d'état-major de dix mois à Toronto, est beaucoup trop tard. En raison de cette initiation tardive à la doctrine du renseignement, la perception du commandement est très souvent personnelle et est fondée sur les expériences positives ou négatives entre les personnels du Renseignement et des Opérations plutôt que sur de solides assises doctrinales. Deuxièmement, et pour des raisons évidentes, jamais une armée quelle qu'elle soit ne doit prendre à la légère un remaniement de la doctrine militaire. Pour que la doctrine soit efficace, elle doit être bien comprise, pertinente et « vivante ». La doctrine opérationnelle doit être un processus dynamique et un moyen pour en arriver à une fin, et non pour aboutir à des dogmes. Il devient absolument nécessaire d'intégrer aux troupes des soldats du renseignement qui, tout en possédant un flair tactique, sont capables non seulement de se relier et

d'accéder au soutien du renseignement de niveau stratégique, mais également de tenir compte des questions culturelles; et d'être en mesure de donner des conseils techniques sur les points faibles dans les systèmes de guerre d'information de l'ennemi. Pour y arriver, il faudra perfectionner l'entraînement et peut-être choisir avec un plus grand soin qu'auparavant le personnel du renseignement. Toutefois, il peut y avoir des inconvénients à changer les structures des unités d'armes de combat de façon à y intégrer le personnel du renseignement, mais ces désavantages sont minimes par rapport au danger qu'il y a à « entrer dans l'arène les yeux bandés » par manque de soutien efficace du Renseignement.

En bref, où en sommes-nous?

Compte tenu des diverses crises régionales fomentées par des soi-disant « seigneurs de la guerre » qui utilisent à leurs fins la violence ethnique, il est de plus en plus nécessaire de recourir à une intervention armée comme prélude à l'aide humanitaire. Le déploiement d'un groupement tactique mixte est devenu le choix politique du Gouvernement canadien. Ces groupements tactiques mixtes sont de plus en plus appuyées d'un potentiel de renseignement de combat de pointe. En plus des catastrophes actuelles dans le Tiers monde, il y a des régions où les risques de conflit sont élevés, par exemple le littoral du Pacifique qui englobe 42 nations potentiellement hostiles, les deux-tiers de la population mondiale et sept des dix plus grosses armées au monde.²⁹ Il ne faut donc pas négliger notre potentiel « de combat équilibré et polyvalent » pendant que nous poursuivons nos missions de secours humanitaire, qui ont bonne presse. C'est dans ce rôle de guerre conventionnelle que toutes les tendances mentionnées précédemment dans le domaine du renseignement tactique contribueront à sauver la vie de soldats.

Le « soldat stratégique » aura un impact de plus en plus important sur les opérations tactiques. Par exemple, l'enlèvement d'un observateur militaire de l'ONU détenu en otage à un endroit stratégique ou la vue d'un soldat américain traîné à travers la ville de Mogadiscio devant les caméras de CNN suscitent une réaction immédiate au niveau national. Cette transmission non hiérarchique de l'information révèle que l'analyse du renseignement stratégique aura des répercussions de plus en plus grandes sur la vie des soldats déployés et servira probablement à augmenter le rythme des opérations au niveau tactique en réponse aux demandes stratégiques voulant que « quelque chose soit fait ».

Quant à la fonction du renseignement elle-même, il y aura toujours un doute quant à son efficacité. En effet, il est impossible d'obtenir des données tout à fait exactes et complètes. Afin de maximiser l'information disponible en appui d'une opération, le commandant devrait faire appel au soldat le plus qualifié à sa disposition. La logique voulant qu'on fournisse des spécialistes dans le domaine du soutien au combat et de l'appui au combat - par exemple, les transmissions, la maintenance et les approvisionnements est tout aussi vraie en ce qui concerne le renseignement. Dans un monde de plus en plus instable et dangereux, un

personnel du renseignement déployé de façon tactique et possédant la connectivité technique pour accéder au soutien du renseignement au niveau national, peut contribuer à améliorer la campagne d'opérations d'information; en outre, ce personnel peut exploiter de façon efficace diverses sources humaines et fournir un apport sur les intentions de l'ennemi, apport couramment exigé aux niveaux supérieurs de commandement. En ajoutant un personnel du Renseignement dans les tableaux d'effectifs d'unité, on améliore la polyvalence de notre potentiel de combat et, autre élément important, on répond au besoin d'entraîner les troupes « comme si elles combattaient réellement » avant toute entrée en action effective. La récente croissance de la demande en matière de soutien du renseignement dénote que les commandants opérationnels sont davantage sensibilisés à la nécessité du renseignement et aux faiblesses inhérentes à un système qui, antérieurement, était acceptable. Maintenant que nous sommes tous d'accord, il est temps de confirmer dans la doctrine les améliorations rendues nécessaires dans l'interaction entre le Renseignement et les Opérations.



Le capitaine Robert B. Martyn termine actuellement une Maîtrise en études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada. Son champ d'études porte plus particulièrement sur le soutien du renseignement dans le cadre d'opérations spéciales et de conflits de faible intensité. Il a été affecté au quartier général de la Défense nationale, au Régiment aéroporté du Canada, à Chypre et en Bosnie; toutes ces affectations étaient reliées au renseignement. Le capt Martyn est actuellement le commandant adjoint de la 2 Intelligence Company (Toronto).



Notes

1 Peter Stockdale, « À vous la parole », *La feuille d'érable*, juillet 1998, 9. [\[Retourner\]](#)

2 George F. Kennan, « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, (juillet 1947), 566-582. [\[Retourner\]](#)

3 Près de 20 000 soldats canadiens ont participé au conflit coréen (un groupe-brigade compte environ 3 000 hommes). Par contre, dans la crise du Golfe, l'Armée de terre canadienne a fourni une compagnie d'infanterie renforcée (environ 200 soldats) assurant la défense d'aérodromes, ainsi que du personnel du Service de santé et du Renseignement. [\[Retourner\]](#)

4 Chiffres compilés par John Thompson, « Wars of the 20th Century », *Low-Intensity Conflict : The New Face of Battle*. (Exposés de conférences non publiés, UNB Centre for Conflict Studies, 27-28 septembre 1991).

Document complété par le livre de John Ellis, *From the Barrel of a Gun : A History of Guerrilla, Revolutionary and Counter-Insurgency Warfare* (London : Greenhill Books, 1995), 8-10. [\[Retourner\]](#)

5 Jeffrey Record, « *The Creeping Irrelevance of US Force Planning* », *Challenging the United States Symmetrically and Asymmetrically*, (Exposés de conférences non publiés, U.S. Army War College, Ninth Annual Strategy Conference, mars 31-avril 2, 1998), 3n.

Disponible sur le Web :

<http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/stratcon/record.pdf>.

[\[Retourner\]](#)

6 Samuel P Huntington, « *The Clash of Civilizations?* », *Foreign Affairs*, (Été 1993), 566-582. Ce document et celui de Ralph Peters, « *The New Warrior Class* », *Parameters*, (Été 1994), 16-26, ont été cités extensivement par le G2/CFT dans son exposé sur le renseignement de l'Armée de terre lors de la conférence de 1996 (Ottawa; 11-12 février 1996). Mis à jour avec l'article de Huntington, « *Response : If Not Civilizations, What?* », *Foreign Affairs* novembre/décembre 1993), 187-189. [\[Retourner\]](#)

7 Martin van Creveld, *The Transformation of War* (Toronto : Collier-Macmillan Canada, 1991), 27, 195. Van Creveld croit fermement que les « combats seront menés par des hommes sur terre et non par des robots dans l'espace ». [\[Retourner\]](#)

8 Peters, « *The New Warrior Class* », *Parameters*, (Été 1994), 16-26. « *Our New Old Enemies* », *Challenging the United States Symmetrically and Asymmetrically*

Disponible sur le Web :

<http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/stratcon/peters.pdf>.

[\[Retourner\]](#)

⁹ Robert Kaplan, « *The Coming Anarchy* », *Atlantic Monthly*, 273 (février 1994). [\[Retourner\]](#)

10 Alvin and Heidi Toffler, *War and Anti-War: Making Sense of Today's Global Chaos*, (NY: Warner, 1993, 105-112. (Version française : *Guerre et contre-guerre : survivre à l'aube du XXIe siècle*, Paris, Fayard, 1994.) [\[Retourner\]](#)

11 US Department of Defense, AFSC Pub 12, *Joint Information Warfare Staff Officer's Guide*, février 1998, passim. [\[Retourner\]](#)

12 US Department of Defense, Joint Pub 3-13.1, *Joint Doctrine for Command and Control Warfare*, I-1. [\[Retourner\]](#)

13 Stephen Blank, « *How We Will Lose the Next War to Russia : A Critique of US Strategy* », *Challenging the United States Symmetrically*

and Asymmetrically, 13-15. [\[Retourner\]](#)

14 Canada, Ministère de la Défense nationale, Livre blanc sur la défense de 1994, 13. [\[Retourner\]](#)

15 Canada, Ministère de la Défense nationale, Army 2000 Campaign Plan, 27 mars 1996. [\[Retourner\]](#)

16 Donald Faint, « Special Operations Intelligence : Meeting 21st Century Challenges », *American Intelligence Journal*, 17(3 & 4), 23-26. [\[Retourner\]](#)

17 Dwight Trafton, « 'Intelligence Failure' and its Prevention », Document de recherche non publié (Newport RI : US Naval War College, 1994), 6. [\[Retourner\]](#)

18 Expérience de l'auteur. [\[Retourner\]](#)

19 Le bien-fondé d'inclure du personnel du Renseignement jusqu'au niveau des unités des armes de combat est examiné plus à fond dans « L'avenir du renseignement dans l'infanterie canadienne », *Journal de l'infanterie*, n^o 32, (Hiver 1997), 16-24. Disponible également sur le Web : <http://www.brunnet.net/infesch/v32f/vol32.htm>.

[\[Retourner\]](#)

20 Canada, Ministère de la Défense nationale, Rapport post-opération ALLIANCE du G2/2GBMC, 4. [\[Retourner\]](#)

21 Discussions de l'auteur avec des soldats du 2PPCLI et de l'Esc A/LdSH(RC); Bosnie; 21-28 février 1997. [\[Retourner\]](#)

22 Colin G Magee, « Light Forces for Canada : Filling a Credibility Gap », Ex *New Horizons Research Paper*, (Toronto : Canadian Forces College, 1995), 10. [\[Retourner\]](#)

23 Harry W Jenkins, « Tactical Intelligence and Related Activities : Report from the Director of Intelligence », *Marine Corps Gazette*, (septembre 1992), 14-18. [\[Retourner\]](#)

24 Canada, Ministère de la Défense nationale, Rapport post-opération ALLIANCE du G2/2GBMC, 3, et expérience de l'auteur comme participant à l'Op PALLADIUM (Bosnie), février, juin 1997- janvier 1998. [\[Retourner\]](#)

25 Antulio Echevarria II, « Optimizing Chaos on the Non-Linear Battlefield », *Military Review*, (septembre/octobre 1997), 26-31. [\[Retourner\]](#)

26 Steven Eden, « Knowledge-Based Warfare Implications », *Military Review* (mars/avril 1997), 49-51. [\[Retourner\]](#)

27 D Murphy, « Information Ops on the Nontraditional Battlefield »,

Military Review, (novembre/décembre 1996), 16-18. [\[Retourner\]](#)

28 John English, « Afterword : The Mark of the Heretic » *Military Heretics : The Unorthodox in Policy and Strategy*, BJC McKercher and A Hamish Ion, éditeurs, (Westport, CN : Praeger, 1994), 200-201. Une anthologie hautement recommandée de guerriers qui « combattaient d'une toute autre façon ». [\[Retourner\]](#)

29 Magee, « Light Forces for Canada... », 18-19. [\[Retourner\]](#)

[\[English\]](#)

Personne ne bouge, personne n'est blessé

Une hérésie majeure

Le capitaine Robert A. Herold, CD

Veillez noter que les commentaires concernant la manutention et la sécurité des explosifs, exprimés dans cet article, sont des opinions de l'auteur et ne représentent pas nécessairement les politiques du MDN/FC.

En qualité d'officier responsable de la sécurité relative aux munitions, j'estime qu'on ne saurait trop insister sur l'importance des règles de sécurité touchant les explosifs. Il appert, cependant, que l'on oppose de plus en plus de résistance à la sécurité sous toutes ses formes. Trop de bons officiers et de s/off critiquent ouvertement les règles de sécurité, sans compter que les enquêtes effectuées dans les cas d'accidents concluent souvent qu'il y a eu bris ou mépris de ces règles. La frustration monte, et on estime généralement que ceux qui élaborent les politiques en matière de sécurité ont perdu contact avec les besoins de l'armée. Le présent article a pour objet de faire le point sur les politiques actuelles.

L'objectif de tout programme de sécurité est de réduire le nombre des accidents causant des pertes (blessures ou décès) et des dommages à la propriété. Il importe de reconnaître que la sécurité n'est pas un objectif en soi. L'existence des programmes de sécurité ne tient pas seulement à la candeur et à la générosité de notre nature. Au risque de paraître brutal, j'affirme que la principale raison pour laquelle nous tenons à ce que le taux des accidents reste faible est que nous voulons préserver suffisamment de personnes, de biens et d'argent pour être à même d'accomplir notre mission.

Si l'objectif est de réduire le nombre des incidents impliquant des pertes et des dommages, quatre questions interreliées se posent.

Premièrement - Dans quelle mesure peut-on, *avec réalisme*, espérer réduire les pertes et les dommages? En théorie, on peut aspirer à une élimination complète des accidents - le point zéro : pas d'accidents, pas de pertes, pas de dommages à la propriété. Dans la réalité, toutefois, cet objectif est hors d'atteinte, et l'on doit prendre une décision éclairée quant aux résultats que l'on va s'efforcer d'obtenir.

Deuxièmement - Jusqu'où est-on prêt à aller pour atteindre l'objectif visé? Ainsi, le plus sûr moyen d'éliminer les accidents impliquant du matériel roulant serait de veiller à ce que tous les véhicules restent stationnés en permanence. Cette option étant inacceptable, quelles autres voies s'offrent à nous?

Troisièmement - Quels sont les effets secondaires que l'on est « *Pour les militaires, rien ne vaut un bon entraînement.* »

disposé à accepter en conséquence des mesures de sécurité? Dans le cas déjà cité, le fait de garder la flotte en stationnement aurait des effets à court et à long terme. Les résultats à court terme sont faciles à cerner - le courrier ne serait pas livré et les militaires devraient utiliser les modes de transport commerciaux pour leurs déplacements, et non le service d'autobus interbases.

Les résultats à long terme sont parfois moins faciles à prévoir et ils sont toujours difficiles à quantifier. Chose certaine, on ne peut leur échapper. Si, pour reprendre notre exemple, on décidait de garder stationnés tous les véhicules des FC, l'entraînement en souffrirait et notre capacité opérationnelle commencerait à s'éroder. Si l'on pousse ce raisonnement jusqu'à l'absurde, on en vient à conclure que l'Armée de terre finirait par être inefficace puisqu'on ne pourrait remplacer les militaires qualifiés pour conduire des véhicules quand ceux-ci prendraient leur retraite, faute de remplaçants ayant l'entraînement voulu. Ce scénario est extrême, force est de l'admettre, mais il montre bien que les initiatives bien intentionnées (« Réduisons le taux des accidents ») peuvent entraîner des conséquences négatives à long terme, et ce en dépit des résultats apparemment positifs qu'elles peuvent comporter à court terme (« Eh!, maman, il n'y a pas d'accidents! »).

Quatrièmement - Comment parvient-on à faire comprendre aux personnes à risque que les mesures de sécurité servent leurs propres intérêts? Après tout, ce n'est pas le spécialiste de la sécurité qui a l'accident. Il tombe sous le sens que le programme de sécurité le plus efficace doit effectivement convaincre l'auditoire cible que les mesures de sécurité sont utiles, constructives et souhaitables.

Il importe aussi de se rappeler que l'entraînement non plus n'est pas une fin en soi. Nous ne nous entraînons pas pour le simple plaisir de la chose, mais bien pour être capables de mener à bien notre mission. Et plus la mission ou la tâche est difficile, plus l'entraînement doit être concret pour que le stagiaire puisse ultérieurement mettre en pratique les leçons apprises, avec succès. Un bon entraînement permet au soldat non seulement d'acquérir de nouvelles habiletés, mais aussi de prendre confiance dans son équipement, dans ses propres compétences et celles de ses pairs et de ses supérieurs. Cette confiance est la pierre angulaire d'un bon moral.

On fait donc face à un dilemme : d'une part, il importe que l'entraînement soit efficace et réaliste; d'autre part, on doit veiller à ce qu'il ne soit pas *trop* réaliste - un entraînement vraiment réaliste supposerait la mise en présence de forces ennemies équipées de munitions réelles. On doit donc, en fin de compte, accepter que l'entraînement n'atteigne pas un niveau absolu de réalisme en l'assujettissant à des règles de sécurité évaluées avec soin et bien dosées.

Dans cette optique, il est une notion qu'il importe de prendre en considération quand on aborde la question de la sécurité sous l'angle philosophique, et c'est la notion de « risque acceptable ». On parle aussi

de risque « justifiable » ou « gérable ». Ainsi, nous conduisons des automobiles et nous vivons en milieu urbain dans un pays aux hivers très rigoureux. À tous ces facteurs sont associés des risques. Les personnes qui se déplacent en automobile sont exposées à un risque plus élevé de décès ou de blessures que celles qui se déplacent à pied, toutes choses étant égales par ailleurs. La personne qui vit dans une ville s'expose à un taux de criminalité plus élevé, à un niveau de pollution plus élevé, et ainsi de suite. Les basses températures que l'on connaît en hiver exposent à un risque d'engelures et d'hypothermie. Nous connaissons ces risques, et pourtant nous acceptons d'y être exposés. Les avantages que nous retirons de vivre ici rendent ces risques acceptables.

Comment distingue-t-on un risque acceptable d'un risque inacceptable? Il y a quelques années, il m'est arrivé, en qualité de membre d'une équipe d'inspection, de visiter un centre d'entraînement. L'un des tronçons du parcours du combattant était constitué de poteaux de téléphone ou de clôture en bois, plantés droit dans la terre de façon à dépasser de quatre pieds. Les stagiaires devaient sauter d'un poteau à l'autre. Ce genre d'exercice est assez courant, et j'ai le sentiment que bon nombre d'entre nous ont eu à l'exécuter à un moment ou à un autre en cours de carrière. Mais à cette base en particulier, quelqu'un avait placé du fil barbelé entre tous les poteaux - de sorte qu'un stagiaire qui serait tombé aurait eu très peu de chances de s'en tirer sans blessures graves, ou mortelles même.

Il s'agissait là d'un risque inacceptable. Rien ne nécessitait la présence de fil barbelé - les soldats qui reçoivent leur entraînement de base ont déjà suffisamment d'incitation à éviter de tomber. Le risque auquel ils étaient exposés n'était pas utile sur le plan de l'entraînement. L'exposition à ce risque ne comportait aucun avantage. C'est un exemple classique du genre de risque qu'il ne faut pas tolérer.

Qu'est-ce que tout ça a à voir avec l'entraînement et les nombreux programmes de sécurité du MDN? Pour commencer, il est très clair que le MDN n'endosse pas le concept de risque acceptable. À cause de notre détermination à assurer un niveau *absolu* de sécurité, nous avons mis en place des règles de sécurité qui ont pour objet d'éliminer la possibilité que survienne même le plus improbable des accidents. Nous sommes devenus mentalement incapables d'accepter quelque accident et nous semblons disposés à accepter n'importe quel effet secondaire possible pour obtenir une diminution, ne serait-ce que d'une fraction d'un point de pourcentage, du taux des accidents.

Au risque de paraître un peu cynique, je vous avoue que notre réglementation récente semble avoir été élaborée par et pour des avocats, et non pour des instructeurs ou des opérateurs. Comme les avocats sont naturellement enclins à favoriser la prudence, les consignes auxquelles nous sommes assujettis deviennent de plus en plus contraignantes, sans préoccupation discernable pour la disponibilité opérationnelle.

C'est une chose que de prendre des risques injustifiables ou de se contenter de lever les épaules quand survient un accident - « Il faut s'y faire, ce genre de choses arrive. » - et une autre, diamétralement opposée,

que de prétendre que tout accident est forcément le signe qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le commandement et contrôle. Et voilà que le pendule est allé trop loin dans ce sens.

On avait pour habitude de fonder nos décisions sur deux principes directeurs - celui de la probabilité et celui du risque. Autrement dit, on se demandait quelle était la probabilité qu'un accident donné survienne et, le cas échéant, quels étaient les risques encourus. Un risque qui est très probable et qui a un potentiel élevé de dommages mérite d'être pris en considération plus sérieusement qu'un autre, tout aussi probable, qui présente un potentiel de dommages moindre, ou un troisième, qui a le même potentiel de dommages, mais qui est moins probable.

Tout cela a bien changé. Nous sommes rendus au point où même la plus petite possibilité que survienne un accident, très peu susceptible de causer des dommages ou des blessures graves, provoque tout un train d'interdictions, de contraintes et de restrictions.

Cet état de choses ne va pas sans conséquences directes et indirectes. Tout d'abord, et cela ne fait aucun doute, l'entraînement est préjudicié.

Ensuite et paradoxalement, la volonté obsessionnelle qu'a présentement le MDN d'assurer une sécurité absolue nuit en fait à l'efficacité de nos programmes de sécurité. Si nous perdons notre crédibilité auprès des personnes à risque, tout ce que nous pourrions dire ou faire par la suite en portera l'empreinte. Et quand nous voudrions leur signaler quelque chose de vraiment important, elles auront perdu toute envie de nous prêter une oreille attentive.

Mais il y a autre chose, et cela nous ramène à Machiavel, qui a affirmé qu'un prince sage ne donne jamais un ordre quand il sait que celui-ci ne sera pas obéi. En fixant des normes qui d'emblée apparaissent déraisonnables à tous, nous pouvons être sûrs qu'on s'efforcera de les contourner ou, au mieux, d'y adhérer en principe seulement. Les lois qui ont le potentiel de transformer en contrevenants des personnes qui sont par ailleurs d'honnêtes citoyens ne sont pas de bonnes lois.

Je me permets de vous citer un exemple.

Il a été décidé que les munitions fumigènes émettant du HC (hexachloroéthane) ne sont pas aussi inoffensives qu'on l'avait d'abord cru et diverses mesures ont été prises pour en limiter l'utilisation.¹

Premièrement, il est interdit d'utiliser du matériel produisant des émanations de HC à proximité de lieux où la visibilité revêt une importance critique (routes et terrains d'aviation, par exemple). Pas de problème - les soldats comprennent cette consigne et s'y conforment.

Deuxièmement, il est interdit d'utiliser ce même genre de munitions là où la concentration de HC peut atteindre un niveau élevé (à l'intérieur de bâtiments, etc.). Cette consigne aussi n'est pas perçue comme déraisonnable; après l'expédition à l'hôpital d'un ou deux sceptiques, les

utilisateurs en sont venus à accepter cette restriction aussi. (De façon absurde, ce genre d'accidents a peut-être contribué en fait à la mise en œuvre du programme de sécurité touchant les explosifs; ces données implacables ont obligé les utilisateurs qui avaient affiché un certain cynisme à reconnaître la valeur du programme.)

Troisièmement, on doit veiller à ce que tout le personnel soit informé des risques et à ce que seul le personnel requis soit admis dans les aires où des risques existent. Cette consigne non plus ne s'est pas heurtée à beaucoup de résistance.

Quatrièmement, on doit veiller à ce que toutes les personnes qui se trouvent à proximité d'une source de HC portent un masque à gaz. Il n'est pas si contraignant que ça de porter un masque, et cette consigne contribue positivement à l'entraînement. Nous avons convaincu les utilisateurs; qui veut être malade quand il est possible de le prévenir?

Jusque-là, tout va bien. On s'est attaqué à un risque potentiel sans susciter trop de remous et les personnes à risque collaborent plus ou moins de bon gré - on ne peut espérer résultats plus proches de l'idéal.

Mais les contraintes ne s'arrêtent pas là. Il est aussi prévu « que la fumée ne doit pas être dirigée vers des lieux de cbt ZB (combat dans des zones bâties), des casemates ou des véhicules où elle ne peut se dissiper facilement ». Là, tout s'écroule. Un centre d'instruction de l'Armée de terre doit veiller à ce que ses stagiaires connaissent les techniques de cbt ZB et pratiquent ces techniques. Il s'agit là d'une aptitude essentielle, dont l'acquisition est prévue au programme d'instruction des membres de l'Infanterie. Ces connaissances ne sont pas purement théoriques - nos troupes en ont fait bon usage en Bosnie. C'est peut-être seulement une question d'interprétation, mais ceux qui décident de la politique ont finalement décrété que la consigne que nous venons d'évoquer interdit l'utilisation de munitions fumigènes émettant du HC où que ce soit à proximité d'un bâtiment se trouvant dans une aire de cbt ZB.

D'un coup, l'entraînement au cbt ZB devient moins réaliste et moins stimulant. Tel est l'effet direct obtenu. Pour ce qui est des résultats indirects, on peut se demander s'il n'y aura un prix humain à payer un jour ou l'autre, nos troupes ne pouvant recevoir une instruction complète dans un aspect clé du métier de soldat. Peut-être que oui, peut-être que non - chose certaine, les instructeurs sont préoccupés.

Du point de vue du programme de sécurité touchant les explosifs, la situation est pire encore - personne n'endosse cette restriction. Vous pouvez obtenir que les soldats adhèrent à la réglementation les obligeant à porter un masque à gaz. Vous pouvez leur vendre l'idée que l'exposition doit être réduite au minimum. Vous pouvez les convaincre de ne pas utiliser de munitions émettant de la fumée à proximité de routes et ainsi de suite, mais ces derniers continuent de percevoir la dernière des restrictions comme une contrainte les obligeant à fonctionner à l'intérieur d'une « tour d'ivoire », et cette contrainte leur paraît tellement coupée de la réalité qu'ils ne peuvent - en qualité de soldats aguerris, expérimentés

et intelligents - tout simplement pas y adhérer. Et cet état de choses met en péril tous les efforts que nous avons pu faire par ailleurs et tous les résultats que nous avons pu obtenir.

Un autre exemple utile est celui que nous fournissent les grenades d'exercice M69. Ces munitions ont été achetées comme substituts pour l'entraînement des grenades à fragmentation M67. On ne trouve de composant explosif que dans la fusée M228, qui est constituée d'une amorce, d'un détonateur à retard et d'une petite quantité de poudre noire pour le bruit. À cette exception près, les grenades M69 ont la même apparence que les vraies munitions, et elles présentent le même mode d'utilisation et de fonctionnement que ces dernières. Ces grenades d'entraînement sont d'excellents aides à l'instruction, et sont un outil idéal pour nettoyer les tranchées ou offrir un entraînement au cbt ZB. Bien qu'utiles, les pétards ne sont pas aussi efficaces comme aides à l'instruction.

En vertu de la politique actuelle, les grenades M69 non explosées doivent être détruites sur place à l'aide d'explosifs brisants. Comme aucune section de contrôle des champs de tir ne tolérera l'utilisation de munitions C4 à l'intérieur de sites d'instruction utiles (et coûteux), cette politique a en fait pour effet d'interdire l'utilisation d'une aide à l'instruction essentielle - pour laquelle on ne dispose d'aucun substitut efficace - dans les zones bâties, les sites d'entraînement au cbt ZB et les positions de défense préparées.

La raison d'être de cette politique tient au fait qu'il est possible qu'un percuteur qui serait resté coincé à l'intérieur de la fusée complète sa course s'il est remué. Le cas échéant, des fragments de la fusée pourraient être éjectés du fond du boîtier; dans des cas extrêmes, il est même théoriquement possible que le boîtier d'acier se fende. Tout ça est bien vrai. Mais quelles sont les probabilités? Un homme portant des gants de cuir qui prend une grenade non explosée dans sa main et qui la tient en s'assurant que le dessous est dirigé vers l'extérieur, et non vers lui-même, même si cela n'est pas *absolument* sécuritaire, est probablement plus en danger d'être frappé par une voiture lorsqu'il se rend chez lui que d'être blessé par la M69.

Un autre bon exemple nous est fourni par les exercices de tir réel.

Apprendre à faire confiance à ses compagnons est l'une des choses les plus difficiles pour un soldat. Les exercices de ratissage de tranchées sont un excellent moyen pour développer cette capacité et acquérir ainsi une aptitude essentielle; au cours de ces exercices, un ou plusieurs soldats assurent un tir de protection dirigé vers une tranchée ennemie, tandis qu'un autre soldat tâche de se rendre suffisamment près de la tranchée ennemie pour y lancer une grenade. Pour les premiers comme pour le second, le facteur anxiété revêt une très grande importance; s'il n'a pas développé les aptitudes requises, le soldat au combat est en position très désavantageuse. Selon l'interprétation actuelle des consignes de sécurité (telles qu'appliquées à la Cellule des armes légères de Gagetown), tout tir réel doit cesser quand celui qui est chargé de lancer la grenade arrive à un

angle de 688 mils (19°), déterminé par rapport à une ligne de la position du groupe d'appui à la tranchée². Dans certains cas, le soldat qui doit lancer la grenade peut alors se trouver à 20 mètres de la tranchée. À cause de cette contrainte réglementaire, ni les soldats du groupe d'appui ni celui qui doit lancer la grenade ne sont vraiment mis au défi et aucun ne peut développer ses aptitudes à un niveau satisfaisant. L'objectif de développer la confiance n'est pas atteint.

Et puis il y a aussi l'exigence touchant la présence de personnel de sécurité. Pour les exercices de tir réel, il est maintenant nécessaire de faire appel à un grand nombre de personnel de sécurité, le ratio pouvant atteindre 1:1 dans certains cas³. Rien ne permet vraiment de penser que la sécurité s'en trouve grandement améliorée; en revanche, la réalisation des objectifs de réalisme et d'établissement de liens de confiance entre les soldats est gravement compromise.

La performance dépend largement de l'entraînement. Voici un autre exemple, qui n'est pas sans intérêt pour nous. Aux États-Unis, il fut un temps où il était courant que les agents de police, lors des exercices au stand de tir, jettent leurs douilles vides de leur revolver directement dans leur main libre, pour ensuite les déposer doucement dans un récipient de métal en vue de leur ramassage ultérieur. L'on voulait ainsi assurer la propreté des lieux et (nous y revenons à nouveau), la sécurité des agents - quelqu'un aurait facilement pu glisser sur une douille. Faut-il voir là une précaution raisonnable, sans conséquence? Peut-être bien, mais l'on sait pertinemment, comme l'attestent les faits, que plus d'un policier a été trouvé mort, une main pleine de douilles vides, ayant été tiré tandis qu'il se tournait instinctivement pour trouver le récipient à douilles après avoir fait feu sur un criminel. Ces agents ont été trahis par un entraînement coupé de la réalité et ils ont payé le prix d'une sécurité excessive.

Sommes-nous menacés par des pièges de la sorte? On se souviendra du vieux fusil C1 et de l'interdiction de *viser l'ennemi* qui s'appliquait lorsque ces fusils étaient munis d'un dispositif de tir à blanc. On peut aussi citer certaines IPO, qui interdisaient carrément de lancer des fusées éclairantes lorsque des hélicoptères volaient dans les parages. Il s'agit là d'une politique tout à fait indiquée et raisonnable dans le cas d'un exercice et en présence d'hélicoptères amis, mais quel pourrait être le prix de cette précaution bien ancrée si on était en temps de guerre et que des hélicoptères débarquaient des troupes ennemies? Ce genre de précautions prises à des fins de sécurité dans le cadre de l'entraînement des soldats devraient être décrites clairement comme *APPLICABLES EN TEMPS DE PAIX SEULEMENT*, mais combien d'entre elles le sont?

Bien sûr, les soldats s'adapteront. Ils apprendront rapidement, mais on peut se demander combien nous coûtera cette leçon en batailles perdues et en vies humaines éteintes.

Ce ne sont là que quelques exemples. On pourrait en citer beaucoup d'autres, touchant à tous les aspects de la sécurité. Le fait est que nous fixons des normes de sécurité beaucoup plus rigoureuses que celles

qu'appliquent d'autres armées. En fait, le niveau de risque que l'Armée de terre est disposée à accepter dans le cadre de l'entraînement des soldats est passablement moindre que celui auquel nous sommes exposés dans la vie de tous les jours du simple fait que nous vivons dans une ville, que nous conduisons un véhicule ou que nous vivons dans un climat froid.

La situation est d'autant plus sérieuse que les consignes de sécurité en vigueur actuellement sont complexes, mal rédigées et souvent contradictoires. Posez une question à cinq personnes différentes, et il est à peu près certain que vous obtiendrez cinq réponses différentes. *Est-ce bien sécuritaire?*

Pourquoi nous astreignons-nous à tout cela? Il est possible que ce soit en partie attribuable à des gens bien intentionnés qui sont vraiment préoccupés par le risque qu'un accident survienne. Mais ce n'est là qu'une partie de l'explication.

Je pense que la vraie réponse tient à ce qu'un ami a récemment décrit comme un « climat de peur ». À tous les niveaux, on trouve des militaires qui craignent d'être utilisés comme bouc émissaire si un accident arrive. Dans certains quartiers, on a le sentiment, étant donné que bon nombre d'officiers supérieurs sont soumis aux mêmes pressions, que la personne occupant un poste de responsabilité au moment où se produit un accident sera laissée à elle-même, sans personne pour se porter à sa défense. Prudence avant tout, tel est donc le mot d'ordre.

Il est très facile, en définitive, de justifier l'adoption de règles de sécurité plus strictes, à plus forte raison lorsqu'on est assis dans un bureau à des milliers de milles du champ d'action. Décider délibérément d'assouplir les normes de sécurité est une toute autre paire de manches. Il faut être convaincu de l'utilité de la chose, bien connaître les besoins des utilisateurs et être disposé à prendre des risques et à accepter d'assumer des responsabilités dans le but d'améliorer le fonctionnement des forces.

On peut sans doute évoquer une troisième raison. Bon nombre des consignes de sécurité auxquelles nous sommes actuellement assujettis sont le résultat du travail de commissions d'enquête et d'enquêtes effectuées sur des accidents. Là encore, à cause du « climat de peur » qui règne, trop de militaires pensent qu'ils seront perçus comme négligents ou comme incompetents s'ils n'imposent pas, ou du moins ne recommandent pas l'adoption de nouvelles mesures de sécurité. Le fait que ces nouvelles mesures puissent n'avoir aucun lien avec la cause de l'accident importe peu - la personne sera perçue comme ayant été capable d'agir.

À titre d'exemple, j'ai fait enquête il y a quelques années sur un accident. Une unité de milice avait exécuté un exercice de contre-embuscade la nuit. Quand le convoi est tombé dans l'embuscade, l'un des conducteurs a oublié d'actionner son frein de stationnement ou de désembrayer son véhicule. Il est tout simplement sorti du véhicule, puis s'est installé derrière le véhicule devant le sien pour riposter au tir. Son camion a commencé à avancer lentement, et le soldat s'est retrouvé coincé entre les deux véhicules. Heureusement, il a survécu. Dès le départ, il était clair

que cet accident était attribuable à une étourderie commise par un jeune homme surexcité. Mais le surveillant en chef a conclu que pour prévenir de nouveaux incidents du genre le personnel appelé à participer à ce type d'exercices devrait avoir accumulé un certain nombre d'heures de conduite tous feux éteints. Ce que cela pouvait bien avoir à faire avec l'accident était - et est toujours - difficile à comprendre, mais on a pu ainsi donner l'impression qu'on agissait. J'ai le sentiment que dans cette région les troupes de réserve doivent toujours respecter ces consignes adoptées il y a bien des années, et ce au détriment d'autres exercices.

Le corollaire de cette histoire : il y a une tendance à imposer de nouvelles règles plutôt que de faire respecter celles qui existent déjà. Accuser quelqu'un de ne pas avoir suivi des règles en vigueur peut être vu dans certains cercles comme une façon tacite d'établir que la chaîne de commandement n'a pas assuré une supervision adéquate de la personne en faute. En imposant de nouvelles règles, on évite ce problème.

L'un des problèmes que l'on a avec les consignes tient au fait qu'elles continuent de s'appliquer bon an mal an. Même si les circonstances changent, la consigne demeure. Il suffit ici de mentionner l'étude britannique sur les temps et mouvements des équipes de pièce de la *Royal Artillery* au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cette enquête a révélé que, la plupart des artilleurs allaient et venaient en courant, alors que l'un d'eux restait immobile comme un roc, à faible distance derrière le canon. Il a fallu un bout de temps avant de trouver un artilleur suffisamment vieux pour se rappeler qu'il s'agissait là de l'homme chargé de tenir les chevaux...

Il ne faut pas en conclure qu'on devrait sans tarder mettre de côté le livre de règlements et laisser chacun libre de se comporter comme bon lui semble, sans règles à suivre ni comptes à rendre. Il ne faut pas non plus en conclure qu'on devrait accepter des risques injustifiables ou des accidents inutiles. En revanche, on doit en conclure que les FC doivent réévaluer toute leur philosophie en matière de sécurité.

En conséquence, le MDN doit comprendre qu'il est impossible de former des soldats capables de gagner des batailles sans prendre certains risques et que ces risques, soigneusement évalués, peuvent parfois entraîner une amélioration de l'entraînement et assurer une meilleure survie au niveau opérationnel.

Cela signifie qu'on ne doit pas conclure d'emblée, lorsqu'un accident survient en cours d'entraînement, que le programme d'entraînement était mal conçu, mal exécuté ou mis en oeuvre de façon trop peu rigoureuse.

Cela signifie que nous (comme nos leaders politiques) (le public) (la presse) (et les services juridiques) devons accepter que le métier des armes ne se mesure pas avec les mêmes normes que les autres, que ce métier comporte des risques inhérents et qu'il arrive que des personnes se blessent au cours de leur entraînement. Nous ne nous entraînons pas (ou du moins tel ne devrait pas être le cas) pour effectuer du travail de bureau ou de garnison. Nous nous entraînons pour être capables de faire la

guerre; et acquérir cette capacité ne va pas sans prendre des risques ici et là.

Cela signifie que nous devons assurer notre propre défense de façon plus énergique. Nous devons, ouvertement et publiquement, faire connaître notre position à l'aide de déclarations sans équivoque : « *Oui, il est regrettable que Tremblay ait été blessé, mais le métier des armes est un métier dangereux. Si nous ne sommes pas prêts à prendre ce genre de risque, Tremblay et ses acolytes seront exposés à des risques encore plus grands quand ils participeront à des opérations.* » Dans la mesure où notre attitude actuelle laisse supposer que les accidents indiquent sans conteste qu'il y a eu négligence de la part de quelqu'un, on ne doit pas s'étonner que les gens de l'extérieur voient les choses de la même façon. Je suis passablement certain que nous serions la cible de beaucoup moins de critiques à l'extérieur si nous défendions notre position avec plus de vigueur.

Cela signifie que les membres de l'état-major, à tous les échelons, doivent évaluer soigneusement l'impact que l'imposition de nouvelles consignes de sécurité peut avoir sur l'entraînement. Idéalement, on devrait veiller à l'avenir à soumettre périodiquement les consignes de sécurité à un processus de révision rigoureux afin d'en assurer l'uniformisation et la simplification et d'éliminer les restrictions non justifiées.

Cela signifie que nous devrions mettre l'accent sur l'application et la mise en vigueur des règlements existants, et non sur l'imposition de nouveaux règlements.

Cela signifie que les commandants, à tous les niveaux, devraient disposer de plus de latitude dans la prise de décisions de commandement. La sécurité est une responsabilité de commandement, nul doute là-dessus, mais elle n'en est qu'une parmi d'autres. Si, après avoir mûrement réfléchi, un commandant conclut qu'il est indiqué de prendre certains risques parce qu'ainsi on pourra améliorer grandement l'entraînement (et donc l'état de préparation opérationnelle), il devrait être libre de prendre la décision qu'il juge à propos. (Cela n'équivaut pas à une carte de sortie de prison gratuite; les officiers continueraient d'avoir à rendre des comptes s'il leur arrivait d'exposer des militaires à des risques injustifiables.) L'état-major et le juge-avocat adjoint ne sont là que pour donner des conseils; c'est le commandant qui *commande*.

Et par-dessus tout, cela signifie que nous devons être prêts à nous porter à la défense du commandant qui prend un risque justifiable, même si des accidents se produisent.

Un excès de sécurité aboutit à un entraînement de qualité inférieure, ce qui se traduit par des troupes qui ne sont pas aussi efficaces qu'elles devraient l'être. Pire encore, cela contraint les bons soldats à contourner les consignes pour accomplir leur mission.

À long terme, nos politiques en matière de sécurité ne servent pas nos intérêts, pas plus que ceux des troupes ou ceux de notre nation.



Le capitaine Bob Herold détient un BSc de l'Université Western Ontario et il a fait des travaux de recherche sur la technologie de neutralisation des explosifs au Cranfield Institute of Technology, en Angleterre. Il a joint l'armée en 1975 et il occupe actuellement un poste d'officier technicien en munitions au Centre d'instruction du secteur de l'Ouest de la Force terrestre, à Wainwright, en Alberta.



Notes

1. B-GL-304-003/TS-OA1, Sécurité à l'entraînement, chapitre 4, section 3, art. 410. [\[Return\]](#)
2. Conservation téléphonique entre les capitaines Herold et Johnston, le 15 avril 1998. [\[Return\]](#)
3. B-GL-304-003/TS-OA1, Sécurité à l'entraînement, chapitre 11, section 3, art. 1116, paragraphe 26b [\[Return\]](#)

[\[English\]](#)

La sécurité dans le monde de demain

Tendances récentes et lectures choisies

M. Shaye K. Friesen

Notre contexte stratégique actuel diffère grandement de celui sur lequel s'est fondée la politique canadienne sur la sécurité internationale des dernières décennies. Depuis la fin de la guerre froide, le paysage géopolitique mondial a subi des métamorphoses énormes. En effet, les nouveaux impératifs technologiques peuvent maintenant complètement transformer la nature même de la guerre. Les régions clés du monde sont de plus en plus interdépendantes et interconnectées grâce à la modernisation des communications, des transports, des technologies de l'information et du commerce. On se rend également compte que la compression du temps et la vitesse du changement deviennent extrêmes au point que la stratégie, dans sa détermination d'imprimer une direction à l'avenir, deviendra l'un des éléments les plus importants de la sécurité nationale.

Certes, ce serait une entreprise risquée et titanesque que de chercher à prédire ce que nous réserve le XXI^e siècle sans se tromper. Certains analystes prétendent que, vu la nature extrêmement complexe, anarchique et contradictoire de la guerre, il est impossible de prévoir l'avenir avec grande précision. Cela dit, il ne faudrait tout de même pas s'empêcher de scruter l'avenir. Il est en effet très utile d'analyser les tendances récentes et les scénarios plausibles de l'avenir qui vont au-delà de la conjoncture actuelle. Les changements qui se produisent sur la scène internationale se répercutent manifestement sur les plans de défense du Canada ainsi que sur la formulation de sa politique. De fait, à la lumière d'événements passés, il faut s'attendre que la force terrestre tiendra une part essentielle dans le règlement des conflits internationaux et dans l'orientation de la politique sur la sécurité internationale. Étant donné que le Canada sera appelé à assurer la sécurité, la composition et la structure des forces terrestres seront déterminées à la lumière de nos incursions dans l'avenir. Même s'il est impossible de se prononcer avec précision sur la sécurité dans le monde de demain, il n'en demeure pas moins essentiel de se pencher sur différentes interprétations du contexte mondial et sur les tendances qui s'en dégagent, ainsi que d'ébaucher divers scénarios en matière de sécurité qui, au bout du compte, prépareront le terrain à une adaptation structurelle. La présente analyse ne vise pas à décrire l'avenir ou à tenter de prédire les changements que le monde connaîtra. Elle a plutôt pour objet de décrire brièvement une conception projectiviste de la sécurité dans le monde de demain en évoquant les changements qui pourraient survenir.

Le processus d'établissement des plans de défense ont changé sensiblement depuis la fin de la

« Nous ne possédons qu'une seule certitude : nous sommes confrontés à d'innombrables

guerre froide. Dans une grande mesure, cet exercice de planification est devenu encore plus incertain et complexe qu'avant. La nature et les origines des conflits se sont complexifiées et sont devenues encore plus imprévisibles. Le spectrum des conflits s'est élargie à mesure que se multipliaient les menaces. Les diverses missions et

incertitudes. Mais reconnaître ce fait constitue déjà un point de départ vital et vaut bien sûr beaucoup mieux que de rester aveugle aux changements que vit notre monde. »

-Paul Kennedy

Préparer le XXI^e siècle

opérations se sont de plus en plus

orientées vers les scénarios de conflits de faible intensité (des opérations militaires autres que la guerre à proprement parler) et les scénarios de nonconflit, autrefois considérés comme improbables. Le concept de sécurité nationale se transforme constamment pour s'adapter au contexte mondial changeant. Les menaces autrefois posées à la périphérie, telles que la concurrence économique, les rivalités régionales et la migration massive, sont maintenant à l'avant-scène et rivalisent avec les menaces militaires traditionnelles pour influencer sur la décision de recourir à la force. Bon nombre des distinctions coutumières qui caractérisaient l'ordre international s'effacent par suite de ces nouveaux enjeux³.

De nouvelles tendances modèleront probablement la dynamique structurelle du futur paysage mondial et commanderont les principes de la sécurité nationale. La bipolarité de l'ordre international de la guerre froide, fondée sur les méfiances idéologiques et les tensions militaro-politiques, a cédé la place à la multipolarité. Les dangers n'en ont pas été réduits pour autant, et de nouvelles tendances potentiellement déstabilisantes sont venues accroître les risques de conflit. La conjoncture géopolitique d'après-guerre froide a été accompagnée de changements dans la répartition mondiale du pouvoir, de l'éruption de rivalités entre états-nations et de l'instauration de pouvoirs régionaux instables et implosifs. Les régions comme l'Asie font des percées, tant sur le plan économique que militaire, tandis que les grandes puissances traditionnelles connaissent une période de déclin relatif. D'aucuns vont jusqu'à prétendre que la Chine est sur le point d'entrer en collision avec l'Occident⁴.

La violence continue de se manifester à des niveaux inquiétants et sous des formes différentes, depuis les agitations intestines aux conflits interétatiques qui éclatent ouvertement entre des états-nations. Une grande majorité des conflits armés se produiront entre des États du monde en développement et à l'intérieur même de ceux-ci. De récents conflits ont été exacerbés par l'intensification de la polarisation ethnique, l'intolérance religieuse, les pressions nationalistes et les querelles régionales sur la souveraineté nationale, l'autonomie territoriale et l'effondrement de gouvernements. Selon Samuel Huntington, la politique internationale entre dans une nouvelle phase, où l'opposition entre groupes culturels sera la principale source des grandes divisions et discordes de l'humanité⁵.

Par ailleurs, de vives inquiétudes entourant la sécurité nationale sont suscitées par des acteurs non étatiques, tels que les organisations terroristes, les syndicats internationaux du crime et les cartels de la drogue, qui possèdent des technologies et des armes perfectionnées de destruction massive. La prolifération des armes de destruction massive se révélera un problème épineux. Ces menaces « de bas de gamme » auront des retombées « de haut de gamme »⁶. Par exemple, dans un avenir immédiat, le Canada risquerait de voir s'accroître sa vulnérabilité au terrorisme. En dépit des vives pressions exercées par les médias et le public en faveur d'une intervention, les antagonistes découvrent de plus en plus de moyens d'empêcher tout accès aux zones en proie à des conflits. Comme l'a signalé Martin Creveld, la nature changeante des menaces à la sécurité a provoqué la dégénérescence du pouvoir et de la capacité des états-nations souverains de relever de nouveaux défis⁷. Quoi qu'il en soit, bien que l'État continuera de jouer un rôle important dans le monde à venir, il fera sans aucun doute face à une foule d'adversaires différents, qui tenteront de se servir de la force pour résoudre les désaccords.

D'autres facteurs, telles les tendances sociales et démographiques actuelles, auront une incidence profonde sur les conditions futures de la sécurité. D'une part, la forte croissance démographique apportera prospérité à l'Occident. D'autre part, cette même croissance provoquera des crises humanitaires et des bouleversements sociaux intermédiaires, dont l'urbanisation accrue, la pauvreté accélérée, la maladie et la famine, des vagues de migrations et de mouvements massifs de réfugiés, et le chômage envahissant, qui tous deviendront des causes immédiates de conflit. Dans certaines circonstances, ces conflits pourront exacerber les pressions financières et politiques exercées sur l'État, intensifier la concurrence et engendrer la violence et l'instabilité civiles. On considère les conflits entre groupes d'intérêt et États comme les principales menaces à la sécurité nationale et internationale de la plupart des régions du monde⁸. En outre, la rareté des ressources renouvelables les cultures, les forêts, les eaux douces et les pêches avive déjà les troubles dans de nombreuses régions du monde en développement, ce qui laisse présager d'autres vagues semblables de violence pour les prochaines décennies puisque le patrimoine naturel dépérit dans beaucoup de pays en développement⁹.

La croissance démographique et l'urbanisation rapides s'associent pour transformer le monde en développement, accroissant ainsi les risques d'insurrection urbaine. Ralph Peters maintient que « dans l'avenir, la guerre éclatera dans la rue, les égouts, les gratte-ciel, les parcs industriels et les maisons, bicoques et refuges tentaculaires qui forment les misérables villes de notre univers »¹⁰. Au siècle prochain, qui donnera naissance à un monde urbanisé à outrance, l'Armée sera incapable d'empêcher les déploiements de guerriers citoyens, voire les combats urbains à grande échelle.

À ces tendances démographiques viennent se conjuguer les effets considérables de l'expansion de l'économie mondiale. La puissance économique et politique des multinationales et des entreprises commerciales ne cesse de croître. On pourrait même assister, dans un avenir prochain, à la résurgence de la lutte pour le pouvoir entre États et sociétés commerciales, laquelle entravera l'exécution de mesures coercitives et des embargos économiques vu la nature transnationale du commerce international. L'émergence de nouveaux intérêts économiques produira très certainement une lutte pour les ressources et pour une part du marché international, et les efforts de développement international pourraient se révéler vains, sans qu'on ait pu le prévenir. Les futurs changements économiques pourraient occasionner une répartition inégale du pouvoir et une stratification des sociétés, fondée sur la richesse, où certains pays détiendraient une plus grande part des ressources économiques mondiales et d'autres, incapables de s'adapter au changement, risqueraient de prendre du retard. Cette situation pourrait susciter des tensions, provoquer le rejet de la culture et des valeurs occidentales et forcer le gouvernement à affronter tout un éventail de nouveaux défis politiques et éthiques¹¹.

Il est tout aussi important de signaler que les progrès technologiques tiendront un rôle grandissant sur le plan de la sécurité dans le monde de demain. Rares sont ceux qui pourraient nier que les importantes technologies du domaine civil trouvent de plus en plus d'applications au sein de l'Armée. Plusieurs technologies nouvelles et intégratives accélèrent la mise au point et le recours à des armes numérisées sur les champs de bataille. D'autres innovations technologiques, dont les communications numérisées, l'intelligence artificielle et la robotique, les servomécanismes et la bioingénierie, la micro-miniaturisation et les micromachines, la nanotechnologie, la télédétection, la réalité virtuelle, la télérobotique, le laser, les hyperfréquences de grande puissance et les armes à énergie dirigée, les explosifs air-essence et les bombes à dispersion seront transportées par des véhicules aériens pilotés ou télépilotés et relieront entre eux les champs de bataille grâce à des plates-formes de réseautage. Sur les champs de bataille, les satellites seront utilisés pour communiquer et pour attaquer les missiles et aéronefs à terre et en mer. Des lasers et armes à énergie dirigée antimissiles balistiques de théâtre seront basés dans l'espace. Certaines États auront mis au point des moyens de protéger leurs systèmes d'information contre les attaques des services secrets étrangers. Quelques systèmes robotiques et d'autres systèmes d'armes sont déjà utilisés sur les champs de bataille, mais de nombreuses technologies de guerre d'avant-garde, non encore au point, font l'objet de travaux de recherche et de développement, et leur usage se sera répandu dès les premières décennies du XXI^e siècle. La guerre terrestre sera transformée par les technologies de l'information en pleine évolution et par les capacités de communications et d'informatique en expansion rapide, ainsi que par l'exploitation de considérables ressources du secteur spatial¹².

Maintenir sa supériorité et son avance par rapport à la technologie naissante et aux antagonistes éventuels posera un défi de taille à la sécurité nationale dans les cinquante prochaines années. De fait, si elle peut accroître la stabilité politique et limiter les dommages collatéraux occasionnés par l'ennemi, la technologie peut aussi exposer une nation vulnérable à l'attaque et accentuer les différences entre « fortunés » et « démunis ». Les ennemis potentiels pourraient envisager des scénarios de riposte asymétrique. Comme le commerce favorise le changement, ces ennemis potentiels pourraient profiter de la diffusion de la technologie pour se doter d'un armement perfectionné de grande qualité et s'assurer d'un même accès à une mine de précieux renseignements. Même si l'omniprésence du danger soviétique s'est affaiblie, pour le moment du moins, d'autres dangers potentiels, tels que le recours à des armes de destruction massive (biologiques, chimiques et nucléaires), se sont intensifiés par suite de la propagation rapide de la technologie sur le marché libre. Le Tiers Monde continue de s'armer sans affronter de résistance et en dépit des initiatives contre la prolifération des armements, et les terroristes, les États corrompus et les syndicats internationaux du crime peuvent maintenant se doter de technologies perfectionnées et d'armes de destruction massive¹³.

Tout cela signifie qu'une « révolution des affaires militaires » s'est engagée. Cette révolution se caractérise par une augmentation intermittente de l'efficacité et de la capacité militaires potentielles qui transforme fondamentalement l'essence même du champ de bataille. Bien que certains débattent la question de savoir si une révolution des affaires militaires a véritablement éclaté, il ne fait aucun doute qu'elle constitue un cadre conceptuel au développement et à la structuration des forces, à la planification de défense et à l'exploitation de la technologie. Toutefois, ce qui est révolutionnaire, ce n'est pas la vitesse à laquelle se produisent ces transformations, « mais plutôt qu'on a reconnu, sur une période relativement brève, que la nature du conflit a changé si radicalement qu'il faut procéder à des modifications tout aussi dramatiques sinon radicales sur le plan de la doctrine et au sein des organisations »¹⁴. L'actuelle révolution des affaires militaires mettra au jour de multiples scénarios nouveaux et différents, telles les attaques de précision longue distance, les manœuvres de domination, la guerre de l'information et la guerre de l'espace. À un moment donné, l'innovation technologique pourrait même invalider les anciens cadres conceptuels, et exiger ainsi des changements dans le degré, la définition, l'organisation et la mesure de l'efficacité militaires qui nous sont familiers.

D'une façon générale, la période d'après-guerre froide est le prélude de demain; elle s'est caractérisée par des incertitudes géopolitiques causées par l'éclatement des centres du pouvoir, l'effondrement de l'autorité des régimes déchus, les économies dysfonctionnelles, les dangers transfrontaliers, les conflits ethniques et religieux ravageurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, et les changements tributaires de la technologie. Ces nouveaux paramètres de notre monde futur ne sont pas fondés sur le rejet radical du passé mais plutôt sur l'extrapolation

logique des tendances observables qui se dégagent déjà. Toutes ces conditions poseront très certainement de sérieuses menaces à la stabilité.

Il ne faut toutefois pas déduire que le Canada devrait reconfigurer son appareil de sécurité nationale. Il faut plutôt faire ressortir l'importance que doit revêtir le volet de la sécurité mondiale dans la planification de la structure future de nos forces et attirer l'attention sur les changements qui pourraient être apportés à la façon dont l'Armée se dote des compétences fondamentales qui lui permettront de se préparer à ce nouveau monde. Bien que cette problématique ne touche pas la sécurité nationale du Canada d'une manière directe et imminente, elle concerne les intérêts du Canada vis-à-vis la stabilité mondiale et elle pourrait prendre une importance stratégique dans l'avenir. L'ère de l'information nous offre à la fois des défis et des possibilités. Il sera particulièrement difficile de se protéger contre des ennemis potentiels dans le nouveau millénaire. Malgré le climat d'incertitude qui règne, l'Armée devrait s'efforcer de songer avec créativité à l'imprévu en anticipant l'avenir et en profitant des situations opportunes. L'alternative, bien entendu, consistera à vivre dans le passé et à résister au changement, à épuiser inutilement nos ressources et à ne pas profiter de ce que les nouvelles grandes technologies auront à offrir. Tout comme le fait de ne pas comprendre notre patrimoine militaire nous condamne à répéter nos erreurs, souvent très coûteuses, le fait de ne pas scruter l'avenir pourrait avoir des répercussions dramatiques sur l'univers civil aussi bien que militaire.



Shaye Friesen est titulaire d'un Baccalauréat spécialisé en histoire (High Honours) de l'Université de la Saskatchewan. Il a participé au Forum sur la sécurité et la défense en Bosnie et a rempli les fonctions d'attaché de recherche en défense auprès de la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), Recherche opérationnelle. Ses principaux intérêts vont vers les nouveaux concepts en sécurité internationale, la guerre de coalition et la politique de défense du Canada. Il termine à l'heure actuelle une Maîtrise en études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada, à Kingston.



Notes

1 Steven Metz, *Strategic Horizons: The Military Implications of Alternative Futures*, Carlisle, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 1997, p. 1.

2 Se reporter à John A. English, *Marching Through Chaos: The Descent of Armies in Theory and Practice*, Westport, Praeger, 1996.

3 RAND Corporation, *Sources of Conflict in the 21st Century: Regional*

Futures and U.S. Strategy, Zalmay Khalilzad et Ian O. Lesser, éditeurs, Santa Monica, 1998, p.1. [\[Retourner\]](#)

4 Se reporter à l'intéressante analyse de Richard Bernstein et Ross Munro, *The Coming Conflict with China*, New York, Alfred A. Knopf, 1997, ainsi qu'aux ouvrages de J. Mohan Malik, « The Sources and Nature of Future Conflicts in the Asia-Pacific Region », *Comparative Strategy* 16,1, 1997. [\[Retourner\]](#)

5 Samuel P. Huntington, *Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon and Schuster, 1996. [\[Retourner\]](#)

6 *Preparing Now: Alternative Paths to Military Capabilities for an Uncertain Future*, Rapport sommaire de la conférence organisée par l'Institute for Foreign Policy Analysis, février 1998, p. 4. [\[Retourner\]](#)

7 Selon Van Creveld, « après avoir été l'élément le plus important et le plus caractéristique de toutes les institutions modernes depuis la signature du Traité de Westphalie, l'État se meurt ». Martin van Creveld, « The Fate of the State », *Parameters*, printemps 1996, pp. 4-18. [\[Retourner\]](#)

8 En 1993, plus de 25 millions de réfugiés ont fui des conflits internes, dont 3 % de la population totale de l'Afrique du sud du Sahara, d'après Ted Robert Gurr, dans « Communal Conflicts and Global Security », *Current History* 94, 592, mai 1995. [\[Retourner\]](#)

9 Thomas Homer-Dixon, *The Project on Environmental Scarcities, State Capacities and Civil Violence*, Toronto, Peace and Conflict Studies Program, Université de Toronto, 1990-1993. [\[Retourner\]](#)

10 Ralph Peters, « Our Soldiers, Their Cities », *Parameters*, printemps 1996, p. 43. [\[Retourner\]](#)

11 Steven Metz, *Strategic Horizons*, p. 5. [\[Retourner\]](#)

12 Se reporter à RAND Corporation, *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, John Arquila et David Ronfeldt, éditeurs, Santa Monica, 1997. [\[Retourner\]](#)

13 Richard K. Betts, « The New Threat of Mass Destruction », *Foreign Affairs*, janvier-février 1998. [\[Retourner\]](#)

14 Andrew Krepinevich, « Cavalry to Computer: The Pattern of Military Revolutions », *The National Interest*, 37, automne 1994. [\[Retourner\]](#)

Lectures choisies

Nouveaux concepts mondiaux

BARBER, Benjamin R. « Jihad vs. McWorld », *The Atlantic Monthly* 269, no. 3, mars 1992.

- BAUMANN, Robert F. « Historical Perspectives on Future War », *Military Review*, mars-avril 1997.
- BERNSTEIN, Richard, et Ross Munro. *The Coming Conflict with China*, New York : Alfred A. Knopf, 1997.
- BEVIN, Alexander. *The Future of Warfare*, New York : Alfred A. Knopf, 1995.
- BIDDLE, Stephen. « Victory Misunderstood : What the Gulf War Tells Us about the Future of Conflict », *International Security* 21, no. 2, Automne 1996, 139-179.
- BUNKER, Robert J. « Epochal Change : War Over Social and Political Organization », *Parameters*, été 1997, 15-25.
- CLAWSON, Patrick, éd. *Strategic Assessment 1997 : Flashpoints and Force Structure*, Washington D.C. : National Defense University, INSS, 1997.
- CRONIN, Patrick M., éd. *2015: Power and Progress*, Washington : National Defense University, INSS, 1996.
- FRIEDMAN, George, et Merideth Friedman. *Future of War : Power, Technology and American World Dominance in the 21st Century*, Publié par : Crown Pub Inc, 1997.
- HUNTINGTON, Samuel P. *Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon and Schuster, 1996.
- JOHNSEN, William T., et. al. *The Principles of War in the 21st Century : Strategic Considerations*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1995.
- KAPLAN, Robert D. « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly*, février 1994.
- KENNEDY, Claudia. *The Age of Revolutions*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1998.
- KENNEDY, Paul. *Preparing for the Twenty-First Century*, Toronto : Harper-Collins, 1993.
- KREPINEVICH, Andrew. *The Conflict Environment of 2016 : A Scenario-Based Approach*, Washington : The Center for Strategic & Budgetary Assessments, s.d.
- LUTTWAK, Edward N. « A Post-Heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, juillet/août 1996, 33-44.
- MAGYAR, Karl P. *Global Security Concerns : Anticipating the Twenty-First Century*, Maxwell AFB : Air University Press, 1996.

MALIK, J. Mohan. « The Sources and Nature of Future Conflicts in the Asia-Pacific Region », *Comparative Strategy* 16, no. 1, 1997.

MARSHALL, Thomas J., et. al. *Problems and Solutions in Future Coalition Operations*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1997.

METZ, Steven. *Strategic Horizons : The Military Implications of Alternative Futures*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1997.

MORRISON, James W. McNair Paper 40 : *NATO Expansion and Alternative Future Security Alignments*. Washington : National Defence University, INSS, avril 1995.

NIKITENKO, Evgeny G. « Trends in the Conduct of Conflict into the 21st Century : A Russian View », *Defense and Foreign Affairs-Strategic Policy* XXIV, no. 11-12, novembre-décembre 1997, 4-5.

NYE, Joseph S. « Peering into the Future », *Foreign Affairs*, juillet/août 1994.

PETERS, Ralph. « The Culture of Future Conflict », *Parameters*, hiver 1995-96, 1827.

RAND. *Future Worlds and Roles, a Template to Help Planners Consider Assumptions About the Future Security Environment*, de W. Schwabe, Santa Monica, 1995.

RAND. *Sources of Conflict in the 21st Century : Regional Futures and U.S. Strategy*, de Z. Khalilzad, I.O. Lesser, Santa Monica, 1998.

RAND. *Strategic Appraisal 1997 : Strategy and Defense Planning for the 21st Century*, by Z. Khalilzad, D.A. Ochmanek, Santa Monica, 1997.

RAND. *Theater Analysis and Modeling in an Era of Uncertainty : The Present and Future of Warfare*, de B.W. Bennett, et. al., Santa Monica, 1994.

REIMER, Dennis J. « Challenge and Change: A Legacy for the Future », *Military Review*, no. 108, juillet/août 1997.

ROTHKOPF, David J. « Cyberpolitik : The Changing Nature of Power in the Information Age », *Journal of International Affairs* 51, no. 2, printemps 1998.

SULLIVAN, Gordon R., et James M. Dubik. *War in the Information Age*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1994.

SUMMERS, Harry G. Jr. *The New World Strategy : A Military Policy for America's Future*, New York : Touchstone, 1995.

TAYLOR, Charles W. Alternative World Scenarios for a New Order of Nations, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1993.

TILFORD, Earl H., éd. World View : The 1998 Strategic Assessment, Carlisle : Strategic Studies Institute, US Army War College, 1998.

TOFFLER, Alvin, et Heidi Toffler. War and Anti-War : Survival at the Dawn of the 21st Century, New York : Little, Brown and Company, 1993.

TURBIVILLE, Graham H., Jake W. Kipp, et William W. Mendel. « The Changing Security Environment Looking to the 21st Century », Military Review, juin-juillet 1997.

U.S., AIR EDUCATION AND TRAINING COMMAND. Alternate Futures for 2025 : Security Planning to Avoid Surprise, du 2025 Support Office, Maxwell Air Force Base, Air University, 1996.

VAN CREVELD, Martin, L. The Transformation of War, New York : The Free Press, 1991.

Van RIPER, Paul, et Robert H. Scales. « Preparing for War in the 21st Century », Parameters, automne 1997, 4-14.

VICKERS, Michael. Warfare in 2020 : A Primer, Washington : The Center for Strategic & Budgetary Assessments, octobre 1996.

Guerre terrestre de l'avenir

ARNOLD, Steven L. « Third US Army : Preparing for the Future », Military Review, mars-avril 1997.

BELLAMY, Chris. The Future of Land Warfare, London : Croom Helm, 1987.

BRINKERHOFF, John R. « The Brigade-Based New Army », Parameters, automne 1997.

DANDRIDGE, Michael T. « Is There a Logistics Corps in Our Future? » Army Logistician, mars-avril 1997.

DUNLAP, Charles J. Jr. « 21st-Century Land Warfare : Four Dangerous Myths », Parameters, Automne 1997, 27-37.

FASTABEND, David. « An Appraisal of 'The Brigade-Based New Army' », Parameters, automne 1997, 73-81.

GORDON, John, et Peter A. Wilson. The Case for Army XXI « Medium Weight » Aero-Motorized Divisions : A Pathway to the Army of 2020, Carlisle : US Army War College, mai 1998.

JOHNSEN, William T. Redefining Land Power for the 21st Century, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1998.

LWIN, Michael R. « The Future of Land Power », U.S. Naval Institute-Proceedings 123, no. 6, septembre 1997.

MACGREGOR, Douglas. Breaking the Phalanx : A New Design for Landpower in the 21st Century, Westport : Praeger, 1997.

METZ, Steven. « The Army and the Future of the International System », Parameters, été 1994, 85-97.

PETERS, Ralph. « The Future of Armored Warfare », Parameters, Automne 1997, 5059.

RAND. Information Technologies and the Future of Land Warfare, de B. Nichiporuk, C.H. Builder, Santa Monica, 1995.

SCHNEIDER, Barry R., et Lawrence E. Grinter, éd. Battlefield of the Future : 21st Century Warfare Issues, Maxwell AFB : Air University Press, 1995.

SULLIVAN, Gordon R., et Anthony M. Coroalles. The Army in the Information Age, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1995.

SULLIVAN, Gordon R., et James M. Dubik. Land Warfare in the 21st Century, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1993.

U.S., DEPARTMENT OF THE ARMY. Knowledge and Speed : The Annual Report of the Army After Next Project to the Chief of Staff of the Army, Washington, 1997.

U.S., TRAINING AND DOCTRINE COMMAND. Land Combat in the 21st Century, Fort Monroe, Virginia, 1997.

Problèmes transnationaux

BETTS, Richard K. « The New Threat of Mass Destruction », Foreign Affairs, janvier/février 1998.

BUNKER, Robert J. « The Terrorist : Soldier of the Future », Special Warfare 10, no. 1, hiver 1997.

BUTTS, Kent Hughes. « The Strategic Importance of Water », Parameters, printemps 1997, 65-83.

DEUTCH, John. « Think Again : Terrorism », Foreign Policy, no. 108, automne 1997.

HOFFMAN, Bruce, éd. Studies in Conflict and Terrorism, Vol. 21.

London : Taylor & Francis Publishers, 1998.

HOMER-DIXON, Thomas, éd. The Project on Environmental Scarcities, State Capacity, and Civil Violence, Toronto : Peace and Conflict Studies Program, University of Toronto, 1990-93.

HOMER-DIXON, Thomas F. « On The Threshold : Environmental Changes as Causes of Acute Conflict », *International Security* 16, no. 2, automne 1991, 76-116.

LAQUEUR, Walter. « Postmodern Terrorism », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 1996.

LIBICKI, Martin C. *The Next Enemy*, Washington : National Defense University, *Strategic Forum* 35, juillet 1995.

MATHEWS, Jessica T. « Power Shift », *Foreign Affairs*, janvier/février 1997.

MATTHEW, Richard A., et George E. Shambaugh. « Sex, Drugs, and Heavy Metal : Transnational Threats and National Vulnerabilities », *Security Dialogue* 29, no. 2, 1998, 163-175.

PETERS, Ralph. « The New Warrior Class », *Parameters*, été 1994, 16-26.

ROSENBERGER, Leif Roderick. « The Strategic Importance of the World Food Supply », *Parameters*, printemps 1997, 84-105.

VAN CREVELD, Martin, L. « The Fate of the State », *Parameters*, printemps 1996, 418.

WILLIAMS, Phil. « Transnational Criminal Organisations and International Security », *Survival* 36, no. 1, printemps 1994, 96-113.

La révolution des affaires militaires

« The Future of Warfare », *The Economist*, mars 1997, 15-24.

BARNETT, William, et. al. *Technological Revolution in Military Affairs : A 21st Century Sword of Damocles? du Mobile Strike Force*, MSF Concept Paper, 1997.

BARTLETT, Henry C., Jr. G. Paul Holman, et Timothy E. Somes. « Force Planning, Military Revolutions and the Tyranny of Technology », *Strategic Review* XXIV, no. 4, automne 1996, 28-40.

BLANK, Stephen J. « Preparing for the Next War : Reflections on the Revolution in Military Affairs », *Strategic Review* XXIV, no. 2, printemps 1996, 17-25.

BRACKEN, Paul, et Raoul Henri Alcala, éd. *Whither the RMA : Two Perspectives on Tomorrow's Army*, Carlisle : US Army War College,

Strategic Studies Institute, 1994.

COHEN, Eliot A. « A Revolution in Warfare », *Foreign Affairs* 75, no. 2, 1996, 37-54.

COOPER, Jeffrey R. *Another View of the Revolution in Military Affairs*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1994.

DIBB, Paul. « The Revolution in Military Affairs and Asian Security », *Survival* 39, no. 4, hiver 1997_98.

FREEDMAN, Lawrence. *The Revolution in Strategic Affairs*, Adelphi Paper 318, London : Brassey's, IISS, avril 1998.

GRAY, Colin S. « The Changing Nature of Warfare? », *Naval War College Review*, printemps 1996, 17-22.

HASHIM, Ahmed. « The Revolution in Military Affairs Outside the West », *Journal of International Affairs* 51, no. 2, printemps 1998.

HERMAN, Phillip F. « The Future of «Military Affairs» : Revolution or Evolution? », *Strategic Review* XXIV, no. 2, printemps 1996, 31-40.

HOWARD, Sir Michael, et John F. Guilmartin. *Two Historians in Technology and War*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, juillet 1994.

JABLONSKY, David. « US Military Doctrine and the Revolution in Military Affairs », *Parameters*, automne 1994, 18-36.

KIPP, Jacob W. *The Russian Military and the Revolution in the Military Affairs : A Case of the Oracle of Delphi or Cassandra?*, Fort Leavenworth : Foreign Military Studies Office, 1995.

KREPINEVICH, Andrew. « Cavalry to Computer : The Pattern of Military Revolutions », *The National Interest*, no. 37 , automne 1994.

MAZARR, Michael J. *The Revolution in Military Affairs : A Framework for Defense Planning*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1994.

METZ, Steven, et James Kievit. *Strategy and the Revolution in Military Affairs : From Theory to Policy*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1995.

MURRAY, Williamson. « Thing about Revolutions in Military Affairs », *Joint Force Quarterly*, été 1997.

OWENS, Mackubin Thomas. « Technology, The RMA, and Future War », *Strategic Review*, printemps 1998, 63-70.

SAIC, Science Applications International Corporation. *The Revolution in Military Affairs*, McLean, 1996.

STANLEY, Elizabeth A. *Evolutionary Technology in the Current Revolution in Military Affairs : The Army Tactical Command and Control System*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1998.

TILFORD, Earl H. Jr. *The Revolution in Military Affairs : Prospects and Cautions*, Carlisle : US Army War College, Strategic Studies Institute, 1995.

Technologie, information et guerre de l'espace

ALBERTS, David S., et Daniel S. Papp, éd. *The Information Age : An Anthology on Its Impact and Consequences*, Washington : National Defense University, 1996.

ARQUILLA, John. « The Strategic Implications of Information Dominance », *Strategic Review* XXII, no. 3, été 1994, 24-20.

BARNETT, Jeffery R. *Future War : An Assessment of Aerospace Campaigns in 2010*, Maxwell AFB : Air University Press, 1996.

BUCKLEY, Edward T., et al. « Army After Next Technology: Forging Possibilities into Reality », *Military Review* LXXVIII, mars-avril 1998.

CAMPEN, Alan D., Douglas H. Dearth, and R. Thomas Goodden, éd. *CyberWar : Security, Strategy and Conflict in the Information Age*, AFCEA International Press, 1996.

Casper, Lawrence E., et al. « Knowledge-Based Warfare : A Security Strategy for the Next Century », *Joint Force Quarterly*, no. 13, automne 1996.

COOK, Nick, Stacey Evers, Joris Janssen Lok, et Barbara Starr. « Aerospace Scenario 2015 », *Jane's Defence Weekly* 27, no. 23, 1997, 47-66.

DUNN, Martin. « The Future Battlefield », *Australian Army Annual*, 1996.

DUNNIGAN, James F. *Digital Soldiers : The Evolution of High-Tech Weaponry and Tomorrow's Brave New Battlefield*, New York : St. Martin's Press, 1996.

EDEN, Steven J. « Knowledge-Based Warfare Implications », *Military Review*, mars-avril 1997.

GRAY, Colin S. « The Influence of Space Power on History », *Comparative Strategy* 15, 1996, 293-308.

HARIG, Paul T. « The Digital General: Reflections on Leadership in the Post-Information Age », *Parameters*, automne 1996, 133-140.

Henry, Ryan, et C. Edward Peartree, éd. The Information Revolution and International Security, Washington : Center for Strategic and International Studies, 1996.

Jensen, O. E. « Information Warfare : Principles of Third-Wave War », Airpower Journal, hiver 1994.

KELLEY, Jay W. « Space Is More Than a Place », <http://www.cdsar.af.mil/apj/kelley.html>.

KONOPATZKE, Kurt. « Information Warfare : Same wine, different bottle? », CADRE Airpower Chronicle, 1996.

LIBICKI, Martin. The Mesh and the Net : Speculations on Armed Conflict In an Age of Free Silicon, Washington : National Defense University, McNair Paper 28, mars 1994.

LIBICKI, Martin. What is Information Warfare?, ACIS Paper 3, Washington : National Defense University, Institute for National Strategic Studies, août 1995.

MAHNKEN, Thomas G. « War in the Information Age », Joint Force Quarterly, no. 12, hiver 1995_96.

MOLANDER, Roger C., Andrew S. Riddile, et Peter A. Wilson. « Strategic Information Warfare : A New Face of War », Parameters, automne 1996, 81-92.

MOORMAN, Thomas S. « Space : A New Strategic Frontier », Airpower Journal, printemps 1992.

MORRIS, Chris, et. al. « Weapons of Mass Protection : Nonlethality, Information Warfare, and Airpower in the Age of Chaos », Airpower Journal, printemps 1995, 15-29.

NYE, Joseph S., et William Owens. « America's Information Edge », Foreign Affairs, mars/avril 1996.

RAND. Cyberwar Is Coming!, de J. Arquilla, D.F. Ronfeldt, Santa Monica, 1996.

RAND. In Athena's Camp : Preparing for Conflict in the Information Age, de John Arquilla, David Ronfeldt, Santa Monica, 1997.

RAND. Space : Emerging Options for National Power, de Dana J. Johnson, Scott Pace, C. Bryan Gabbard, Santa Monica, 1998.

RAND. Strategic Information Warfare : A New Face of War, de R.C. Molander, A.S. Riddile, P. Wilson, Santa Monica, 1996.

RATHMELL, Andrew. « Cyber-Terrorism : The Shape of Future Conflict », Royal United Services Institute Journal 142, no. 5, octobre

1997.

SAIC, Science Applications International Corporation. The Evolution of Space Warfare : A Proposal, by Dale Hill, Strategic Assessment Center, McLean, 1996.

SAIC, Science Applications International Corporation. Space Vision 2020, du Strategic Assessment Centre, McLean, 1996.

SHUKMAN, David. Tommorrow's War : The Threat of High-Technology Weapons, New York : Harcourt Brace and Company, 1995.

SZAFRANSKI, Richard. « A Theory of Information Warfare : Preparing For 2020 », Airpower Journal, printemps 1995.

U.S., AIR EDUCATION AND TRAINING COMMAND. Spacecast 2020, Maxwell Air Force Base, Air University, 1994.

U.S., NATIONAL RESEARCH COUNCIL. Star 21 : Strategic Technologies for the Army of the Twenty-First Century, de National Academy Press, National Research Council, Washington, 1993.

VAN CREVELD, Martin, L. Technology and War : From 2000 B.C. to the Present, New York : The Free Press, 1989.

WARNER, Volney J. « Technology Favors Future Land Forces », Strategic Review XXVI, no. 3, été 1998, 40-53.

ZIELINSKI, Robert H., et. al. Star Tek-Exploiting the Final Frontier : Counterspace Operations in 2025, Maxwell Air Force Base, Air University, août 1996.

[\[English\]](#)